

France Forum

- *Parier pour la démocratie*
- *Les variations du P.C.F.*
- *L'Europe et l'Amérique*
- *Culture et politique*
- *Les projets politiques*
- *Teilhard et la passion de l'Unité*
- *Le salaire de la paix*
- *L'Etat, la vie et la mort*

FRANCE FORUM

COMITÉ DE DIRECTION

Etienne Borne, Henri Bourbon

6, rue Paul-Louis Courier - 75007 Paris

C.C.P. Paris 14.788-84 - Tél. 544.75.50

Abonnement annuel 80 F

Abonnement de soutien 100 F

Sommaire *191 - 192*

Novembre - Décembre 1981
20 F

DOSSIERS ET ÉTUDES

PARIER POUR LA DÉMOCRATIE PAR HENRI BOURBON	p. 2
LES VARIATIONS DU P.C.F. PAR FRANÇOIS FEJTO	p. 3
L'EUROPE ET L'AMÉRIQUE PAR LÉO TINDEMANS	p. 10
CULTURE ET POLITIQUE PAR DOMINIQUE-ANDRÉ KERGAL	p. 14
LES PROJETS POLITIQUES PAR BENOIT VERMANDER	p. 20
EN MARGE DE FERNAND BRAUDEL PAR RENÉ FOCH	p. 25
TEILHARD DE CHARDIN ET LA PASSION DE "L'UN" PAR ETIENNE BORNE	p. 29
LE POINT DE VUE DE JEAN BOISSONNAT	p. 36
LE SALAIRE DE LA PAIX PAR ETIENNE BORNE	p. 40
INDÉPENDANCE SYNDICALE ET ACTION POLITIQUE PAR GÉRARD ADAM	p. 42
ARTS	
LA VIE LITTÉRAIRE PAR PHILIPPE SÉNART	p. 44
A LA DÉCOUVERTE DE GUIMARD PAR YVAN CHRIST	p. 50
NOTES DE LECTURE	
LA FRANCE A-T-ELLE VRAIMENT BASCULÉ ? PAR HENRI TINCO	p. 54
LA SOCIAL-DÉMOCRATIE QUAND MEME DE FRANÇOIS FEJTO PAR DOMINIQUE-ANDRÉ KERGAL	p. 55
RAPPORT SECRET AU COMITÉ CENTRAL SUR L'ÉTAT DE L'ÉGLISE EN URSS PAR JACQUES NANTET	p. 56
LES CHASSEURS D'ABSOLU D'ALAIN-GÉRARD SLAMA PAR BENOIT VERMANDER	p. 58
L'AFRIQUE ÉTRANGLÉE DE RENÉ DUMONT PAR ANNE-MARIE LAVAUDEN	p. 60
LE PETIT SAVANT ILLUSTRÉ DE PIERRE THUILLIER PAR ANNE-MARIE LAVAUDEN	p. 61
LES ARTS DE L'IMAGE PAR JEAN CHELINI	p. 62
LA RENTRÉE PÉDAGOGIQUE PAR JEAN CHELINI	p. 63
PROPOS DU TEMPS	
L'ÉTAT, LA VIE ET LA MORT PAR ETIENNE BORNE	p. 66

PARIER POUR LA DEMOCRATIE

L'année 1981 sera-t-elle, dans l'histoire de la V^e République, une année de rupture ou une année de transition? Marquera-t-elle la naissance d'un nouveau régime aux couleurs du socialisme et du marxisme ou constituera-t-elle une étape dans l'évolution de notre Société? Le changement prendra-t-il la forme d'une cassure irréversible ou d'une alternance démocratique? Libéralisme et socialisme s'opposent-ils comme deux conceptions fondamentalement et irrémédiablement incompatibles? N'aurions-nous d'autre choix qu'entre l'empirisme technocratique et l'absolutisme idéologique? La France fera-t-elle les frais de l'affrontement entre les partisans de deux types de société, réduits à des schémas théoriques et passionnels, les uns reprochant aux autres et de mal penser et d'être voués à une "gestion catastrophique" passée ou à venir.

Autant de questions graves qui nous interpellent en cet automne et sur lesquelles le conformisme, les bons sentiments ou la passion ne sauraient apporter la moindre lumière.

L'heure ne semble être ni celle des nuances ni celle de la recherche d'un large consensus — sinon dans le domaine essentiel du respect des institutions. De part et d'autre on grossit les traits, ce qui n'est pas de bonne pédagogie démocratique. Pourrait-il en être autrement? La lutte politique a ses contraintes, ses petites, ses servitudes, comme elle a ses grandeurs et ses risques. Mais on aimerait que le langage des responsables politiques ne vienne pas conforter le jugement de Marcuse — jugement en forme de cri d'alarme: "Nous vivons dans un univers du discours clos...". Chez les intellectuels eux-mêmes, ce travers n'est pas absent. La caricature de l'adversaire est un genre très pratiqué et très goûté. Le manichéisme simplificateur est une tentation à laquelle il est plus facile de céder que de résister. La tolérance et l'ouverture à autrui ont leurs limites, faute de quoi elles deviendraient lâcheté, irresponsabilité, capitulation, mais elles sont la condition indispensable à l'existence d'un climat démocratique.

Les leçons de l'Histoire ne servent à rien, dit-on; elles devraient pourtant nous avertir des périls et nous inviter à les conjurer. L'incantation partisane et sentimentale ne constitue pas une réponse *éthique* à l'événement, pas plus que la rationalité calculatrice ne se confond avec une réponse de pensée et de doctrine. Comme l'écrit Jean-Marie Domenach "le point de rencontre entre le cœur et l'intelligence est toujours difficile à trouver", et le travail de la raison consiste à préparer l'une et l'autre réponses à partir d'une analyse de situation qui sera alors éclairante et éclairée.

Analyse et réflexion: tel est bien le propos de "France-Forum" comme celui de beaucoup d'autres revues. "France-Forum" ne prétend à aucun monopole. Mais ce propos, il le poursuit d'une manière qui lui est propre et

qui se voudrait originale, c'est-à-dire en se référant à des valeurs et à une histoire dont il s'efforce d'être l'expression fidèle, par delà les péripéties et les épisodes de la vie politique. Comment parler des ressourcements nécessaires à la réflexion et à l'action, si les sources sont ignorées ou négligées.

Notre ambition a été et demeure de réunir des hommes et des femmes de réflexion et d'action qui veulent chercher à mieux discerner les défis essentiels du monde moderne pour leur trouver des réponses démocratiques et humaines. Pour ce faire, nous nous employons à traduire notre souci de pluralisme, d'ouverture et de dialogue, par la confrontation, le débat et l'échange entre personnalités d'opinions différentes et d'engagements divers. Nous ne dissimulons pas notre appartenance à une famille d'esprit qui est celle de la démocratie sociale, d'inspiration humaniste et chrétienne. En reconnaissant que le pluralisme est un corollaire immédiat de l'humanisme et du personnalisme, en choisissant la voie de la pensée interrogative qui fait de chaque certitude une invitation à la recherche, nous excluons un dogmatisme générateur de sectarisme, nous adoptons une attitude intellectuelle et politique, qui se situe dans le droit fil de la tradition de la démocratie d'inspiration spiritualiste en France. Cette tradition, si elle s'est incarnée et s'incarne encore plus particulièrement dans un parti, dépasse les frontières des partis et ne s'identifie pas aux clivages polémiques. Les hommes et les femmes qui se réfèrent au personnalisme, comme philosophie, et à la démocratie d'inspiration chrétienne, comme histoire, s'inscrivent dans une plus large diaspora de sympathie que celle d'un parti et ont en commun cette idée fondamentale que "la société est au service de l'homme, et non l'homme, l'instrument de la société". Pour recourir à une autre formule, je dirais que le personnalisme démocratique, dont nous nous réclamons, affirme la primauté de l'humain sur le politique et l'économique.

"France-Forum" n'a pas la prétention d'avoir une influence directe sur la vie politique française. Nous espérons simplement enrichir la réflexion des démocrates et les rendre attentifs aux mutations de tous ordres de la société contemporaine. Nous souhaitons répondre aux préoccupations de nos lecteurs et à leur attente en leur fournissant des éléments d'information et de recherche utiles à leurs tâches intellectuelles, sociales, civiques, politiques.

Nous voudrions faire en sorte que notre pari pour la démocratie et pour l'esprit ne soit pas un pari déraisonnable. C'est même le seul pari raisonnable! Parier pour la démocratie, c'est croire que la démocratie a plus d'avenir que de passé. Il faut donc que ce pari soit gagné. Nous nous faisons à "France-Forum" une certaine idée du civisme et de la tolérance, une certaine idée de la liberté, de la culture, une certaine idée de l'honneur démocratique; aujourd'hui, comme hier, rien ne dispense de travailler à les servir.

Henri BOURBON

LES VARIATIONS DU P.C.F.

par François FEJTO

A quoi sert le P.C.F., parti révolutionnaire qui ne fait pas la révolution, mais agit comme s'il voulait interdire à l'ensemble de la gauche française de conquérir le pouvoir politique et d'être ainsi en mesure d'entreprendre une action réformatrice ?". C'est par cette question que Robert Verdier, ancien collaborateur de Léon Blum, directeur politique du *Populaire*, membre du Comité Directeur du P.S. jusqu'en 1979, a clos son beau livre sur le Congrès de Tours (1), paru quelques mois avant les élections présidentielles de mai 1981. Par une curieuse coïncidence, Georges Lavau, directeur de la *Revue Française des Sciences politiques* à qui nous devons déjà un grand nombre d'études sur le P.C.F., a publié à la même époque un volumineux ouvrage sous le titre : "*A quoi sert le P.C.F. ?*" (2). La question était dans l'air. Car à de nombreux historiens et spécialistes qui étudient le phénomène communiste français depuis de longues années, et qui connaissent les zigs-zags de son histoire (1936-1939, 1944-1947, 1972-1975, 1978-1980) les derniers tournants du P.C.F. paraissent tout de même surprenants et énigmatiques. Les réponses esquissées aux questions : Que veut-il au juste ? A quoi veut-il servir ? — n'étaient jamais tout à fait satisfaisantes. On connaît assez bien la physionomie du P.C.F., sa carte d'identité, ses obsessions, ses tactiques et cependant, il restait dans toutes les hypothèses sur ses motivations, ses finalités, ses objectifs stratégiques, une ombre de doute, un point d'interrogation.

Au début des années 1970, après le commencement des conversations avec le P.S. sur un Programme commun, la question qu'on s'était le plus souvent posée, était de savoir si le P.C. a effectivement changé comme il le prétendait et si oui, pourquoi et vers quoi il évoluait ? Sa "conversion" à la démocratie, à la stratégie frontiste, au pluralisme, son acceptation de l'alternance, annoncée par son "Programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire" (1971) puis par la signature en juin 1972, du fameux "programme commun", (qui n'en différait pas beaucoup) étaient-elles sincères ? Son alliance avec le P.S. et les Radicaux de gauche ouvrait-elle vraiment un nouveau chapitre dans l'histoire politique de la France et serait-elle durable ?

LA POLITIQUE D'UNION DE LA GAUCHE

Dans un certain sens, une certaine adaptation du P.C.F. à l'environnement national, similaire à celle du P.C.I., s'annonçait depuis longtemps. Avec son conservatisme idéologique, ses rigidités organisationnelles, ses structures autoritaires, le P.C. représentait un anachronisme dont ses "théoriciens" les plus orthodoxes comme Louis Althusser, ont fini par s'apercevoir. Dès le milieu des années soixante, avec Waldeck Rochet succédant à Thorez au poste de secrétaire général, le P.C.F. a manifesté des velléités d'une déstalinisation tardive. Ce n'est pas sans raison qu'on a rapproché Waldeck Rochet de Dubcek. Le personnage paraissait de bonne foi dans sa

volonté de renouveler le Parti, de le sortir de son isolement. En 1966, le Comité Central réuni à Argenteuil, a liquidé ce qui restait des étroites jdanoviennes dans la politique culturelle du Parti. En 1968, le Manifeste de Champigny a amorcé une ouverture vers les cadres techniques, assouplissant l'ouvriérisme étroit de rigueur jusqu'alors. En août de la même année, Waldeck-Rochet, au bout d'une crise de conscience qui l'a brisé a fait — au grand scandale de la veuve de Thorez et d'autres fidèles — désapprouver l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Cela apparaissait comme *la fin de l'inconditionnalité*. Certes, bientôt l'avènement de Marchais qui est apparu sur la scène comme l'homme de Moscou par excellence — il était désigné comme le dauphin dès 1966 — a freiné l'évolution vers l'autonomie et le frontisme. Mais le désir de sortir de l'isolement, de participer enfin au pouvoir, semblait poursuivre son œuvre souterraine, encore que la ligne du rapprochement avec les socialistes, qui venaient de faire peau neuve à Epinay, n'ait pas fait l'unanimité au sein de la direction.

Il y a là, en effet, un élément qu'on perd trop souvent de vue en réfléchissant à l'évolution du P.C. et qui fournit cependant une des clés de ses énigmes : *la persistance, dans le parti et surtout dans son appareil, d'une méfiance, voire d'une hostilité viscérales à l'égard du P.S.* La profondeur de cette méfiance, même à l'époque où l'élan de *l'aggiornamento* du P.C. paraissait intact, a été révélée par le texte d'un rapport de Georges Marchais devant le Comité Central sur le Programme Commun, présenté en mai 1972 et qui n'a été publié que trois ans plus tard, en juillet 1975. Il ressort de ce rapport, que dès le début de l'Union de la gauche, Marchais et avec lui le Comité Central considéraient celle-ci comme une alliance conditionnelle, concurrentielle, précaire ; il était hors de question pour le P.C. de tolérer ce "rééquilibrage de la gauche" au profit du P.S. que Mitterrand assignait devant le Bureau de l'Internationale Socialiste à Vienne comme objectif de son Parti. A l'époque, note Robert Verdier, le P.C. releva "sans excessive susceptibilité", le défi de Mitterrand ; il n'a peut-être pas été pris tout à fait au sérieux ; mais on ne l'a pas oublié non plus. Les déclarations de François Mitterrand reflétant l'ambition du P.S. de devenir le *premier* parti de France, ne pouvaient qu'irriter les communistes. Mais exception faite de quelques escarmouches, l'Union de la gauche a semblé tenir. Les communistes n'avaient pas lieu d'être mécontents des formulations du *Programme commun* qui était en grande partie, du côté socialiste, élaborées par le groupe "CERES" de Jean-Pierre Chevènement et était dans l'ensemble plus proche des conceptions du P.C. que de celles, traditionnellement réformistes, du P.S., bien que le P.C. ait fait également quelques concessions à la démocratie. Georges Marchais, dans son livre "Le défi démocratique" (1973) mettait l'accent sur l'acceptation de l'alternance, de la pluralité des partis. Le résultat des élections législatives de 1973 a pu être jugé satisfaisant par le P.C. qui obtint 21,3% des suffrages (le P.S. 18,9%). Ce n'était pas encore le rééquilibrage souhaité par Mitterrand, le P.C. avait gardé sa supériorité.

L'Union de la gauche a atteint son point culminant aux élections présidentielles de mai 1974, avec 49,2% pour le candidat commun, François Mitterrand. Georges Marchais, parlant devant le Comité Central le 11 Juin 1974, a qualifié ce résultat de "bond en avant d'une extrême importance". A cette réunion, on n'entendait encore aucun reproche à l'adresse des socialistes. Tout au plus, Marchais a-t-il cru nécessaire de rassurer les militants orthodoxes, en laissant entendre qu'il ne s'agissait pas de sacrifier le Parti sur l'autel de l'unité mais de le renforcer. Une concurrence loyale au sein de la gauche était possible.

La lecture d'un livre publié en automne 1974 par deux journalistes André Harris et Alain Sédouy, "Voyage à l'intérieur du Parti Communiste" (3) permet de se faire une idée de l'image décontractée que les dirigeants du P.C.F. avaient voulu donner à cette époque d'eux-mêmes à l'opinion française. Les deux reporters ont reçu un accueil très ouvert. Pendant plusieurs mois, ils ont pu cheminer de cellule en cellule, de fédération en fédération, assister à des réunions jusque là fermées aux non-communistes. Seules les portes du Bureau Politique et du Comité Central leur sont restées interdites. "Cela, leur a dit Roland Leroy, c'est la liturgie... Vous ne pouvez y toucher".

Georges Marchais, qu'ils ont longuement interviewé, leur a tenu un langage insolite : "Le socialisme français ne s'inspirerait d'aucun modèle étranger... C'est une théorie à laquelle je suis personnellement très attaché... En 1969, j'avais avancé la thèse que plus nous nous rapprochions du socialisme, plus il y aurait des diversités dans les expériences socialistes... Cela a fait pas mal "tousseur" à l'époque... Le socialisme au pouvoir en France ne peut-être qu'un socialisme d'alliance... etc. etc."

Les deux journalistes ont entendu des sons de cloches quelque peu différents, plus durs, à une réunion de la section des intellectuels et de la culture, dirigée par Roland Leroy et Pierre Juquin. Ainsi, Leroy expliquait-il aux intellectuels à propos de l'affaire Soljenitsyne, qu'il fallait mener avec plus d'intransigeance et de courage le combat contre les différentes manifestations d'antisoviétisme. Il a parlé sur un ton méprisant des intellectuels socialistes.

POLEMIQUE ANTI-SOCIALISTE

A partir d'octobre 1974, le ciel de l'Union de la gauche s'est assombri, le vent a tourné. Chaque jour a apporté sa dose de polémique anti-socialiste, l'agresseur étant toujours le P.C., au point qu'on pouvait se demander si l'on n'assistait pas à un nouveau tournant stratégique. C'est la question qu'ont posée les participants à une Table Ronde, organisée par la revue *Esprit*, sur l'évolution du P.C.F. en épinglant le vieux démon de l'esprit monopoliste comme le principal élément de blocage du Parti Communiste (4). Le P.C. renoncera-t-il jamais à sa prétention d'être *le Parti* de la classe ouvrière ? renoncera-t-

il à ses liens transnationaux avec l'Union Soviétique ?

Le 22 novembre 1974, Mitterrand avait adressé aux secrétaires, aux parlementaires et aux membres du Comité directeur de son Parti une circulaire faisant le tour des reproches qui lui étaient adressés par les communistes durant la nouvelle campagne :

1) Les communistes faisaient grief à Mitterrand d'avoir lancé le mot d'ordre de "rééquilibrage de la gauche" indiquant son intention de surpasser le P.C. Mitterrand répondait qu'en voulant faire progresser le P.S., il n'a pas cherché pour autant à affaiblir le P.C. mais qu'il n'acceptait pas que celui-ci se présente comme le seul garant de la réalisation du Programme commun.

2) A propos des élections municipales et des élections partielles du 29 Septembre et du 6 Octobre 1974, les communistes se plaignaient d'avoir perdu des voix dans cinq circonscriptions sur six par la faute des électeurs socialistes, qui n'ont pas reporté leurs voix sur le candidat le mieux placé. Ils reprochaient au P.S. de manquer de loyauté. Mitterrand répondit en regrettant les quelques incidents survenus et soulignant que le P.S. s'interdisait toute alliance électorale qui serait contraire à la stratégie commune.

3) Aux *Assises du socialisme* tenues en novembre 1974 marquées par l'adhésion de Michel Rocard et de nombreux syndicalistes, les communistes notaient dans les discours l'absence de toute référence au Programme commun, ce dont ils ont conclu, un peu trop rapidement, à l'intention des socialistes de renier ce Programme.

4) En citant quelques déclarations de Gaston Defferre et d'autres dirigeants socialistes, les communistes accusaient le parti de Mitterrand de ne pas exclure une participation éventuelle au pouvoir sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing.

La soudaineté, la brutalité de l'arbitraire de ces attaques ont surpris les socialistes. Ils ont désigné une commission de travail pour étudier les *vraies* causes du changement d'attitude du P.C. à leur égard. Une fois de plus le comportement des communistes est apparu comme énigmatique à ceux-là mêmes qui leur étaient les plus proches. Du côté communiste, c'est un article de François Hincker qui a donné les explications les plus plausibles du revirement (5). D'après Hincker, le P.C. venait de procéder à une nouvelle analyse d'ensemble de la situation depuis l'élection présidentielle. Il ressortait de cette analyse, que l'*ambiguïté* du P.S. jointe aux efforts d'atteindre la *suprématie*, représentait un danger pour le Parti communiste. Aussi, celui-ci se devait-il de reprendre l'initiative en vue de forcer les socialistes à clarifier leurs positions et à tirer les conclusions pratiques de leur rupture avec toute "collaboration de classe", dans l'esprit du Programme commun. C'est pourquoi les communistes pressaient de plus en plus Mitterrand de se désoli-

Renforcer le P.C.

dariser des sociaux-démocrates occidentaux, de prendre des distances par rapport à Michel Rocard, prophète de l'autogestion, considéré comme le plus proche de ces sociaux-démocrates et dont l'influence a été jugée comme particulièrement pernicieuse, d'accepter de mener des campagnes communes avec le P.C. évidemment sous la direction de celui-ci. Explication partielle, certes, mais qui touchait à l'essentiel.

LA VOIE DE L'EUROCOMMUNISME

Ce qui était frappant, c'est qu'au moment même où face aux socialistes, le P.C. a repris son visage agressif, sectaire, donnant l'impression de revenir à ses vieux démons staliniens, sa mutation interne, dans le sens de "l'euro-communisme", avec le lancement d'une campagne pour la défense des libertés, paraissait s'accélérer. En novembre 1975, la rencontre "historique" de Marchais et de Berlinguer à Rome, marque le début de toute une série de manifestations, de valeur inégale, de l'indépendance du Parti par rapport à Moscou, et parmi lesquelles la modification de l'attitude du P.C.F. représenté par Jean Kanapa, aux réunions préparatoires de la nou-

velle Conférence internationale, a été la plus remarquable. A la Conférence de Berlin, en juin 1976, le P.C.F. a rejoint les Partis autonomistes, en rejetant toute tentative d'une stratégie commune. Auparavant le XXII^e Congrès du P.C. a été un Congrès d'ouverture, marqué par l'abandon (critiqué par Althusser) de la notion de la dictature du prolétariat et l'annonce de la "lutte pour ouvrir des voies nouvelles à la démocratie et au socialisme". Dès lors, des signes se sont multipliés d'une tension entre le P.C.F. et l'Union Soviétique. Le P.C. a laissé entendre qu'il n'appréciait guère la conduite des Partis frères (p.e. celui de Pologne) qui faisaient l'éloge de la politique giscardienne et qui donnaient une interprétation "trop sectaire" de l'internationalisme prolétarien. En février 1976, Georges Marchais n'a pas assisté (comme la tradition l'eût demandé) au XXV^e Congrès du P.C. de l'URSS. En Mars, Kanapa a déclaré périmée la formule qui faisait de la dévotion à l'égard de l'URSS la pierre de touche de l'internationalisme. Quand les Soviétiques reprochèrent au P.C.F. d'affaiblir la "force d'attraction du socialisme" par les critiques des "manquements à la démocratie" en URSS, en Tchécoslovaquie etc., Jean Kanapa répondit avec l'insolence d'un hérétique que ce n'est pas la critique des manquements qui affaiblit cet attrait, mais l'existence des manquements (6). Lors d'une rencontre à Madrid avec Berlinguer et Carrillo, Marchais a accepté avec jovialité l'étiquette euro-communiste, en soulignant les points communs qui unissaient les grands partis occidentaux.

"Pure tactique ou prélude à un changement profond ?" demandais-je dans mon livre sur l'Héritage de Lénine (7) "Nul ne sait où peuvent mener les *nouvelles voies* dont on parle". Annie Kriegel, à qui on ne peut reprocher une absence de vigilance par rapport au communisme, a exprimé dans une interview au *Point* l'opinion que le P.C.F., à partir de la rencontre de Rome, "est sérieusement engagé dans une entreprise qui vise à lui permettre de sortir de lui-même, de changer". Mais elle ajoutait qu'il fallait être très circonspect quant au caractère définitif des changements. Combien elle a eu raison ! Puisqu'en effet, "peu de Partis ont autant changé au cours de leur histoire que le P.C.F." (8).

Une des explications possibles du revirement inattendu (et d'ailleurs éphémère) du P.C.F. dans ses rapports avec Moscou, a été l'intérêt qu'il avait de se débarrasser de l'hypothèque d'une fidélité de plus en plus compromettante à un système politique qu'après les révélations de Soljenitsyne, de Pliouchtch, de Boukovski, d'Amalrik, de Maximov, de Siniavski, etc. etc. il était de plus en plus difficile de défendre devant l'opinion française. C'est pour les besoins de la cause, pour accroître sa crédibilité devant l'opinion, devant le P.S. que Marchais, Kanapa et avec eux la majorité de la direction du P.C. auraient opté pour la critique et la distanciation par rapport à l'URSS. Ils n'ont d'ailleurs pas manqué de bons prétextes : en effet, le Kremlin n'a visiblement pas regardé d'un bon œil la politique d'Union de la gauche ; aux élections présidentielles de 1974, il affichait sa préfé-

rence pour Giscard. Voilà donc le P.C.F. euro-communiste, indépendant, frontiste, infligeant un démenti cinglant aux sceptiques qui refusaient toujours de croire à son changement.

AFFAIBLIR LE P.S., RENFORCER LE P.C.

Cependant, l'éclaircie n'a pas été de longue durée. A partir du début août 1977, tout se passait comme si, brusquement, le P.C. avait renoncé à la marche au pouvoir grâce à l'alliance avec le P.S., pour retourner à son isolement en France et à sa fidélité externe. La mauvaise humeur à l'égard du P.S., qu'on avait déjà perçue en 1974-1975, se manifestait maintenant avec une extrême agressivité, un ton constamment hostile et outrancier du discours, qui rendait perplexes les socialistes et les observateurs de la scène politique. Ce discours ressassait toujours les mêmes griefs, mais il semble que la principale raison (ou principal prétexte) de la colère du P.C.F. était dans le refus de François Mitterrand de prendre des engagements concrets quant à sa participation au gouvernement en cas de victoire de l'Union de la gauche aux élections législatives de mars 1978. Le but prioritaire du P.C. était apparemment d'affaiblir le P.S., de discréditer Mitterrand ; tout se passait comme s'il préférât aux élections législatives de mars 1978 la défaite de la gauche plutôt qu'une victoire qui ferait du P.C.F. une force d'appoint et dont le P.S. serait le principal bénéficiaire.

Or, il était évident même aux yeux de nombreux militants et électeurs communistes que dans les conditions de la France de la fin des années soixante-dix, la seule possibilité de la gauche d'arriver au pouvoir consistait à gagner la confiance des secteurs moyens, hésitants de l'électorat, qui souhaitent des changements, mais sans beaucoup de risques. Ce qui veut dire qu'ils accepteraient peut-être des communistes au gouvernement, mais uniquement sous la caution d'un P.S. plus fort. Sans alliance avec le P.S., les communistes pouvaient empêcher celui-ci d'atteindre son but, mais en tout cas ils se condamnaient eux-mêmes à renoncer au pouvoir. Après juillet 1977, la nouvelle stratégie communiste paraissait viser la désintégration à plus ou moins long terme, du P.S. et la reconquête par le P.C.F. de la plus grande force politique de la gauche, ainsi que la continuation du rôle d'opposition musclée qui était le sien depuis 1947.

Cette stratégie reposait sur deux suppositions. La première était qu'en cas de victoire électorale de l'union de la gauche (nous sommes en 1978), le P.C.F. aurait été certainement "joué" par le P.S. La seconde, c'est qu'un échec électoral accélérerait la désintégration du P.S. déchiré entre différentes tendances et laisserait le P.C. pratiquement seul sur le terrain. Or, la première supposition était problématique, la seconde, erronée. Même en cas d'une rupture d'alliance qui serait survenue trois, six ou neuf mois après la victoire, vu l'incompatibilité de la politique des deux partis, le P.C. aurait probablement réussi à élargir ses positions dans l'administration, comme auparavant elle avait réussi, grâce à l'alliance

avec le P.S., à conquérir de nouvelles positions dans les municipalités et les Conseils généraux. Pour le P.C. soutenu par la C.G.T., le pari sur la participation et sur la victoire était donc à faire, même si les communistes avaient de bonnes raisons de penser — comme les partisans gaullistes de la politique du pire — que la réalisation du Programme commun aurait créé assez vite une situation économique inextricable. Pour ce qui est de la seconde supposition, il est apparu assez vite — et il sera spectaculairement prouvé en mai-juin 1981 — que la stratégie anti-socialiste du P.C. a considérablement renforcé le crédit du P.S. et contribué au déclin du P.C. *C'était donc une mauvaise stratégie.*

Aurait-elle été dictée, outre la rivalité exaspérée avec le P.S., par des considérations de politique étrangère, un regain d'influence de Moscou ? Certains observateurs le pensent (9). Il faut noter que même durant sa phase la plus aigüe d'euro-communisme, le P.C.F. n'est pas allé jusqu'à mettre en cause (en dehors de la désapprobation de l'occupation de la Tchécoslovaquie, qui n'a pas empêché des contacts de plus en plus chaleureux avec le P.C. normalisé de ce pays) un quelconque aspect de la politique internationale de l'URSS. Nous avons indiqué plus haut que le désaccord entre le P.C.F. et Moscou, avait son origine dans l'opposition des dirigeants soviétiques à l'Union de la gauche et au candidat Mitterrand (rappelons-nous la visite ostensatoire en mai 1974 dans l'intervalle des deux tours des élections présidentielles, de Tchervenkov, ambassadeur d'URSS à Paris, à Giscard d'Estaing). Après mars 1978, alors que le P.C.F. a, en fait, rompu avec l'Union de la gauche, tout en continuant à se réclamer d'elle, Marchais a pu croire le temps venu d'abandonner ses gestes "titoïstes" et de rétablir l'harmonie avec le Kremlin. Il semble d'ailleurs que les *éminences grises* du P.C.F., Jacques Denis, Jean Jérôme, Gosnat, Doumenc, n'ont jamais cessé d'agir dans ce sens et de maintenir les liaisons avec Moscou. En réalité, il n'y avait plus de contradictions entre les calculs des Soviétiques et ceux du P.C.F. Les premiers estimaient sans doute que le grand parti communiste occidental qu'était le P.C.F., était pour l'instant plus utile en luttant dans l'opposition "contre les ennemis du socialisme, contre les ennemis de la paix, contre un renforcement de l'Alliance atlantique, contre l'installation des nouveaux missiles américaines en Europe, contre la bombe à neutrons", qu'en accédant à un pouvoir où ils pourraient être prisonniers de socialistes suspectés d'atlantisme et de convictions européennes trop aventureuses" (10).

De son côté, le P.C.F. a dû être sensible au renforcement de la position internationale de l'URSS (cela même si l'on ne tient pas compte des rumeurs sur les pressions directes ou indirectes qui auraient été exercées sur Marchais et ses compagnons (11). Dans ces conditions de changement des rapports de force et de progrès de la finlandisation de l'Europe, engagé dans une bataille à la fois contre la droite et avec plus de vigueur encore contre

les socialistes, le P.C.F. n'était plus "motivé" pour critiquer la politique intérieure de l'URSS et juger avec compréhension la contestation dans les pays socialistes. C'est donc très logiquement que le P.C.F. a accentué son antiaméricanisme, et sa défense provoquante des initiatives soviétiques, comme l'invasion de l'Afghanistan et qu'il en soit arrivé, au XXIII^e Congrès du Parti (1979) à propos de l'URSS et des pays communistes, à la formulation "bilan globalement positif" qui a tant indigné Jean Ellenstein et autres représentants de la frange eurocommuniste des intellectuels du Parti, qui ont d'ailleurs été vite marginalisés.

REVOLUTIONNAIRE ET STALINIEN

Ainsi, à la veille de la campagne des élections présidentielles du printemps 1981, on a retrouvé le P.C.F. dans l'identité qu'on lui connaissait depuis toujours. Parti de type nouveau qui continuait à être gouverné selon les strictes règles du centralisme démocratique (voir le traitement infligé à Henri Fiszbin, secrétaire de la Fédération de Paris, pour avoir osé voter contre un rapport au Comité Central et désapprouvé la campagne antisocialiste) ; Parti qui voulait être celui (unique) de la classe ouvrière et qui gardait jalousement ses prérogatives dans les entreprises et dans la C.G.T. ; enfin Parti de la solidarité avec l'Union Soviétique, le camp socialiste. Parti fondamentalement stalinien où les débats essentiels du sommet continuaient à être entourés du plus grand secret et qui a pu effectuer ses virages les plus audacieux sans la moindre consultation préalable de ses militants (12). Ce n'est pas sans raison que dans les statuts adoptés en 1979, le P.C.F. a repris l'appellation de "parti révolutionnaire". Non que le P.C.F. veuille aujourd'hui la révolution plus qu'en 1945 ou en 1968. Mais en remplissant son "rôle tribunitien" que lui attribuent Georges Lavau et Tiersky (13), il usait plus énergiquement que jamais du Verbe, du vocabulaire, du décor révolutionnaires. Le nouveau, dans la conduite du P.C.F. après 1978, c'était une démagogie plus déchainée (*faire payer les riches*), plus irresponsable, un certain accent populiste qui ne dédaignait pas les procédés facistes. Ainsi, le P.C.F. exploitait-il cyniquement la xénophobie, tout en s'affirmant anti-raciste ; il s'affichait tolérant mais défendait l'ordre moral. "Il posait mal les vrais problèmes", notait *Le Monde*. Il se présentait comme internationaliste, champion de la justice pour le Tiers monde et se livrait à une propagande protectionniste sans vergogne (achetez français, produisez français !). Il accusait le P.S. d'être un parti "ramasse tout", mais lui-même s'adressait tapageusement à toutes les catégories sociales, des épiciers jusqu'aux anciens combattants qui avaient quelque raison d'être mécontents. Il promettait tout à tout le monde, en faisant fi des lois économiques, se présentait comme le défenseur des droits humains, sauf pour ceux des contestataires, féministes ou jeunes, intellectuels ou homosexuels (14). Devant son activisme tumultueux, on avait l'impression d'une fuite en avant, d'un gigantesque bluff que le premier grand échec dégonflerait.

L'ÉCHEC DE 1981 ET SES CAUSES

Or, ce grand échec, le P.C.F. l'a subi le 26 Avril 1981, au premier tour des élections présidentielles, où son candidat, Georges Marchais n'a obtenu que 15% des voix. C'était la condamnation de toute sa stratégie d'après 1978. Au lieu de réussir le rééquilibrage de la gauche en sa faveur, au détriment du P.S., le P.C. a perdu un quart de son électorat alors que le P.S. a réalisé le meilleur score de son histoire.

A quoi était dû cet échec confirmé par les élections législatives de juin ? A la conjonction de plusieurs facteurs profonds et circonstanciels dont le plus immédiat était l'irritation provoquée chez un grand nombre de sympathisants du P.C.F., par ses zigs-zags tactiques, le brusque tournant opéré en 1977 : rupture de l'Union de la gauche, campagnes grossièrement antisocialistes, prosocialisme arrogant, démagogie xénophobe, clowneries de Marchais qui ont amusé les téléspectateurs bourgeois, mais agacé les ouvriers habitués à plus de sérieux.

Plus en profondeur, le déclin communiste semblait refléter le résultat, depuis longtemps attendu, des transformations de la classe ouvrière française, assez considérablement "déprolétarisée" ayant perdu les traits qui justifiaient le radicalisme révolutionnaire du P.C. (On l'a remarqué déjà en 1968). Une bonne partie des ouvriers a "viré à droite" et a pu justement se reconnaître dans les socialistes accusés par le P.C. d'avoir viré à droite. Bien que telle quelle cette accusation ait été fautive, car l'influence sociale-démocrate était faible dans le P.S., il semble que Mitterrand ait dû en partie son succès, et non seulement auprès de la classe moyenne, au durcissement contre les communistes auxquels ces derniers l'avaient contraint. Comme l'a dit Claude Harmel, *les communistes ont réussi à persuader une partie de l'électorat français que les socialistes étaient en fait des sociaux-démocrates.*

Enfin, le P.C. a certainement payé aussi la facture pour la perte de prestige de l'U.R.S.S., pour l'invasion de l'Afghanistan, que Marchais avait justifiée, pour la pénurie de la Pologne qu'il avait essayé à cacher. La défense des aspects "globalement positifs" des pays de l'Est n'a pas porté chance au P.C.F...

LE P.C. AU GOUVERNEMENT

Il ne restait à celui-ci, après le 26 Avril, que de changer une fois de plus de tactique et d'optique, en soutenant Mitterrand, en ralliant le camp vainqueur, en se faisant récompenser le plus possible pour l'apport de ses quatre millions et demi de voix à l'élection du Président socialiste. Ce qui importait à la direction du P.C., après la "défaite historique", c'est précisément d'éviter qu'elle ne paraisse comme historique : sauver la face en détournant l'attention de ses propres déboires et en insistant sur la défaite de la droite à laquelle, tardivement certes, le P.C. a tout de même contribué. "On a gagné" — criait-on à l'Humanité. De son côté, François Mitterrand, en

admettant les ministres communistes alors qu'il aurait pu s'en passer, a accordé à Georges Marchais une aide considérable pour éviter la crise et le grand débat intérieur sur les causes de l'échec sur l'eurocommunisme et sur les rapports avec l'URSS qui se préparait au sein du Parti (15).

En effet, le P.S. s'est montré au moment de la négociation de l'accord politique avec le P.C. en vue des élections législatives, on ne peut plus prévenant, notamment en ce qui concerne la politique internationale. Même *Le Monde*, favorable à l'accord, s'est étonné de l'imprécision de ses formulations quant au problème afghan, à celui des missiles, à la Pologne, etc. Le P.C.F. ne s'est vu obligé de modifier essentiellement aucune de ses conceptions connues. Tel quel, l'accord P.S.-P.C. jetait le voile sur les divergences du passé et constituait un gage donné à Moscou, qui ne pouvait que tirer profit des effets négatifs prévisibles de la présence des communistes au gouvernement français, tant sur les Etats-Unis que sur les autres pays occidentaux et jusque sur les pays arabes, pour ne pas parler de la déception étonnée des peuples d'Europe centrale et orientale.

L'influence du P.C. s'ajoutant à celle de la gauche anti-atlantique et tiers-mondiste du P.S., paraissait contrebalancer efficacement l'influence des éléments sociaux-démocrates au sein du gouvernement socialiste français.

On pouvait donc poser la question : pourquoi François Mitterrand a-t-il choisi de venir en aide à Marchais en lui pardonnant si facilement la campagne d'injure dont il fut l'objet de sa part durant deux ans ? Par principe et par calcul, semble-t-il. *Par principe* : Mitterrand voulait faire la démonstration qu'en dépit de tout, il était demeuré fidèle à l'Union de la gauche qu'il poursuivait depuis sa première candidature en 1965 et dont lui-même et le P.S. auront bien été, contrairement à toutes les prévisions, les principaux bénéficiaires. Il ne voulait pas récuser les chefs du P.C. après avoir accepté les voix de ses électeurs. *Par calcul* : Mitterrand attend de la participation communiste qu'elle lui assure une paix sociale prolongée et la solidarité du P.C. avec une politique économique et étrangère, qui, sans cela, aurait été constamment harcelée à gauche.

Du côté socialiste, on peut espérer d'autre part que la participation de ministres communistes au gouvernement, les retrouvailles du P.C. avec l'eurocommunisme et l'Union de la gauche, ne mettront pas un terme à la migration des voix communistes vers le P.S. ; qu'elles ne feront qu'ajourner, pour l'instant, la crise du P.C. à l'intérieur duquel les tensions devraient s'aggraver au fur et à mesure que le caractère réformiste de la politique de Mitterrand se précisera. Mais ne peut-on estimer, au contraire, que le P.S. aurait tort de ne pas prendre en compte la souplesse du P.C., ses capacités d'intervention qui ne sont pas seulement d'ordre parlementaire ? En fait ; pour un parti qui vient de subir la plus grave défaite

de son histoire, le P.C.F. a enregistré des gains substantiels : paradoxalement, lui qui a été le parti occidental le plus ostensiblement opposé à l'eurocommunisme, a retrouvé le plus vite la légitimité démocratique (16) ; il a obtenu le contrôle de nouveaux secteurs importants de la vie nationale (Fonction publique, Santé, Transports), une influence non négligeable sur l'ensemble de la vie économique (notamment par l'intermédiaire des syndicats C.G.T.) et de la politique étrangère, et tout cela en conservant une large liberté de manœuvre. Roland Leroy a pu dire avec satisfaction à la fête de l'*Humanité* : "Nous participons au gouvernement, mais nous ne sommes pas parti de gouvernement".

François FEJTO

(1) Cf Robert Verdier, *Bilan d'une scission. Congrès de Tours. Idées*, Gallimard 1981. Notons qu'en 1976, Verdier a publié sous le titre "P.S.-P.C. une lutte pour l'entente", une excellente analyse de l'histoire des relations entre les deux Partis. Voir aussi B. Lazitch, *L'échec permanent*, Laffont, 1978.

(2) Georges Lavau, *A quoi sert le P.C.F.*, Seuil, 1981 (cf compte-rendu dans *France-Forum* n° 190).

(3) André Harris et Alain Sédouy, *Voyage à l'intérieur du Parti communiste*, Seuil 1974.

(4) Cf. *L'énigme communiste. Table ronde avec la participation de Jean-Marie Domenach, Jacques Ozouf, Michel Winock, Georges Lavau*, Esprit, mars 1975.

(5) Cf. *Nouvelle Critique*, décembre 1974 - janvier 1975.

(6) *France Nouvelle*, 18 octobre 1976.

(7) F. Fejtö, *l'Héritage de Lénine*, Hachette, Le livre de poche, Pluriel 1977.

(8) Cf. Lavau op. cit. p. 2. Voir aussi sur ce sujet la très instructive contribution d'Auguste Lecœur, *Le P.C.F. dans la continuité et le changement*. Robert Laffont 1977.

(9) Lavau, op. cit. p. 349.

(10) Id. p. 351.

(11) Sur les moyens de pression voir Jean Montaldo, *les finances du P.C.F.*, Albin Michel, 1977.

(12) Sur le stalinisme du P.C.F. voir D. Desanti, *Les Staliniens*, Fayard, 1975 ; B. Legendre, *Le Stalinisme français. Qui a dit quoi (1944-1956)*, Seuil 1980 ; Jacqueline Mor, *Le Parti de Maurice Thorez ou le Bonheur communiste français*, Payot 1977 ; Christian Jelen, *le P.C.F. sans peine. Comment parler communiste en 25 leçons*, Fayard 1981.

(13) Cf. R. Tiersky, *Il Partito Comunista Francese*, in *I Partiti Comunisti della Europa Mediterranea*, a cura di Heinz Timmermann, Il Mulino 1981.

(14) Sur les actions scandaleuses du P.C.F. à Vitry et à Montigny, Cf. les articles de Paul Thibaud et de M. Michaelian, dans *Esprit* de mars 1981, ainsi que le *Nouvel Observateur* du 7 Février 1981. Sur le racisme "latent ou déclaré" d'une partie de la classe ouvrière, Cf. le livre de Yves Roucauté, *le P.C.F. et les sommets de l'Etat de 1945 à nos jours*, PUF 1981. Cf. aussi Jean-Jacques Becker, *Le parti communiste veut-il prendre le pouvoir ? La stratégie du P.C.F. de 1930 à nos jours*, Seuil, 1981. Selon cet historien, le P.C.F. est ainsi fait qu'il ne peut avoir de stratégie vraiment nationale, il ne peut qu'aider et se réjouir des succès du communisme dans le monde "en attendant son tour".

(15) Pierre Daix, *Oui, il y a un problème*, *Quotidien de Paris*, 23 juin 1981. Le 29 Juin, Henri Fiszbín et dix autres contestataires ont été exclus par le Comité fédéral de Paris du P.C.

(16) A. Kriegel, *Le poids des communistes*, *Le Figaro*, 14 septembre 1981.

Une identité fascinante

Le P.C.F. tient la scène. Il occupe les conversations et emplit les rubriques politiques de la presse. Peu de librairies et de kiosques de gare qui n'offrent aux regards des livres — de communistes, d'anciens communistes et de non-communistes — sur le P.C.F. Peu d'universités où ne s'inscrivent mémoires et thèses, où ne se tiennent cours et séminaires sur le P.C.F. Lorsqu'un porte-parole de ce parti a parlé devant les micros des radios ou paru à la télévision, cela suscite toujours plus de commentaires que n'en suscitent en moyenne les prestations des porte-parole d'autres partis.

C'est bien le parti comme tel qui fascine, et non Georges Marchais. Avec d'autres moyens et d'autres effets, la fascination était la même lorsque Waldeck-Rochet était secrétaire général ou lorsque Maurice Thorez subissait en Union soviétique un long traitement médical. Rien de commun ici avec l'intérêt quasi professionnel qu'un étroit milieu d'aficionados peut porter aux combats singuliers de quelques grands chefs. Ce parti a en effet une densité qu'aucun autre ne possède à ce degré.

Extrait de "A quoi sert le Parti Communiste Français?", par Georges Lavau, éd. Fayard. Cf. *France-Forum* n° 189/190

L'EUROPE ET L'AMÉRIQUE

par Léo TINDEMANS

Nous sommes heureux de publier dans France-Forum une intéressante étude de notre ami Léo Tindemans.

L'ancien Premier Ministre de Belgique est, on s'en souvient, l'auteur d'un rapport sur l'Union européenne dont, aujourd'hui encore, il serait bon de s'inspirer. Président du C.V.P. – les démocrates chrétiens flamands constituent le premier parti belge – il anime depuis sa création en 1976 le Parti Populaire Européen, fédération des partis démocrates chrétiens – ou d'inspiration chrétienne – de la Communauté. C'est, depuis 1979, un des leaders politiques les plus écoutés du Parlement Européen.

Écrites il y a quelques mois, ces réflexions sur la solidarité entre l'Europe et les Etats-Unis, nécessaire tant pour faire face à la menace soviétique que pour nouer un dialogue fructueux avec Moscou, nous paraissent très actuelles.

Peut-être ne mettent-elles pas assez l'accent sur l'importance primordiale de l'équilibre des forces, fondement d'une vraie "détente", étant bien entendu que notre objectif doit être de l'établir, ou de le rétablir, au niveau le plus bas possible.

Mais, en éclairant l'arrière-plan psychologique et politique du grand débat sur les Euromissiles, elles apportent une utile contribution à la lutte contre le neutralisme pacifiste, cette gangrène qui se développe dangereusement sous nos yeux en Europe occidentale, notamment en Allemagne.

Jacques Mallet

L'administration Reagan étant en place, il est vital et urgent que l'Europe s'emploie à dissiper les malentendus nés sous la Présidence Carter, apure les contentieux existants et surtout organise la concertation euro-américaine sur de nouvelles bases.

Dans l'ordre des urgences, on ne mettra pas au tout premier rang le relèvement annuel de 3 % des dépenses de défense.

Il est certes très important que, au sein de l'Alliance, l'Europe, ses gouvernements et surtout ses peuples, ne puissent pas s'abandonner à un quiétisme militaire s'en remettant de plus en plus à la protection du bouclier américain. L'effort supplémentaire qui est demandé doit avoir surtout pour effet d'amener la conscience collective des Européens à conserver le sentiment, grâce à l'effort et aux sacrifices consentis, que l'Europe n'est pas devenue un simple objet de l'équilibre stratégique global. On peut

même estimer que les Européens devraient considérer que l'effort actuel ne devrait être qu'un moyen d'atteindre un jour cet objectif virtuel que doit être une véritable capacité européenne de défense. La préservation de l'identité européenne est pour une large part, à ce prix, à long terme.

Mais dans l'immédiat, nous ne pouvons pas faire abstraction des difficultés créées par la crise économique, monétaire, et donc sociale, qui rend l'effort demandé difficile pour certains pays. Au surplus, comme la nouvelle administration américaine le reconnaît, le bilan de l'effort d'un pays comme la République Fédérale par exemple fait apparaître que la charge supportée par elle est considérable et sa contribution à la défense commune loin d'être négligeable pour une population trois fois moins importante que celle des Etats-Unis. Et le Général Haig a fait des déclarations réalistes à ce sujet qui permettent de penser que le problème de la contribution financière, qui reste très important, n'est pas cependant de ceux qu'il faut aborder en priorité.

Il a recommandé aux sénateurs de traiter cette question avec la plus grande prudence et il a ajouté qu'il serait dangereux de trop mettre l'accent sur les contributions financières exclusivement ou séparément de beaucoup d'autres considérations: "Si nous devons entrer en guerre demain, a-t-il précisé, 90 % des forces terrestres, 80 % des forces navales et environ 75 % des forces aériennes disponibles au départ pour le commandement de l'OTAN proviendraient des alliés européens".

L'enjeu de la tension mondiale actuelle n'est pas d'abord d'ordre stratégique. Certes, le rapport des forces qui existait il y a 10 ans s'est modifié au profit de l'U.R.S.S. Mais les experts du groupe bi-parti constitué à Washington, dans le rapport qu'ils viennent de remettre à l'administration Reagan, concluent qu'il y a parité nucléaire entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis. L'élément qui s'est détérioré dans la corrélation globale des forces relève surtout des incertitudes et vacillations de l'administration Carter. Et donc de la perception que les soviétiques pouvaient avoir de leurs possibilités accrues d'agir et de manœuvrer. Sur ce point l'arrivée de la nouvelle administration, la désignation du Général Haig au Département d'Etat, modifient la situation. Il ne faut surtout pas croire que l'U.R.S.S. renoncera aisément à "tester" le nouveau Président des Etats-Unis comme elle l'a fait pour tous ses prédécesseurs. Mais l'Europe a de bonnes raisons d'espérer que le test, s'il a lieu, ne sera pas défavorable aux intérêts de l'occident.

Quoi qu'il en soit, la tension actuelle ne disparaîtra pas du jour au lendemain, et il est donc essentiel de bien comprendre sa nature. Son enjeu n'est pas principalement stratégique mais psychologique, mental, politique. Elle met l'Europe à l'épreuve puisqu'elle est dans le sens de la politique continue de l'U.R.S.S. depuis la fin de la guerre; il s'agit d'éloigner le plus possible l'Europe des Etats-Unis. Si ce découplage politique était un jour assez

profond, il est clair que le couplage stratégique n'aurait plus de réalité, serait vidé de sa probabilité. Alors commencerait une ère nouvelle, celle que l'occident a réussi à empêcher depuis 1949 et que l'U.R.S.S. n'a jamais cessé de rechercher avec une obstination et une variété de moyens impressionnants depuis la fin de la guerre.

Si l'enjeu de la tension n'est pas immédiatement militaire, il reste que la période actuelle pourrait devenir très dangereuse si l'U.R.S.S. était conduite à *commettre des erreurs de calcul*. Elle y serait conduite si elle croyait pouvoir miser sur les divisions occidentales comme elle a misé à plusieurs reprises sur les faiblesses de l'administration Carter.

RETABLIR, SUR L'ESSENTIEL, L'UNITE OCCIDENTALE

La tâche prioritaire est donc de reconstituer d'urgence avec la nouvelle administration des Etats-Unis, avec toute l'énergie mais aussi toute la souplesse nécessaire, *une unité occidentale minima sur les questions fondamentales*. L'Europe peut mettre un grand poids dans la balance de la paix en rendant impossible une erreur de calcul à Moscou. Il faut convaincre les dirigeants européens que leur réelle mission historique est une fois de plus celle-là.

Est-ce à dire que l'Europe devrait renoncer à l'affirmation de soi, accepter de se soumettre à une direction américaine, s'en remettre aux Etats-Unis en toute chose? La réponse est évidemment négative et tous ceux qui ont vécu de près la vie interne de l'Alliance savent que les Européens, lorsqu'ils l'ont ensemble vraiment voulu, sont parvenus à faire accepter leurs conceptions.

Les Européens ont, dans une large mesure, les Américains qu'ils méritent. C'est leur cohésion, leur courage, leur volonté, leur intelligence et leur connaissance de certains problèmes, peuples, régions, leur capacité à surmonter leurs propres querelles et rivalités, qui leur permettraient de jouer leur rôle légitime.

Il est donc indispensable de retrouver cette unité occidentale aujourd'hui altérée gravement sinon encore dans ses aspects les plus concrets dans l'ordre de la défense, du moins dans l'ordre psychologique, dans la perception qu'ont les uns et les autres du comportement de leur partenaire. Qui ne constate aujourd'hui que la conscience collective américaine ne perçoit plus comme autrefois les exigences de la solidarité avec l'Europe? Il faut procéder avec les Américains à une *analyse en commun des problèmes*, des situations, des intérêts respectifs des conduites à tenir, ensemble ou séparément, d'une éventuelle répartition des tâches, de la place de chacun dans l'ensemble occidental.

De la part de l'Europe, cet effort doit porter dans de nombreuses directions. Signalons-en trois qui nous paraissent particulièrement importantes et sensibles:

1^o) Il est essentiel que les Européens ne jouent pas les apprentis sorciers en cédant à la tentation du braconnage aux lisières de l'affrontement entre Russes et Américains. Il est urgent de réfreiner cette tendance qui naît parfois aussi bien de l'ambition de jouer un rôle, de se hisser sur le devant de la scène, que de calculs d'intérêts. Le jeu est dangereux, pour ne pas dire plus, et le rôle comme les profits risquent d'être bien maigres. Sous des dehors machiavéliens, cette politique ne peut que précipiter ce que beaucoup redoutent : le règlement des problèmes les concernant au premier chef par un tête à tête russo-américain. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il y a tant de sirènes à Moscou et dans certains pays du Tiers Monde qui nous font entendre leur chant séducteur, nous invitant à aller toujours un peu plus loin dans cette voie. Il y a longtemps que tous les hommes d'état européens qui vont à Moscou en ont les oreilles bercées, tandis que les effets de la mélodie sont soulignés par le "continuo" sur l'encerclement et la menace chinoise quand il ne s'agit pas d'allusions inconvenantes à la prétendue menace américaine elle-même.

2^o) Les Européens, et ceci n'est qu'une sorte de corollaire à ce qui précède, doivent ensuite manipuler le thème de la *multipolarité* avec les plus grandes précautions.

Le monde actuel n'est pas fondamentalement multipolaire. L'opposition globale Est-Ouest n'est pas remplacée par une configuration complexe qui permettrait de se livrer impunément aux poisons et délices du jeu de bascule et des alliances de revers.

La situation mondiale est aujourd'hui encore dominée par le système bipolaire. Certes, il existe des centres de puissance différenciés, les états pétroliers, par exemple, d'autres qui peuvent disposer d'une réelle "capacité de nuire" et qui s'emploient à en tirer des dividendes tantôt à l'Ouest, tantôt à l'Est. De tous ces éléments, il faut tenir compte et le poids de la Chine n'est plus nul, encore qu'il ne puisse pas être avant très longtemps ce que l'on dit parfois qu'il est déjà. Mais seule la *sous-culture* politique qui envahit les médias peut prétendre que le monde multipolaire est le donné fondamental de la situation présente.

L'Europe peut-elle constituer aujourd'hui *de soi* un pôle ? Pour constituer un pôle réel, mettant fin au duo-pôle, il faut réunir trois composantes : l'économique, la stratégique, la politique. Théoriquement, les deux premières peuvent exister sans la troisième. Mais celle-ci ne peut naître que des deux premières, en tout cas pour avoir un poids *décisif* dans les grands affrontements mondiaux.

Or l'Europe est un géant économique et un nain stratégique. Son poids politique reste donc relatif. Il n'est réel que dans le cadre du système socio-militaro-politique auquel elle appartient, à l'intérieur du pôle occidental. Coupée de celui-ci, elle ne pourrait que dériver vers

l'autre comme la pièce de métal entre les deux masses polaires. L'Europe ne se maintiendra pas en état d'apesanteur. Dans l'ordre stratégique elle constituerait un pôle si elle était capable de sanctuariser son territoire et de projeter ses forces partout dans le monde où ses intérêts vitaux seraient menacés. Telles seraient les conditions nécessaires à la composante stratégique d'un véritable pôle européen.

Cela voudrait dire que l'U.R.S.S. si elle envisageait de faire intervenir des *forces conventionnelles* aux frontières de la R.F.A. serait conduite à ne pas le faire parce qu'elle *percevrait* que la riposte nucléaire serait déclenchée contre elle, par décision du détenteur européen de la "gachette". Poser le problème, c'est donner la réponse : l'U.R.S.S. ne serait pas dissuadée.

Et ces considérations supposent qu'auraient été réglées entre Européens tous les problèmes de dépenses. Celles-ci seraient gigantesques, car la panoplie des armes et des vecteurs devrait être complète. Quid des attributions de compétences, du droit de regard, du partage des responsabilités, du droit de décision ultime, etc, etc. ?

Quant à la projection de forces européennes dans le Golfe Persique, par exemple, nous savons que ces charges là poseraient aussi aux gouvernements européens des problèmes économiques et sociaux qu'aucun d'eux n'est capable d'affronter politiquement aujourd'hui.

Si l'Europe devait jouer, dans les circonstances actuelles, avec des projets d'autonomie militaire, avec le concept de polarité européenne, elle s'engagerait sur une voie très dangereuse et risquerait d'être contrainte de s'arrêter en cours de route dans la position la plus exposée qui soit : elle se serait éloignée des Etats-Unis pour se trouver prise dans le "puits" d'une véritable finlandisation bien avant d'avoir atteint son autonomie. Ce serait une sorte de *jeu de l'oie* dérisoire et tragique.

GARE AUX PIEGES DE LA "DETENTE" !

Les Européens ont beaucoup plus investi dans la "détente" que les Etats-Unis. Dans certaines circonstances et conditions ils auraient beaucoup plus à perdre à un retour à ce que certains appellent la paix chaude faute de se décider à l'appeler la guerre froide. Plus à perdre sur tous les plans, sans oublier le commercial et y compris celui des équilibres politiques internes dans presque chacun de leurs pays. Plus à perdre aussi si l'affrontement prenait certaines formes militaires que l'on peut imaginer. Sur tous ces points, chacun pense en priorité à la République Fédérale.

Cela doit être rappelé aux Américains pour les aider à comprendre les difficultés particulières de l'Europe. Mais cela ne suffit pas à justifier que intellectuellement et politiquement les Européens en viennent à *rationaliser leurs faiblesses* et à construire une interprétation de la

situation mondiale non pas en fonction de ce qui est mais afin de justifier des comportements que la nécessité leur paraît leur imposer. C'est ainsi qu'effrayés par la puissance de l'U.R.S.S. opposée aux vacillations de l'administration Carter, ils ont eu tendance à se donner une image rassurante et irénique des intentions des soviétiques, des finalités de leur politique. Contraints sous la pression de la crise et du chômage de rechercher des débouchés en U.R.S.S., ils acceptent la thèse de ceux qui ont élevé à la hauteur d'une doctrine leur tempérament de conciliateurs, quand ce n'est pas tout simplement leurs intérêts les plus matériels, et qui font valoir que les échanges et les contacts entraîneront la transformation interne du système soviétique, la disparition de son idéologie et sa conversion progressive au libéralisme. Autrement dit, l'équivalent actuel de la théorie du "dressage du nazisme par la conciliation et la coopération" en faveur à la fin des années 30. On sait ce qu'il est advenu dans les années 40...

Si les Européens ne se ressaisissent pas à ce sujet, et ils se sont déjà avancés très loin, ils auront du mal à s'entendre avec la nouvelle administration américaine si elle tient ses promesses. Si elle ne les tient pas, ils pourraient aussi, en donnant le mauvais exemple, être suivis et servir en quelque sorte d'alibi. On ne peut pas écarter non plus l'hypothèse selon laquelle devant une Europe incertaine et molle l'Amérique aurait des réflexes négatifs dont l'Europe ferait elle-même à terme les frais.

Si l'Europe évite de tomber dans les pièges qui l'attendent dans les trois domaines que je viens de recenser, et dans leurs nombreuses ramifications et variantes, elle devrait pouvoir faire entendre sa voix et apporter une contribution irremplaçable à l'élaboration d'une position occidentale commune sur les grandes questions que pose la situation présente du monde.

LES CONDITIONS D'UN DIALOGUE FRUCTUEUX AVEC MOSCOU

A partir de là, les occidentaux devraient réfléchir en commun à l'avenir des relations Est-Ouest selon les grands axes de réflexion suivants :

- *A l'âge nucléaire il n'est pas possible de ne pas avoir un dialogue permanent avec Moscou.* La préservation de la paix en dépend.

- Ce dialogue ne doit pas être conduit en ordre dispersé dans un esprit de compétition qui ne pourrait conduire qu'aux surenchères et au jeu des soviétiques entre attitudes rivales. Il peut y avoir des attitudes complémentaires.

- *Les occidentaux devraient décider en commun de quoi il y a lieu de parler et quel langage tenir avec les soviétiques.*

- Si l'objet du dialogue avec les Soviétiques demeure

vague, imprécis, décousu, il ne servira qu'à donner à des comportements passés ou à venir de Moscou et de ses alliés une caution occidentale. Au surplus, un dialogue conduit dans de telles conditions accroîtrait les risques d'affrontements ultérieurs de plus en plus graves.

- Le langage à tenir aux Soviétiques consisterait à leur dire que leur définition et leur pratique de la détente ne sont pas acceptables pour nous : c'est la liberté de manœuvre pour l'idéologie et donc pour l'action de l'idéologue. Il faut les convaincre que nous savons qu'avec eux les mots ne sont jamais innocents. Car si nous nous sommes laissés aller à utiliser le mot "détente", par volonté de coopération, nous n'en sommes pas prisonniers au point de devoir accepter d'être dupes. Les Soviétiques doivent comprendre qu'ils ne sauraient conserver à la fois ce qu'il y a de positif dans ce que l'on appelle détente et les avantages de leurs entreprises géopolitiques. Ils doivent choisir. Il y a un lien entre toutes les composantes de la coexistence pacifique = relations économiques, échanges et *transfers* technologiques, limitation des armements, etc... La conduite de la politique internationale doit faire l'objet d'une retenue égale de la part de tous.

- Nous devrions demander aux Soviétiques de convenir avec nous d'un *code de conduite*, dans la clarté intellectuelle et politique, *en refusant le double langage*, en respectant le sens des mots et des engagements.

Les règles ainsi établies devraient être celles d'un contrôle, d'une retenue librement acceptée, permettre la légitime affirmation de soi mais dans le respect de l'affirmation de soi et des autres; il ne saurait y avoir de primauté matérielle ou idéologique. *Ces règles établiraient que tous les partenaires devraient s'abstenir d'entreprises dangereuses, même si elles apparaissaient possibles, faciles, profitables compte-tenu de la faiblesse ou de l'inattention du partenaire.* Un code de bonne conduite a toujours été nécessaire à l'ordre international. C'est devenu vital à l'ère nucléaire.

Nous ferions comprendre aux Soviétiques que nous ne sommes pas dupes de leurs tactiques et que nous connaissons, avec leur prudence relative, la nature et les ambitions inhérentes à leur système. Nous ne leur cacherions pas que nous espérons voir les régimes communistes évoluer vers plus de liberté et de tolérance. Mais nous nous efforcerions simultanément de les convaincre que nous ne souhaitons nullement que leur univers soit la proie de crises, d'explosions. Telle serait notre *retenue*. Ce que nous voudrions mettre en place, c'est un processus de rapprochement gradué, à partir d'intérêts communs, le premier de *tous étant la paix*, et selon des voies et des moyens à convenir, à ajuster constamment selon les circonstances et les *progrès accomplis*.

Leo TINDEMANS
Ancien Premier Ministre de Belgique
Président du P.P.E.

CULTURE ET POLITIQUE

par Dominique-André KER GAL

Introduction à une enquête sur certains aspects de la vie intellectuelle en France depuis le début des années trente.

Il en est de la culture comme de la démocratie : on ne saurait être que "pour". La culture est une valeur : elle valorise ceux qui la servent. Et ceux qui s'en servent... Aussi bien les politiques sont-ils d'indéfectibles défenseurs de la culture.

La vénération des hommes politiques pour la culture n'a d'égale que l'acharnement des hommes de culture à légitimer leur démarche par un projet politique.

Les hommes de culture sont pour la "démocratie" pour "le socialisme", etc... à moins qu'ils ne soient pour la renaissance d'un "ordre aristocratique". Rappelons que plusieurs d'entre-eux, il y a quarante ans, voyaient dans le maréchal Staline ou dans le chancelier Hitler les héros fondateurs d'une nouvelle culture. Ils n'avaient d'ailleurs pas tort. Le maréchal Staline et le chancelier Hitler ont en effet institué de nouveaux espaces culturels.

Staline et Hitler, disparus, bientôt on eut Mao et sa "révolution culturelle". Exit Mao.

Cependant, au fil des décennies, les politiques ont continué avec une belle unanimité de se présenter comme d'indéfectibles défenseurs de la culture. Unanimité suspecte qui doit bien se fonder sur de profitables ambiguïtés.

Culture. On pressent bien, intuitivement, que le mot évoque tantôt un ornement de l'esprit, tantôt la matière même dont se nourrit l'esprit. Dès lors on comprend que la culture peut bien avoir rapport avec le pouvoir, qu'elle est le lieu d'un pouvoir, qu'elle peut être l'enjeu d'un combat pour le pouvoir.

Si respectueuse qu'en soit l'expression, la considération que les politiques manifestent à l'égard de la culture n'est pas exempte d'arrière-pensées. Captation d'héritage, appropriation, asservissement : la culture est l'objet de convoitise et, à y regarder de près, sa conservation ou sa subversion forme l'ambition ultime des entreprises politiques. Exposée aux étreintes de la puissance, il arrive qu'elle se dégrade en propagande. Culture et politique : il s'agit d'un vieux couple aux relations parfois perverses. Comment en faire un honnête mariage de raison : toute la question est là.

I. LE SAVOIR, LE POUVOIR, L'AVOIR

Un homme cultivé : l'appréciation est flatteuse. L'accent est mis non pas tant sur le savoir — culture et érudition ne se confondent pas — que sur le savoir-penser, sur la capacité à se servir intelligemment d'un savoir acquis. Capacité à faire des différences, des rapprochements, des reclassements : capacité à discerner à travers les œuvres les caractères propres d'une époque, d'un courant intellectuel, d'une forme d'esprit. A voir ce qu'il y a de commun entre les "Mémoires d'Outre-tombe" et "la symphonie fantastique". A mettre en rapport le sillage lumineux des voitures sur une autoroute un soir de rentrée et la structure d'un tableau dit non figuratif parce que, d'abord, ce qu'il figure échappe au regard. L'honnête homme est celui qui a des lumières de tout et qui sait s'en servir pour éclairer son jugement, ses propos, son comportement.

Dans culture, il y a savoir mais aussi recul par rapport au savoir. Le savoir, c'est celui que transmet l'école. Mais, ce savoir-là ne suffit pas : il y a un art de s'en servir que l'Ecole ne dispense pas, qui s'apprend ailleurs, qui se transmet par la famille, par le milieu social. Or, paradoxalement, l'Ecole, l'Université, valorise ce qui se dispense hors d'elle (1). La réussite universitaire consacre

une culture qui s'acquiert hors de l'Université, une culture dite générale. En réalité, "bourgeoise" dit l'accusation. D'où le thème de la reproduction : l'École, les grandes écoles, les universités ont pour fonction d'assurer la "reproduction" des élites et la pérennité de la société. Plus précisément, la pérennité de la "bonne société". Les concours par lesquels se renouvelle et se perpétue la technocratie politico-économico-administrative, font lever chaque année d'amples moissons de lauréats parmi lesquels les jeunes gens bien nés sont le nombre cependant que les plus chanceux et les plus conformes de ceux qui sont moins bien nés forment une utile minorité, gage de la tranquillité sociale à venir. La démonstration se nourrit de statistiques qui établissent de façon en effet éclatante l'inégalité sociale devant le succès scolaire et universitaire et, partant, devant l'insertion professionnelle. Il y a effectivement dans la population étudiante, relativement à leur importance dans la société, beaucoup plus de fils de médecins, d'avocats, d'industriels, de cadres supérieurs, etc... que de fils d'ouvriers. D'où la conclusion : la culture est le moyen par lequel s'opère l'assimilation des individus, leur conformation au modèle requis. Bourgeoise, la culture est l'instrument privilégié qui permet aux bourgeois de conserver leurs privilèges.

Ce réquisitoire est un des éléments fondamentaux de la mauvaise conscience qui ronge les élites. Il arrive qu'elles s'en libèrent par des engagements politiques d'autant plus attractifs qu'ils ne modifient en rien leur mode de vie quand ils ne se révèlent pas, à terme, comme d'excellents placements.

Ainsi apparaît le premier télescopage entre culture et société. La culture, en ce sens de culture scolaire, universitaire, académique, n'est pas désintéressée. Bien au contraire, elle est productrice d'intérêts au sens le plus précis du terme. Pour l'individu, elle est source de réussite professionnelle, de retombées financières, de reconnaissance sociale. Pour la société, elle est gage tout à la fois de renouvellement et de continuité, de dynamisme et d'ordre.

Il faudra un jour prendre cette troublante question à bras-le-corps. Brièvement, disons ceci un peu en vrac : il est utile, nécessaire, que les élites disposent d'un minimum de culture et, à tout prendre, la "méritocratie" est un système de recrutement qui en vaut bien un autre qu'il s'agisse de la naissance, de l'argent ou de la cooptation socio-politique, modalités qui, ajoutées à la force militaire, paraissent bien épuiser le champ du possible en cette matière. Que la méritocratie ne soit qu'une médiation à travers laquelle on retrouve la naissance, l'argent et la cooptation, on doit en convenir, au moins partiellement. Mais vive la médiation cependant, qui, d'une part, présente tout de même quelques garanties du côté de la compétence et, d'autre part, laisse passer tant et tant d'exceptions qu'on en arrive à se demander quelle est véritablement la règle. Nous connaissons tous tant et tant de hauts responsables issus de milieux étrangers aux

bonnes catégories socio-professionnelles que les statistiques vengeresses sur lesquelles se fonde la thèse de la reproduction pure et simple suscitent quelque scepticisme au contact de l'expérience. Politiquement nous savons que l'égalité, lorsqu'elle s'institue en valeur unique devient un cancer dont le goulag constitue la manifestation ordinaire. Vive donc la médiation et le droit à la différence ! Pour autant peut-on conclure avec les cyniques : tant pis pour les pauvres ! S'ils n'accèdent pas à la culture n'est-ce pas, tout simplement, parce qu'ils n'en sont pas dignes ou encore et, là la biologie rend bien des services, parce que leur programmation génétique ne leur permet pas de la recevoir utilement ? Etendons un peu le raisonnement et disons que, à l'échelle de la planète comme à l'échelle de chaque société, ceux qui détiennent le savoir, le pouvoir et l'avoie, les détiennent parce qu'ils le méritent ou parce que la nature en a ainsi décidé. Tant pis pour les autres. Ils n'ont pas eu de chance.

Bon : reprenons. L'égalité, lorsqu'elle s'institue en valeur unique, est un cancer. Mais toute pensée qui prend réellement son parti du malheur des autres ne peut qu'être intrinsèquement ignoble. Il faut naviguer entre le cancer et l'abjection.

Voici que déjà l'analyse politico-sociale commence d'étendre son ombre sur la culture. Le soupçon entreprend de se déployer ; le moderne et irrésistible soupçon, si universel dans son extension qu'on se dit qu'avec un peu d'effort, il va enfin découvrir sa formulation la plus synthétique, qu'il va enfin nommer son fondement originel, à savoir, précisément, le péché originel. Mais non : on n'y est pas encore. Revenons à la culture.

II. LES MALADIES DU SOUPÇON

Le soupçon à l'égard de la culture se nourrit des spécialisations dans lesquelles la culture s'enferme aujourd'hui. Culture scientifique, juridique, littéraire : les tribus qui se partagent le champ culturel parlent des langages si étrangers les uns aux autres que leurs rapports semblent s'apparenter à ceux d'ethnies dispersées dans le temps et dans l'espace. La théologie a d'abord jeté sur la philosophie le regard de l'honnête femme sur la courtisane. La philosophie lui a rendu la monnaie de sa pièce. Au nom de la raison, elle a jeté le soupçon sur la théologie. Tout occupée à régler ce très vieux compte, elle n'a pas pris garde qu'elle enfantait un penser nouveau, échappée d'elle et dressée contre elle : le penser scientifique qui deviendra bientôt le positivisme scientifique, puis enfin le scientisme pur et simple. "Je ne connais que la raison" disait en se rengorgeant la philosophie à la théologie. "Je ne connais que les faits", dit la science à la philosophie. "Ton discours n'ajoute rien à la compréhension des faits quand il ne l'obscurcit pas. Passe ton chemin. Ton temps est fini". Au lieu de répliquer à la science par l'expression de l'évidence, à savoir que considérer les faits et tenir qu'ils sont liés entre eux par des relations stables et descriptibles, c'est postuler que le monde est structuré

par un certain ordre, c'est à proprement parler, fût-ce implicitement, philosopher, au lieu de s'en tenir à cette foudroyante lapalissade, la philosophie croit faire un coup fumant en rentrant sous terre puis en ressurgissant triomphalement métamorphosée en "sciences humaines". Reconnaissons que dans un premier temps la riposte se révèle efficace. Le combat change d'âme. L'espoir change de camp.

"Philosophie de la misère" dit bêtement Proud'hon. "Misère de la philosophie" réplique hautainement Marx. Ce qui compte c'est l'économie politique, c'est-à-dire l'analyse de la manière dont les hommes produisent et échangent ce qui leur est nécessaire pour vivre. Or ce que montre l'économie politique, c'est que tout l'essentiel se ramène à la lutte des classes. Le théologien avec sa révélation, le philosophe avec sa raison, le savant avec sa science, le juriste avec son droit, etc... tous ces clercs drapés dans leur dignité ne font que refléter l'état du rapport de production et ce reflet sert les classes dominantes. Lutte des classes : le dernier mot de l'énigme est livré. Qu'on n'aille pas en chercher un autre : il n'y en a pas.

Justement si : voici qu'on en trouve un autre, voici Freud. Le dernier mot de l'énigme est inscrit dans l'inconscient. Pour comprendre ce qu'ils disent, il faudrait d'abord que les économistes se fassent psychanalyser. Réplique : que d'abord les psychanalystes apprennent qui ils servent et au nom de qui ils parlent. Au lieu de fournir à la société capitaliste un ultime dérivatif qu'ils prennent donc conscience de leur situation dans le processus de production.

Plaisant débat ! Faux et inutile débat ! C'est par l'analyse des structures que se révèle le fond des choses : structures mentales, sociales, linguistiques, de parenté, etc... Or que révèle l'analyse des structures ? Que sous l'apparence de la variété tout est toujours pareil. L'organisation sociale comme les représentations mentales peuvent bien offrir à l'observateur superficiel l'illusion de la multiplicité. Mais sous la bigarrure des vêtements, les structures fondamentales du corps social et de ses représentations mentales demeurent invariables dans le temps et dans l'espace. Les révolutions peuvent bien changer les positions des individus, des groupes et des nations les uns par rapport aux autres, elles ne peuvent faire que la machine du monde tourne autrement qu'elle ne tourne. Passés les troubles du moment, les relations fondamentales se reconstituent, conformément aux lois qui les structurent. A la fin tout est toujours pareil. Et d'ailleurs, il n'y a pas de fin.

Sociologues, psychanalystes, ethnologues... successivement chaque tribu jette le soupçon sur la tribu qui a précédemment occupé le terrain. Chaque tribu dévoile la vérité de la précédente avec ses propres mots et sous ce regard étranger, illégitime à force de suspicion, chaque vérité soudain, apparaît chancelante. Rupture de la

continuité culturelle, concurrence pour le pouvoir : tout se ramène au combat pour le territoire.

III. LA CULTURE, LIEU COMMUN, TEMPS PARTAGÉ

Cet émiettement n'empêche pas le langage commun de recourir à des notions globalisantes, telles que culture européenne, culture occidentale, culture chinoise, etc... Démarrant le tribalisme qui règne parmi les spécialistes, ces qualificatifs suggèrent l'existence d'éléments unificateurs qui donneraient à chaque culture son identité et sa cohérence. Au-delà des guerres civiles, il y a une unité de la culture européenne : passion du savoir mais d'un savoir qui est un savoir-faire, un savoir tourné vers l'action, vers la conquête, conquête de la nature par la science, conquête de l'espace et de l'espèce. Depuis la Renaissance, l'homme faustien a entrepris de conquérir l'univers. Il s'est engagé toujours plus avant sur les chemins de la connaissance et il s'est approprié des énergies longtemps ignorées, longtemps inemployées. Ayant relu les premières pages de la Genèse, traduite en langue vulgaire, il y a puisé la certitude de sa royauté universelle. Depuis quatre siècles, il se déploie sur la terre et dans le ciel, irrésistible, inlassable, épique sous ses airs de bureaucrate laborieux. Drôle de bonhomme ! Il véhicule le meilleur : la science, la médecine, les techniques agricoles et industrielles, tout ce qui fait l'effort humain plus productif et moins pénible. Il porte aussi le pire : traite des noirs, exploitation des hommes et des ressources. Quand il tue, il tue industriellement : Nuit et Brouillard, Goulag, etc... Au XX^e siècle l'Amérique, prenant le relais de l'Europe, donne à son aventure un nouvel et formidable élan. Par les temps qui courent, il a un peu mauvaise conscience. On lui rappelle sans cesse les menues peccadilles qui jalonnent son histoire. On lui reproche d'exporter une culture ravageuse, une culture qui pulvérise les autres cultures par simple contact. On parle d'ethnocide, de génocide culturel.

Ici, la notion de culture prend sa pleine extension et sa pleine profondeur. La culture ne renvoie plus seulement à un savoir et à une aptitude à s'en servir mais au contenu même de la pensée, à ses éléments constitutifs, aux valeurs qui sont établies en son centre. La culture acquiert une dimension collective : culture d'un peuple, d'un continent. Elle est le fonds commun où puisent les hommes et les femmes qui appartiennent à une même collectivité, où ils puisent les normes, les représentations, les visions qui donnent sens et cohérence à leur vie.

Nature et culture : d'un côté le donné, l'inné, l'invariable, de l'autre l'acquis, le construit, le voulu. Ce qui fait pour Aristote la spécificité de l'homme par rapport aux autres créatures, c'est l'âme, et pour Cicéron la philosophie c'est le "labour des âmes". Dans culture, il y a culte : pour le Moyen-Age, la prière et le travail expriment la dualité du naturel et du supra-naturel. A partir de la Renaissance l'accent est mis sur le primat de l'éducation et par là sur la prééminence de la culture par rapport à la

nature. Pour Rousseau "on façonne les plantes par la culture et les hommes par l'éducation".

A partir de là se dessine une certaine image de l'homme qui a pour elle l'avenir. Un avenir redoutable qui constitue notre passé à nous hommes de la fin du XX^e siècle. Cette image c'est celle de l'homme né bon et que la société corrompt, ce sera bientôt celle de l'homme malléable à merci. La glaise prend la forme que lui impose le moule. L'homme est une glaise à laquelle l'artiste communique sa forme et, partant, son être puisque selon le philosophe, la forme est ce qui donne aux choses leur être. Si la statue est manquée c'est qu'il faut changer la forme, jeter le moule et en fabriquer un autre. C'est à quoi s'emploient les grands artistes du XX^e siècle.

Le moule, qu'est-ce à dire ? Le moule c'est le milieu où l'homme, de sa naissance à sa mort, se trouve immergé. C'est, au sens le plus étendu et le plus profond, le milieu culturel.

La nature est-elle étrangère à ce milieu ? Non : le climat, le relief, la faune, la flore, forment depuis toujours le paysage au sein duquel l'enfant reçoit ses impressions premières, dont on sait qu'elles sont les plus fortes et les plus durables. L'enfant est *aussi* un produit de la nature, une réalité physiologique, génétique et psychique sur laquelle vient se greffer une autre réalité, culturelle celle-là.

La connexion entre ces deux réalités est à certains égards très étroite : la faune et la flore marquent le psychisme profond des peuples. Les mythologies primitives confèrent aux animaux familiers une fonction religieuse : ainsi du bœuf et du chat en Egypte. Mais la culture intervient très vite, substituant souvent à l'animal réel, la bête imaginaire chargée d'exprimer une réalité intérieure : le centaure, l'hydre, le dragon. La culture puise dans la nature les représentations qui lui permettent de dire l'homme par le symbole.

De même l'économie, d'abord très étroitement dépendante de la nature (cueillette), a tendu au fil des millénaires à devenir de plus en plus œuvre de culture. Culture au sens le plus commun du terme : l'homme a appris à se servir de la nature, il a semencé, il a moissonné, il a pratiqué l'élevage. Puis la recherche scientifique lui a fourni à partir du XVIII^e siècle les procédés et les techniques grâce auxquels il a asservi à son industrie les ressources de la nature, allant jusqu'à perdre de vue que ces ressources n'étaient pas inépuisables. Le faire et le savoir-faire sont devenus ses passions dominantes et forment aujourd'hui le fond du fond de la conscience culturelle. La réussite technologique a fait reculer le sentiment des limites. D'où l'idée qu'à présent tout est culture, que la nature n'est qu'une matière première qu'il faut surmonter. L'homme devient un projet pour l'homme. L'homme n'est-il pas une glaise et n'appartient-il pas à l'artiste de lui communiquer sa forme ?

Le moule, c'est la langue, c'est l'histoire, c'est la religion, le moule c'est l'art, c'est la philosophie, c'est le droit.

La langue : la conscience s'éveille par immersion verbale. Les sensations, les sentiments, les émotions, les idées appellent les mots qui les expriment mais à leur tour les mots leur communiquent vigueur, précision, acuité. Les structures linguistiques créent les connivences qui fondent l'appartenance à un groupe. Le langage commun c'est l'accès au lieu commun.

L'histoire commune c'est l'accès au temps partagé. "Nos ancêtres les gaulois" faisait-on apprendre aux Africains du temps de la colonisation. Ainsi la III^e République faisait coup double : en même temps qu'elle imposait une langue elle imposait une histoire. Bretons, Basques, Béarnais, Corses, Normands, Vendéens, Provençaux, etc... une seule langue, une seule histoire, partant un seul peuple. Tant pis pour les récalcitrants : ils n'obtiendront pas le certificat d'études a fortiori le baccalauréat ou l'agrégation. L'école obligatoire assurera l'unité de la République. Moyennant quoi la France de 1914, travaillée par des conflits idéologiques d'une rare violence, se trouvera assez forte pour subir pendant 4 ans le choc d'une guerre épouvantable. Aux Américains on apprend que leurs pères se sont libérés de la puissance anglaise et ont fondé la première démocratie moderne. Cependant combien sont-ils aujourd'hui dont les ancêtres ont réellement participé à la guerre d'indépendance ? Une infime minorité. Mais les descendants des immigrés irlandais, juifs, polonais, italiens... savent que de quelque manière leurs aïeux ont fait la guerre d'indépendance, ils l'ont faite symboliquement, mythiquement, comme tous les Français, jusqu'au début des années soixante, se souvenaient d'avoir participé à la reconquête du royaume de France avec Jeanne d'Arc, à la prise de la Bastille, au triomphe d'Austerlitz, à la défaite de Waterloo, à la victoire de 1918. La communauté de représentation historique constitue pour une nation l'un des éléments les plus puissamment fondateurs.

Élément fondateur également, la communauté de conviction religieuse. Les dieux furent d'abord les dieux de la cité. Quand Zosime, historien païen du VI^e siècle, expose que le malheur de Rome vient de l'oubli dans lequel est tombé le culte divin et plus précisément de l'abandon au début du IV^e siècle de la célébration des jeunes séculaires, son discours à défaut de convaincre résonne d'une nostalgie qui n'est pas sans grandeur. Observez les combattants afghans : d'où vient l'incroyable fierté qui brille dans leur regard sinon de la vision du monde qu'ils portent en eux et qui leur est plus chère que leur propre vie. Considérez les Polonais : le lien secret qui les unit — leur religion au sens propre — est suffisamment fort pour que, contre toute vraisemblance, l'Armée rouge n'ait pas encore osé déferler. Quoi qu'il advienne, pendant plus d'un an, les syndicalistes, chanteurs de cantiques, auront tenu en respect la formidable armada qui les menace jour après jour. Matérialistes, les maîtres

qui règnent à Moscou sont obligés d'intégrer dans leurs calculs cette force impalpable qui fait tenir debout les Afghans et les Polonais. N'est-il pas significatif que cette force soit la seule capable de leur résister ? Il y a beau temps que le Trotskysme a cessé d'inquiéter les maîtres du communisme. Restent les Polonais avec leurs processions et leurs bannières, les Afghans avec leurs fusils et leurs prosternations.

La religion marque la culture au plus profond. L'Islam ignore la distinction entre Dieu et César sur quoi se fonde l'Etat laïque occidental. Le Coran suffit à tout : le reste ne compte pas. Cette unicité de la source, gage d'une extraordinaire capacité à se répandre, à se perpétuer, à résister, est un facteur de faiblesse quand au développement interne. L'insatiable appétit de connaissance et d'action qui a fait le rayonnement de l'Europe depuis la Renaissance ne peut s'instaurer que dans un monde où la Révélation ne prétend pas régenter ce qui est étranger à son objet.

Le "rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu", en même temps qu'il fondait l'autonomie de la personne, légitimait l'autorité de l'Etat. C'était ouvrir la voie à ce dualisme dont devaient un jour sortir, par un long mais inéluctable enchaînement, la liberté de l'esprit, les droits de l'homme et la démocratie politique. C'était par avance récuser l'empereur-dieu, la théocratie, la monarchie absolue et le pouvoir totalitaire. C'était instaurer une tension féconde, impossible à résorber, entre le temporel et le spirituel, entre ce monde-ci et l'autre, refuser toute vision réductrice et conformatrice de l'homme et de la société. Qu'au fil des siècles le droit divin ait pu être abusivement invoqué par quelques uns pour justifier leur prétention à la domination exclusive, prouve seulement la capacité des hommes à s'abuser dès lors que c'est leur propre pouvoir qui est en jeu.

Où l'on voit bien que culture et politique sont en rapports étroits, tantôt en conflit ouvert, tantôt en connivence précaire. Le politique — son champ d'extension, son mode d'organisation, ses formes d'action — est très directement affecté par la conception qu'en ont les individus, qu'ils soient sujets ou citoyens. Dès lors il ne peut se désintéresser de la culture, car à terme c'est d'elle que dépend son sort. Au vrai il ne s'en désintéresse pas : il ne pense même qu'à ça.

IV. DONNER FORME A LA GLAISE INFORME ET MALLÉABLE...

Donner forme à la glaise informe et malléable, c'est l'essence des grands projets politiques du XX^e siècle, c'est la tâche à laquelle se sont consacrés les grands artistes du temps. Révolution culturelle : changer ce qu'il y a dans la tête des hommes, d'abord faire la table rase, effacer la mémoire, puis enfin construire... au fait construire quoi, construire qui ? La réponse varie : ici c'est le surhomme nietzschéen que l'on veut instituer, là, l'homme communiste. En toute hypothèse il s'agit de liquider l'héritage

chrétien et avec lui ce "misérable petit tas de secrets" à quoi cet héritage aurait réduit l'être humain.

L'entreprise est bien avancée. Depuis deux tiers de siècle les artistes sont à l'œuvre. Ils ont saisi la glaise et de leurs grosses mains avides ils ont commencé de la façonner. Mais il s'avère que la glaise est vivante, qu'elle se débat, qu'elle résiste, qu'elle souffre, qu'elle clame sa détresse. Il arrive que son cri malgré les miradors, les barbelés et les chiens, parvienne jusqu'à nous. Certes, pendant des décennies on a joué du tambour pour couvrir cette voix qui venait du froid et ceux qui s'avisèrent de l'entendre ont été désignés à la vindicte de la tribu lettrée. Mais peu à peu la voix est devenue une rumeur et avec Soljenitsyne la rumeur a éclaté en tonnerre. Ceux qui battaient le tambour se sont arrêtés, les uns disant qu'on les avait trompés et tirant de leur erreur la matière d'un discours inépuisable et tonitruant, les autres attendant l'heure propice pour reprendre les baguettes. Le tambour possède la vertu infiniment précieuse de réduire l'adversaire au silence. Lorsque l'Histoire a rendu sa sentence, il importe qu'un roulement couvre la voix des condamnés. Il faut donc garder les tambours. Un jour ils serviront.

En attendant les artistes, dans l'espace où ils exercent leur empire poursuivent inlassablement le grand œuvre. L'espèce est rétive mais avec le temps on en vient à bout.

Encore faut-il s'assurer de la maîtrise du temps. Or quoi qu'on fasse, le temps vous échappe, soit que l'entreprise s'effondre tout entière dans le sang et dans l'opprobre soit que la mort expose l'artiste — si grand qu'il soit l'artiste n'échappe pas à la mort — aux critiques dérisoires d'héritiers abusifs.

Le chancelier Hitler avait une certaine idée de l'homme. Mais le sort des armes lui ayant été contraire, l'ordre racial et totalitaire qu'il voulait instaurer n'a laissé qu'un souvenir d'horreur et de terreur. Tout l'édifice s'est écroulé quand l'architecte a disparu.

Au contraire, le maréchal Staline et le président Mao ont pu, pendant plusieurs décennies, gérer l'abomination sans qu'à leur mort, l'œuvre s'écroule. C'est que la structure dont ils s'étaient rendus les maîtres, a été conçue pour durer, pour survivre quoi qu'il advienne. Elle a le temps pour elle. Elle ne connaît qu'une seule loi qui est d'étendre son emprise. Une seule passion la fait mouvoir, celle de la puissance. Si profondément qu'ils marquent son histoire, les grands artistes — Lénine, Staline, Mao — ne sont qu'un moment de cette histoire. Par-delà les individualités, l'entreprise se poursuit, inexorable comme la fatalité. Il s'agit de donner une nouvelle forme à la glaise, faire du passé table rase, vider l'homme de son contenu, tirer la créature de la gangue qui la tient prisonnière. Révolution culturelle : la formule exprime le fond de l'impitoyable projet.

Tout est culture. Changeons les conditions économi-

ques et sociales et nous changerons l'être de l'homme. Mais le mouvement des idées peut accélérer le mouvement de l'histoire. Investissons donc la culture. Travail de taupes. Il faut saper l'édifice pour que le jour venu, il s'écroule de lui-même.

L'entreprise depuis cinquante ans a été menée à son terme. En tant que foyer intellectuel, le marxisme est mort. Pas une œuvre nouvelle qui soit crédible. Les mots sont éteints. A l'Est, depuis longtemps ; à l'Ouest, depuis le milieu des années soixante dix. Mais les structures qui se réfèrent au marxisme n'ont jamais été aussi puissantes. Tout se passe comme si la vulgarisation idéologique ayant porté ses fruits, les modes de pensée et la problématique marxistes étaient devenus pour toute une partie de la tribu semi-instruite des lieux communs, des lieux où l'on se sent en communauté, où la connivence idéologique autorise le raisonnement par allusions. Sur la base de cet acquis convenu, il reste seulement à discuter des tactiques et à partager les places. Qu'importe alors que le foyer soit éteint. Le feu dans le passé a été si violent que sa chaleur continue de réchauffer les cœurs. Pour le reste la leçon est suffisamment assimilée pour qu'on puisse la réciter sans même y penser. Sur sa lancée la machine fonctionne toute seule.

Reste que le foyer est éteint et que beaucoup le savent. A grand tapage, les "Nouveaux philosophes" l'ont proclamé vers 1974-1975. C'était pour plusieurs d'entre eux, passés par les successifs engouements et engagements de l'intelligentzia française, faire le procès de leurs propres embardées intellectuelles. Puis a surgi la "Nouvelle droite". Là aussi, on proclame le primat de la culture. Mais tout se passe comme si le modèle de la culture était

la nature. La société civilisée est celle qui prend acte dans ses lois et dans ses institutions de l'ordre qui structure la nature, ordre essentiellement aristocratique et non pas démocratique, élitiste et non point égalitaire.

Depuis un demi-siècle, l'intelligentzia française a vécu d'étranges, de fascinantes aventures. Comment un homme fin et cultivé, passé par les meilleures écoles, familier des classiques, disposant d'une pleine liberté et d'une pleine sécurité, peut-il, au fil des temps, se faire le compagnon de route du stalinisme, de l'hitlérisme, du maoïsme ? Il y a là un mystère qu'il faudrait pénétrer. D'où le projet de cette "enquête sur certains aspects de la vie intellectuelle en France depuis le début des années trente".

Les écrits restent. Il y a les livres. Il y a aussi la Bibliothèque nationale, institution diabolique, où l'on peut consulter n'importe quel numéro de n'importe quel journal, n'importe quel article paru dans n'importe quelle revue. Les écrits restent. Et quelques-uns laissent le lecteur pantois.

On tâchera, au fil du temps, de sonder quelques œuvres et d'en rendre compte.

Dominique-André KERGAL

N.B. : Nous croyons utile de signaler à nos lecteurs que "France-Culture" diffusera chaque jour à 18 h 30 (sauf le samedi et le dimanche), du 30 Novembre au 15 Décembre, une série dramatique de notre collaborateur Dominique-André Kergal, intitulée "Bonaparte en brumaire ou le Napoléon imaginaire".

(1) Cf. Bourdieu "Les héritiers".

LES PROJETS POLITIQUES

par Benoît VERMANDER

On s'est proposé, dans les lignes qui suivent, d'étudier les "projets", considérés comme l'expression privilégiée de la volonté politique. Il ne s'agit pas tant d'examiner leur rhétorique que de considérer, à travers leur fonctionnement, l'incessant marchandage de la volonté politique avec "le bon et le mauvais vouloir des choses"...

Un succès de librairie: le "Projet socialiste". C'est à ses lecteurs de savoir s'ils y cherchent l'image de la France de demain, la prédiction des maux catégoriels ou bien des bonheurs collectifs, s'ils y trouvent la puissance de la vérité, dont la grâce confère désormais à François Mitterrand et aux siens la "vérité vraie", celle de la Puissance. Pour l'heure, constatons seulement que le succès du petit livre rose vient opportunément mettre en lumière un genre au lustre intermittent: le projet politique.

Les "programmes", longuement peaufinés pour les uns, pour les autres soudain surgis du fond de Blois ou de Provins, n'épuisent pas la matière du projet politique. Les programmes *stricto sensu* sont censés n'être que les derniers maillons d'une chaîne qui s'ancre avec solidité à la doctrine, héritée de l'histoire, des écrits et de l'exemple

des Pères Fondateurs... et d'un terreau philosophique (si travaillé sans doute que sa matière paraît le plus souvent fort confuse et mêlée. Peut-être est-ce la raison pour laquelle on laisse désormais ces terreaux en repos...).

Au demeurant, le projet pourra être privé de toute proposition finale et immédiate: il n'est que de voir "Démocratie française". C'est un peu de cette espèce que devait tenir le "Projet Socialiste", puisqu'il avait avant tout vocation à être *projet de société*, mais il s'y est vite ajouté une gamme d'objectifs détaillés, précisés encore par des documents ultérieurs en référence étroite à lui. Le "Projet Socialiste" remplit ainsi tout le cursus de l'archétype *projet politique*.

Mais comment, justement, décomposer et caractériser cet archétype? A quoi doit satisfaire le projet politique

modèle ? Nous verrions volontiers quatre articulations essentielles pour la pleine tenue de son architecture :

- L'articulation *éthique* viendrait tout d'abord : rappel de toutes "les valeurs auxquelles nous croyons", invocation aux mânes, appel à la grande tradition, voire même recension des livres sacrés et références aux Tables de la Loi... Le ton peut être différent, la référence éthique (ou même, plus précisément, éthico-historique) remplit toujours cette même fonction, qui est, d'un mouvement indissociable, et d'exclusion et de rassemblement.

- C'est alors que se place l'articulation *explicative* : en fonction de notre doctrine et de l'expérience, nous vous expliquons que la société actuelle est telle, que son évolution se caractérise par... etc... Après le Sacré, la Science. Point n'est besoin à un rédacteur de Projet d'être marxiste pour éprouver que rien ne peut le dispenser d'une analyse *scientifique* (comprenez : incontestable) de la situation : paupérisation ou émergence d'un grand groupe central, technicisation ou retour à l'état de nature... il faut une, deux ou trois caractéristiques principales, observables, explicatives.

- Après l'amont du Projet, son aval : il me semble obéir à la même division, à la même collaboration entre la Science et le Sacré. Le Sacré, tout d'abord, trouve son expression dans l'articulation *futuriste* du Projet. C'est la partie qui correspond au projet de société pris dans son sens le plus étroit : vous connaissez désormais nos valeurs et le mouvement (ou les mouvements) des choses ; vous comprenez que nous voulions, à terme, telle société, que nous voulions donc corriger telle évolution, en favoriser telle autre...

- C'est alors que se situe l'articulation *instrumentale* : pour aboutir à cet état de fait, il nous faut, dans l'immédiat, transformer (éliminer, protéger) telle structure, prendre en conséquence telle mesure, veiller aux répercussions sur ce phénomène jumelé, répercussions qui nous amèneront à... ainsi de suite.

Et voici le Projet campé, tout fringant sur ses quatre pattes, et son cavalier impatient de le mener à la bataille. Au vrai, le dessin, les desseins du Projet souffrent parfois d'imprécisions, l'on en situe mal les articulations, mais la prestance et la faconde du cavalier suppléent à bien des choses. Ainsi, les soldats d'Homère triomphent de temps à autre non par l'épée mais par la langue, dont ils ont su encolérer, exaspérer, déconcentrer leur adversaire.

AU-DELA DE L'APOLOGÉTIQUE

Si l'on cherchait absolument à classer les projets politiques dans un genre littéraire établi, c'est encore l'Apologétique qui conviendrait le mieux : vaincre le cœur et la raison, fortifier les adeptes, guider les néophytes, pourfendre l'adversaire, persuader la masse indifférente, voilà qui caractérise aussi bien le projet politique ; il cherche toujours le langage par lequel il saura complaire et

convaincre. Qu'on puisse voir les tâtonnements du projet politique moderne dans les pamphlets depuis la Fronde me semble confirmer ce dire. Le pamphlet n'est-il pas l'envers de l'apologétique, ou, plutôt, son porche d'entrée ?

Oui mais... le projet politique n'appartient pas dans son entier à l'apologétique : il a vocation à être traduit dans les faits, à être cause et prédiction de la réalité future, et à s'assimiler ainsi à sa substance, à *expliquer*, c'est-à-dire, étymologiquement, à *déployer* ses raisons et ses solutions, à déployer les effets et les fondements de la volonté et du sentiment politiques, qui vont, pour ainsi dire, de la création des Idées en Dieu jusqu'aux meilleures techniques d'abattement fiscal. Cette chaîne, celle-là même de la cohérence et de la réalité totales, est peut-être imaginaire, au moins dans ses effets, mais les *pourquoi* du projet politique conditionnent les *comment*, et les *pourquoi*, on le sait bien, peuvent toujours être discutés, précisés, relancés sans fin. Aussi, le problème de l'arrêt légitime des *pourquoi* dans la lecture et dans la rédaction du projet politique est très exactement celui de la nature et de la forme du consensus au sein du corps social. Ainsi, une société dont les pouvoirs reposent sur des croyances et des expressions religieuses pourra connaître des troubles violents pour des projets ou des réformes dont le contenu apparaît presque inexistant, mais qui sont susceptibles de remettre en cause, plus ou moins directement, la place de ses croyances dernières, d'être un germe d'incohérence. Qu'on songe aux détails des cérémonies du Grand Siècle, aux maux étranges qu'entrevoit Saint-Simon dans le seul jeu de leurs transformations, ou qu'on pense aux exemples venus d'Iran. L'enchaînement fonctionne aussi dans l'autre sens, et les débats théologiques, philosophiques connaissent alors des effets politiques suivant un déroulement qui nous apparaît incompréhensible — comme paraît incompréhensible à un observateur placé dans la situation inverse à nous que tel de nos débats puisse rester circonscrit dans sa sphère et qu'il n'envenime pas nos relations politiques et sociales. Un auteur anti-janséniste, Marandé, écrit ainsi en 1654 : "La raison principale qui oblige le Prince d'éloigner et de proscrire de son Etat toute nouveauté en matière de Religion est que toute doctrine nouvelle fait un parti dans un Etat, et un parti d'autant plus dangereux que l'intérêt spirituel qui regarde le salut éternel fait bien d'autres impressions dans le cœur des sujets, que ne fait pas l'intérêt temporel".

Mais, peu d'années plus tard, Spinoza exprimait avec force notre concept moderne de tolérance, instaurateur d'une nouvelle sociabilité intellectuelle et politique : "*Il faut nécessairement accorder aux hommes la liberté du jugement et les gouverner de telle sorte que, professant ouvertement des opinions diverses et opposées, ils vivent cependant dans la concorde*" (1670).

C'est cette dissociation de l'agir collectif et du penser individuel qui autorise l'existence du projet politique :

elle fonde en effet le statut de la volonté politique, non plus décret préexistant au corps social mais vecteur de la construction progressive de la liberté raisonnable. Evolution de telle conséquence qu'Eric Weil, commentant Hegel, en vient à définir la politique comme la science de la volonté.

SCIENCE ET CONSCIENCE POLITIQUES

Nous pouvons alors donner tout son poids à la formule suivant laquelle le projet politique n'est rien d'autre que l'expression d'une volonté politique. Mais à condition de noter que la volonté ne travaille que sur l'indécision et la contradiction. La science de la volonté se fonde, en premier lieu, sur la conscience de la complexité, puis le discernement des choix intimes du décideur, ce par quoi et à quoi l'homme politique dit un oui ou un non irréductibles. Choix et refus qui ne s'effectuent pas *in abstracto*, mais dans un univers où l'évaluation technique prépare et éclaire la décision finale dans ses implications éthiques. La politique se doit d'évaluer les normes et les contraintes, elle se doit aussi de trancher devant l'inévitabilité des choix. Elle est, de manière indivise, la science et la conscience du vouloir.

Cette rencontre du *il faut* moral et du *il faut* technique est à la fois la raison d'être et la pierre d'achoppement de tout projet politique. La raison d'être, sans aucun doute : si elle n'est l'apanage ni des moralistes ni des techniciens, la politique est aussi leur commun domaine, peut-être leur unique terrain de rencontre. L'on pourrait presque dire que l'homme politique n'est là que pour leur inventer une langue commune, ou bien plutôt pour qu'ils l'inventent de concert. (De ce point de vue, la politique est d'abord un *discours*, et c'est pourquoi nous avons envisagé la question de la volonté politique sous l'angle de son expression, le projet). La pierre d'achoppement, aussi, parce que l'articulation est toujours douloureuse à réaliser, qu'il est plus facile de trancher en fonction d'*a priori* durcis dans des formulations prétendument scientifiques, quand on croit que la force des choses travaille, ô miracle, dans un sens identique aux orientations préétablies par le désir et la passion.

LE RÉENCHANTEMENT DU MONDE

Avant d'aller plus loin, je dois au lecteur un aveu, à savoir qu'à mon sens les choses ne sont pas toujours *comme elles sont*, que les contradictions sont inhérentes à la réalité, et non pas seulement un produit du discours, et que par conséquent toute politique ne peut qu'être, elle aussi, habitée par des contradictions.

Cela pour avancer que les crispations perceptibles dans l'énoncé des projets politiques me paraissent on ne peut plus compréhensibles : la volonté livrée à elle-même ne peut faire autrement que de travailler dans les contradictions et les approximations. D'où le rassurant recours à une science et à un sacré que nous avons vu fonctionner

dans l'archétype du projet politique. Pour éviter le dévoilement des contradictions (quoi de plus irritant, quand le projet a pour mission de convaincre et de rassembler ?), les uns calqueront le mouvement de leur vouloir sur celui du *monde comme il va*, élevé à la hauteur d'une norme ; les autres verront dans leur vouloir propre le mouvement du monde *comme il va être*...

Calquer le vouloir sur le monde ou bien le monde sur le vouloir, c'est toujours tenter de nier les contradictions, de faire *a priori* un seul *il faut* des deux impératifs, le technique et l'éthique.

En y réfléchissant, quel trouble de penser que le politique est seulement science de la volonté, qu'il ne s'agit que de savoir ce que l'on veut, pourquoi, comment et dans quel contexte on le veut, et que là est le seul fondement de l'édification sociale. D'autant que la volonté est plurielle, parce qu'est pluriel le monde où elle naît.

Cela entendu, à quelles conditions un projet politique moderne pourrait-il devenir porteur d'une volonté consciente de sa pluralité propre et de celle du milieu dans lequel elle opère ?

Question qui revient tout d'abord à chercher le statut souhaitable du projet politique moderne, pris dans les rets contradictoires du discours militant et du discours de science. Lequel fonde et autorise l'autre ? Comment leur jeu commun marie-t-il les nécessités des choix irréductibles et du rassemblement ? Comment, par dessus tout, éviter les embûches de la résignation ou de l'aveuglement tendus par ces discours, et initier une démarche politique ouverte, c'est-à-dire susceptible de construire et d'inventer suivant une pluralité de schémas sans altérer la dynamique de la volonté politique ?

Pour essayer de répondre, il nous faut cerner préalablement non plus les structures du projet politique moderne mais celles du vouloir auquel il s'adresse, cerner donc le *vouloir social*, celui-là même qui, par le biais des mécanismes démocratiques, accepte de se transformer en une volonté politique, volonté présente en son intérieur de la même façon qu'au sein du bloc épannelé la statue, potentielle, existe déjà.

Les sociétés ne sont pas bonnes et leurs pouvoirs mauvais, pas plus que les pouvoirs ne sont éclairés par nature et les sociétés ignorantes. Mais à vrai dire, les sociétés ne se connaissent guère mieux que ceux qui les gouvernent ou qui les étudient... Les sociétés n'existent pas vraiment, ou plutôt elles se créent et elles se détruisent sans arrêt, simultanément. Comme le mouvement se prouve en marchant, les sociétés ne se démontrent qu'en construisant leurs solidarités.

Pour le bâtisseur politique, qui cherche dans les pluralités sociales les éléments d'une dynamique, les sociétés sont la combinaison d'un système d'intérêts et d'un système de valeurs. Le système d'intérêts se constitue, d'une

part d'un stock, d'un patrimoine d'équipements et de biens de toute nature, de l'autre d'un flux d'avantages et de contraintes produits et distribués en fonction du patrimoine préexistant et de mécanismes historiques déterminés par le système de valeurs.

Ce dernier est composé lui aussi d'un stock et d'un flux (le stock conditionnant le flux et le flux, modifiant le stock) : stock, patrimoine de références, d'enseignements, de tout ce qui constitue une "culture", susceptible d'être vécue, assimilée, interprétée diversement; flux d'idées, de manifestations et de comportements nés de l'exploitation du patrimoine et de l'ouverture du système.

Or, en bonne cybernétique, un système trop fermé s'appauvrit, se sclérose, un système trop ouvert s'affole et se dissout. C'est ce type de phénomène qui rejailit aujourd'hui sur les projets politiques: l'éclatement des références culturelles a provoqué une crispation de toutes les cultures politiques sur leurs propres antécédents. Aussi, non seulement elles s'aveuglent et s'appauvrissent, mais encore elles s'avèrent incapables d'entrer en communication les unes avec les autres. Alors que la politique a pour vocation de créer, par l'échange, un langage commun dans la société, de conjurer, si l'on veut, la malédiction de Babel, le débat politique contribue parfois à gonfler la cacophonie, l'incompréhension, génératrices de soupçon et de division.

Qu'on nous entende bien: il ne s'agit pas d'exalter un consensus oublié (qui, s'il existe, est sans doute variable et incohérent, à l'image des majorités sous la IV^e République), mais de considérer la politique comme le creuset d'une discussion à la recherche de sa nature, voire de ses finalités propres. Tel l'homme pascalien, c'est de la nature même de sa recherche que la volonté collective est perpétuellement en quête, et la quête est sa nature même.

Assumer, cet "absurde", *laisser ouverte l'inquiétude, qui constitue bien la racine commune de l'agir humain, tel est sans doute le premier devoir du projet politique.* Il revient, tout simplement, à *vouloir la politique*, choix à refaire sans cesse, création continue, commune et volontaire de la raison, de la liberté, de l'écoute, contre les abandons que sont la peur et la violence.

L'obstacle principal à la réalisation politique des vœux sociaux réside, me semble-t-il, dans ce que je nommerais le réenchâtement du monde. Nous avons trop bien écouté Max Weber, nous avons cru trop vite avoir éliminé les dieux et les démons de notre univers familier, nous nous sommes crus trop tôt désenchantés. Et cependant, la peur continuait de susciter autour de nous des génies malveillants et commodes: ils étaient, ils sont ténébreux, mais ils prennent nos échecs à leur compte, ils justifient nos doutes, nos angoisses, nos accusations. Nous avons cru décortiquer les mythes et n'en plus inventer... c'étaient leur ruse et leur vengeance: un mythe se cache aux yeux de la communauté qui l'a produit...

Quelques "projets politiques"

- *Ciel et Terre (Parti Radical Socialiste)*
- *Le projet réformateur (Jean Lecanuet et Jean-Jacques Servan-Schreiber)*
- *C.D.P.: une stratégie, une doctrine, une morale (Jacques Duhamel)*
- *Le projet royaliste (Bertrand Renouvin)*
- *Propositions pour la France (R.P.R.)*
- *L'Autre solution (C.D.S.)*
- *Démocratie française (Valéry Giscard-d'Estaing)*
- *Programme commun de gouvernement (P.C. - P.S.)*
- *Le projet socialiste (P.S.)*

L'ENFER ET LE PARADIS

Les projets politiques, au lieu de fonctionner sur leurs affirmations et leurs explications habituelles, devraient se pencher sur les peurs sociales, et les fantasmes qui les habitent. Voir nos peurs et leurs raisons, chasser les faux-semblants, les camouflages, c'est la seule voie pour discerner à terme les espérances communes.

De quoi avons-nous peur? Je parierais que s'il nous fallait résumer les plus fortes angoisses modernes, nous aboutirions vite à les traduire ainsi: *comment durer?* Comment durer, tant par nous-mêmes (comment rester dans un état un jour choisi, comment concevoir la fidélité) qu'avec les autres (ne sommes-nous pas pressés et déstabilisés, dans la ville, le métier, les collectivités, les relations entre nations, par l'étranger comme par le semblable, ne sommes-nous pas apeurés, opprimés, tant par la révélation de la différence que par le poids de la similitude?).

Comment durer? C'est en définitive la question fondatrice de toute théorie politique, qui part à chaque fois du mal radical de l'époque, entrevu et analysé presque pour lui-même, du mal qui bloque ou qui menace l'existence de la Cité. Les projets politiques modernes devraient savoir se considérer comme une réflexion *théorique*, quelle que soit la malsonnance du mot dans notre débat politique (quelle méfiance imbécile!), mais en même temps comme une réflexion *partagée*, où la négativité de la réalité présente soit envisagée dans sa pluralité: il peut être vrai à la fois qu'un produit soit trop cher et trop bon

marché, que tel service devrait être rentable et qu'il assume une mission publique, que les grandes surfaces avec leurs remises soient un mal et un bien quant à la promotion du livre... Les maux d'une société sont toujours immédiats et cependant fuyants. Accepter que le mal lui-même soit contradictoire, c'est comprendre l'équivocité de la Cité future confusément rêvée, comprendre que les droits entreprennent toujours les uns sur les autres, et qu'ils se gênent encore le moins lorsqu'ils sont mis en mouvement, approfondis et enrichis, recréés inlassablement. C'est la dialectique du bonheur que de progresser toujours vers lui-même, comme la question "comment durer" inaugurerait celle du salut — *bonheur* et *salut* étant les points extrêmes de la tension interne au projet politique.

Ce dernier s'articule donc autour des interrogations (situées, traduites dans les problématiques de son époque) du bonheur et du salut. Non pas, bien sûr, qu'il doive prétendre y apporter réponse. Mais les solutions qu'il propose aux insatisfactions concrètes et collectives ne s'éclairent qu'une fois reliées à la culture et aux valeurs de la société où la politique s'origine, et qu'une fois rapportées à l'insatisfaction universelle de l'homme désirant.

De même que le projet se doit d'analyser avec rigueur le mal social, il doit s'interroger de façon précise sur le bonheur social qu'il prétend promouvoir. C'est bien *l'utopie* qu'on voudrait réhabiliter ici. L'utopie non plus comprise comme épanchement rhétorique mais comme exercice raisonné : quelle serait ma société idéale ? Si l'on refuse d'en rester aux généralités du type "les hommes seront heureux... nul ne pourra opprimer l'autre... chacun choisira son travail" pour investir la réalité des concepts, préciser toujours les conditions et les interrelations (même idéales, mais effectives, comme dans un jeu logique) du bonheur, de la paix ou de l'abondance, les références viendront d'elles-mêmes à la situation vécue, tant il est vrai que le rêve se modèle dans la matière du quotidien et que les chimères ne sont composées que de plumes et de membres réels rapportés bout à bout. Savoir et préciser son utopie, c'est donc connaître en toute clarté son regard, son jugement propres sur la société de l'époque et sur ses potentialités.

Le projet politique se structure donc en fonction des extrêmes du rêve et de la nécessité (du bonheur et du salut) envisagés aussi longuement qu'il le faut, avec lucidité et précision, avec *exactitude* dirait Péguy. Et en considérant toujours les situations supposées dans leur pluralité.

On observera : si l'on procède déjà ainsi pour l'étude de *types idéaux*, comment donc travailler sur le réel et le présent ? Avec plus de clarté et de facilité me semble-t-il, car c'est l'étude sans feinte des types idéaux qui permet de déterminer nettement notre échelle des valeurs ultime, les raisons et les gradations de nos choix. L'éthique politique ne constitue plus un bloc séparé de la plate-

forme pour l'immédiat, leur échange et leur explication deviennent incessants.

*
* * *

Nous nous demandions tout à l'heure comment renouveler l'approche des projets politiques sur leurs temps. Quatre conditions nous ont semblé déterminantes : le projet politique doit combattre leurs peurs et les enchantements en faisant le pari de la volonté politique, de la création continue de la liberté raisonnable contre la soumission aux *forces* prédéterminées par l'esprit ; pour ce faire, il doit sonder le mal social, non pas en fonction d'un schéma préalable mais à travers les expériences plurielles, voire contradictoires que révèle l'échange entre les groupes culturels et sociaux ; de même, il doit prendre au sérieux son utopie latente, en développer l'expression pour mieux cerner ce qui provient des attitudes intellectuelles, ce qui s'origine dans l'intuition des potentialités sociales ; enfin, il doit établir une relation incessante entre ses choix dans l'immédiat et sa hiérarchie des valeurs, hiérarchie précise, à saveur concrète, éclairée par la réflexion préliminaire sur les types sociaux idéaux.

Cela revient à dire que le projet doit se soumettre lui-même à la question, devant l'épreuve imposée par les exigences techniques. Bien sûr, le technique, en dernière instance, n'est que le serviteur de la volonté morale, mais un serviteur à qui il faut préciser sa tâche encore et encore, faute de quoi il agit à sa fantaisie.

Davantage : s'il veut assumer la réalité (condition première pour la transformer) le projet politique ne se fermera jamais sur sa vérité. Il saura qu'elle ne vit que par ce qui la dépasse, qu'elle subsiste par ce à quoi elle participe. Mais pour cela même, justement, jamais il ne le reniera. Il voudra se montrer fidèle à son expression propre de la recherche du *sens commun* — cette recherche qui rassemble la communauté dans la dynamique d'une création continuée.

Benoît VERMANDER

Note Bibliographique

Le présent article puise plus ou moins directement certaines de ses sources dans les textes suivants :

- Etienne Borne - "Passion de la Vérité" (Fayard, 1962); "Le bonheur et le salut" ("La Croix" du 28/3/1980)

- Charles Péguy - "De la Cité Socialiste" et "Marcel, premier dialogue de la cité harmonieuse" (Pléiade, Œuvres en Prose, t. I)

- Paul Valadier - "Agir en politique" (Cerf, 1980)

- Eric Weil - "Philosophie Politique" (Vrin, 3^e éd., 1971); "Essais et Conférences" (Plon, 1970 et 1971).

On pourra également se référer aux deux derniers chapitres de l'ouvrage de Maurice Blin, "Le travail et les Dieux" (Aubier, 1976).

EN MARGE DE FERNAND BRAUDEL

par René FOCH

On ne résume pas l'œuvre gigantesque de Fernand Braudel (1). On la gravit comme un sommet d'où le grimpeur découvre à chaque instant des perspectives nouvelles. Et par exemple celle-ci : dans son troisième tome "Le temps du monde" il nous décrit ces économies-mondes organisées autour de ces villes dominantes qu'ont été successivement Venise, Anvers, Gênes, Amsterdam, Londres et les oppose aux Etats nationaux dont le Royaume de France devait fournir un modèle achevé.

C'est ainsi qu'il compare sur la base d'archives vénitiennes les budgets de Venise au début du XV^e siècle à ceux de plusieurs grandes puissances européennes et les résultats ne laissent pas surprendre. "Tandis que les recettes propres de Venise s'estiment à 750.000 ou 800.000 ducats le Royaume de France... s'inscrit à un million de ducats seulement. Venise est à égalité avec l'Espagne..., presque à égalité avec l'Angleterre. Encore

n'a-t-on mis en cause que Venise et le Dogado. Au revenu de la seigneurie (750.000 ducats) s'ajoutent le revenu de la Terre Ferme (464.000 ducats) et celui de l'empire de la mer (376.000). Le total (1.615.000 ducats) fait passer le budget de Venise au premier rang de tous les budgets d'Europe. Et plus encore qu'il n'y paraît. Car si l'on attribue à l'ensemble vénitien (Venise, plus la Terre Ferme, plus l'Empire) une population d'un million et demi de personnes, et quinze millions d'habitants à la France de Charles VI, celle-ci ayant dix fois plus d'habitants devrait à richesse égale avoir un budget dix fois supérieur à celui de la Seigneurie — soit 16 millions — Le budget français d'un million seulement, souligne la monstrueuse supériorité des villes-états par rapport aux économies territoriales" (2).

Longtemps cette richesse de Venise se fonda exclusivement sur le commerce entre l'Europe centrale et le

Levant, avant de donner naissance à une certaine industrialisation.

Anvers à son tour établit sa puissance sur l'échange en fournissant aux souverains espagnols les moyens de l'Europe du Nord nécessaires à la mise en valeur de l'Amérique du Sud qui dépassait les ressources de la seule Espagne. En échange, Anvers recyclait, comme nous dirions aujourd'hui, l'or et l'argent importés d'Amérique du Sud.

Puis ce fut le tour des banquiers génois s'implantant en

que les investissements hollandais aux Etats-Unis dépassent les investissements américains aux Pays-Bas, ou pourquoi on trouve si souvent des néerlandais à la tête des organismes internationaux : l'OTAN et l'OCDE aujourd'hui, la FAO et le FMI hier. Ce n'est pas par hasard, non plus, si des intérêts néerlandais contrôlent une des grandes multinationales du pétrole : SHELL et une des grandes multinationales de l'électronique : PHILIPS. A lire les pages si drues de Braudel sur Amsterdam, le lecteur français prendra une plus juste mesure de ces "gueux" qui à chaque époque, ont su faire fortune en se plaçant stratégiquement sur les flux décisifs.

Amsterdam au XVII^e siècle : ville dominante et puissance économique

Espagne même et mettant la main directement sur le commerce de l'Amérique du Sud "Cette conquête d'un espace économique étranger note Fernand Braudel (3) a toujours été la condition de la grandeur pour une ville hors pair... Phénomène presque banal dans sa répétition : c'est Venise pénétrant l'espace byzantin, c'est Gênes réussissant son entrée en Espagne... c'est la Hollande dans la France de Louis XIV".

La victoire de la Hollande c'est celle d'Amsterdam succédant à Anvers, c'est aussi la victoire de l'Atlantique sur la Méditerranée, c'est enfin, avant Londres, l'ouverture des marchés asiatiques au commerce européen, tout ceci fondé sur une flotte égale à toutes les autres flottes européennes ensemble. La centaine de pages que consacre Fernand Braudel à Amsterdam vient utilement combler une partie de l'ignorance abyssale des français vis-à-vis des Pays-Bas et nous aide à comprendre par exemple

Tout ceci avec un gouvernement réputé faible, inconsistent "D'où il faudrait conclure, note au passage Braudel, qu'un appareil politique insignifiant favorise les exploits du capitalisme, voire qu'il en est la condition". Ceci serait à méditer...

Face à ces commerçants entreprenants, à ces infatigables routiers des mers, la France de Louis XIV est victime de son gigantisme, note Braudel. Car, à l'échelle des moyens de transports de l'époque, le Royaume de France est un état géant, empêtré de ses dimensions, une volonté politique avant d'être un marché national et une réalité économique. Et les Hollandais s'en donnent à cœur joie, commerçant sans entrave, tout au long de nos côtes atlantiques et contrôlant, par exemple, un tiers du trafic de Bordeaux au XVIII^e siècle.

*
* * *

On est tenté de prolonger la réflexion : le Japon actuel, industriel certes, mais aussi commerçant et marin, n'est-il pas un peu dans la même situation vis-à-vis des Etats-Unis. Ceux-ci ont, pour eux, le nombre et la superficie, les ressources naturelles et la puissance militaire. Mais le Japon tire une force économique de sa faiblesse militaire dans la mesure même où, protégé par le parapluie nucléaire américain, il fait l'économie de dépenses militaires improductives. Ainsi, voit-on l'économie japonaise croître à l'ombre de la puissance américaine, en symbiose avec l'économie américaine, pour ne pas dire parasite de celle-ci. Il est frappant, à cet égard, d'analyser la structure des échanges entre les Etats-Unis et le Japon. Un rapport récent (4) donne des chiffres éloquentes : les Etats-Unis font autant de commerce avec le Japon qu'avec l'Allemagne, la France et l'Angleterre ensemble. Le Japon a deux fois plus d'échanges avec les Etats-Unis qu'avec l'Europe.

Plus encore que leur volume est intéressante la nature de ces échanges. Le Japon est le principal acheteur des produits agricoles américains et les Etats-Unis constituent pour le Japon le principal fournisseur de ces produits.

Quant aux produits industriels, le Japon aura exporté en 1980 pour 28 milliards de dollars aux Etats-Unis, les Etats-Unis seulement 7 milliards de dollars vers le Japon, soit quatre fois moins, laissant la balance commerciale américaine largement déficitaire.

Matières premières et produits agricoles dans le sens Etats-Unis/Japon, produits manufacturés dans le sens Japon/ Etats-Unis, en somme des relations économiques quasi coloniales...

Et la puissance économique du Japon ne cesse de croître : après avoir profondément pénétré les Etats-Unis, voici qu'elle inquiète l'Europe et qu'elle investit la Chine.

Là encore, voici un géant paralysé par la dimension de ses problèmes et d'abord par celui-ci : nourrir un quart de l'humanité. L'Etat qui doit assumer pareille charge n'a ni l'envie, ni les moyens de jouer les superpuissances. Très officiellement d'ailleurs, la Chine récuse ce rôle et se définit comme le plus grand des pays sous-développés. Tout calcul stratégique fondé sur l'émergence proche où même lointaine de la Chine comme acteur principal sur la scène mondiale se fonderait sur une illusion. Par contre, nous assistons déjà à l'apparition d'un géant économique, le Japon et aux frontières de la Chine, à l'interface entre le Japon, n° 1 de l'an 2000, et une Chine attardée, à la formation d'une zone caractérisée par l'intensité des échanges et par les taux de croissance les plus élevés de la planète : Singapour, Hong-Kong, Taïwan, les deux Corées dès aujourd'hui et demain ces zones franches ouvertes par la Chine où viendront se combiner les capitaux étrangers et l'inépuisable main-d'œuvre chinoise.

Cette ère de coprosperité que le Japon militariste d'avant-guerre avait prétendu instaurer à la force du sabre, le Japon pacifique d'après-guerre la crée sous nos yeux.

Le Japon en 1980 : taux de croissance le plus élevé du monde

Le taux de croissance de sa productivité a été ces dernières années le plus élevé du monde, double de celui de la France, quadruple de celui de l'Allemagne. Tous les spécialistes de la prospective prévoient que la croissance économique du Japon va continuer à un rythme moyen de 4 ou 5% par an : ainsi dans 15 ou 20 ans le PNB japonais aura plus ou moins rattrapé celui des Etats-Unis, ce qui signifie, en termes de richesse individuelle que chacun des 115 millions de japonais sera presque deux fois plus riche que chacun des 225 millions d'américains (5).

Vertigineuse perspective : une poignée d'îles dépourvues de toute ressource naturelle aura rattrapé un contin-

gent regorgeant de toutes les richesses agricoles et minières.

Ceci amène à abandonner toute relation entre espace et puissance économique.

L'espace ne s'avère un atout qu'au plan militaire pour faire chez soi ses expériences atomiques et pour pouvoir éventuellement survivre à une première bataille perdue. Au plan économique, l'espace est neutre et peut même s'avérer un handicap, étant donné la supériorité des transports maritimes sur les transports terrestres pour les matières pondéreuses, des transports aériens pour les produits à haute valeur ajoutée.

*
* * *

Mais si ceci se vérifie, si le Japon devient le leader technologique, le premier de cordée des démocraties industrielles, voici qui devrait nous conduire à réviser certaines de nos idées.

Au fond, depuis la guerre, l'Europe s'est inspirée du modèle américain. L'idée même de l'Europe dans la version de Jean Monnet c'était de transposer à l'Europe le cadre institutionnel et économique qui avait fait la puissance et la richesse des Etats-Unis d'Amérique et d'ailleurs le comité qu'il avait fondé pour promouvoir ses idées ne s'appelaient-il pas le "Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe". Or, il est permis, 30 ans après le lancement de l'expérience européenne d'avoir certains doutes, non sur la valeur de l'expérience, mais sur celle du modèle : on peut se demander si les deux superpuissances ne vont pas succomber sous le poids des armements sans cesse plus sophistiqués et plus ruineux qu'elles accumulent.

C'est ainsi que certaines espèces préhistoriques, le tigre aux dents en forme de sabre, le cerf à la ramure géante ont disparu, victimes de l'excès même de leurs moyens de défense.

C'est un fait par ailleurs que les Etats-Unis, comme l'Union Soviétique, souffrent de troubles de société graves. Enfin, même si l'on pense que le rôle de la superpuissance américaine est irremplaçable dans la défense de nos libertés, même si l'on admire la souplesse de la société américaine et son aptitude à se remettre en question, c'est un fait que les Etats désunis d'Europe n'ont ni le désir, ni la possibilité de transcender 10 siècles d'histoires nationales séparées et n'atteindront jamais une cohésion comparables à celle qui résulte du melting pot américain ou de l'impérialisme russe. Mais est-ce nécessaire si un pays comme le Japon atteint un tel développement économique à partir d'une base géographique aussi chétive.

Il dispose, il est vrai, d'une société remarquablement homogène. Mais, sauf sur le plan racial, la société fran-

çaise ne le cède guère à cet égard à la société japonaise. Au rôle politique de l'Empereur répond "l'Etat c'est moi", et ce slogan, vieux de trois siècles, trouve une nouvelle jeunesse dans notre actuelle monarchie républicaine.

La volonté farouche de l'Etat d'imposer un modèle culturel, jadis par l'alliance du trône et de l'autel, de nos jours en contrôlant l'enseignement et l'appareil audiovisuel, l'idée (proprement inouïe) qu'il appartient à l'Etat de veiller à la pureté de la langue nationale, tout ceci témoigne d'une volonté d'homogénéité nationale qui ne le cède en rien à l'homogénéité naturelle de la société japonaise.

Il n'est pas jusqu'à nos grandes écoles qui ne trouvent leur homologue dans la prestigieuse université de Tokyo. Il faut lire les pages que consacre Vogel (6) aux plans de carrières des hauts fonctionnaires du MITI dans la politique ou dans les affaires, privées ou nationalisées. De tels cheminements ne sont pas tout à fait inconnus en France... Avec des atouts nationaux qui présentent une certaine ressemblance avec ceux du Japon, la France n'est pas condamnée à se perdre dans l'Europe comme un fleuve dans la mer, mais doit certainement tirer parti de la dimension que lui apporte l'Europe, comparable au rôle essentiel du marché intérieur dans le miracle japonais. L'Europe jusqu'à présent s'analyse comme un effort des différents pays européens pour constituer entre eux une zone d'échanges privilégiés, soumis au demeurant à certaines règles librement acceptées. Cette dimension européenne doit être maintenue, ce qui n'est pas aisé dans les circonstances présentes. Elle doit être développée et on a depuis longtemps comparé l'Europe à un cycliste qui tombe s'il n'avance pas. Elle doit être surtout utilisée pour agir à l'échelle du monde et notamment pour développer entre l'Europe et les pays du Tiers monde les flux de toute sorte qui conditionnent sa prospérité et leur survie.

Car, pour en revenir à Braudel, la vocation des vieilles nations européennes est beaucoup plus de reprendre ensemble à la fin du XX^e siècle la tradition des "villes-états" que de chercher — en vain — à constituer une "économie territoriale" comparable à celle des superpuissances.

René FOCH

(1) *Civilisation matérielle, économie et capitalisme - XV^e et XVIII^e siècles* - Fernand Braudel.

(2) *Le temps du Monde* page 98.

(3) *Le Temps du Monde*, page 140.

(4) *Report of the Japan - United States economic relations group PB 81-134801 prepared for the President of the United States and the Prime Minister of Japan - January 1981.*

(5) *Economist* du 18-24 Juillet 1981.

(6) *Vogel Japan number one.*

TEILHARD DE CHARDIN ET LA PASSION DE "L'UN"

par Etienne BORNE

En cette année 1981 a été célébré le centenaire de la naissance du Père Teilhard de Chardin. L'Institut Catholique de Paris et la Compagnie de Jésus ont, au printemps dernier, pris l'initiative de réunions qui n'étaient pas seulement d'hommages, mais où a été posé le problème de la valeur et de l'actualité de la pensée teilhardienne. Après tant de suspicions et la sorte d'exil auquel Teilhard de Chardin a été contraint durant sa vie, on peut aujourd'hui espérer que s'ouvrira enfin, dans la sérénité et la justice, le débat que mérite une grande pensée audacieuse et plus classique qu'on ne le dit couramment.

L'UNESCO, qui l'avait déjà célébré conjointement avec Einstein, a organisé, du 16 au 18 Septembre dernier, un Colloque international autour duquel ont été évoqués tour à tour l'homme de science, le prophète d'une humanité rassemblée et le penseur religieux. Se sont faites entendre des voix de tous les continents et, en conclusion de ce Colloque, qui symbolisait d'une manière très teilhardienne le dépassement des frontières, celle du Président de la République Française.

Nous présentons ci-dessous le texte d'une conférence prononcée par Etienne Borne à Notre-Dame de Paris, le 19 Octobre 1975, dans laquelle notre ami dégage un axe central de l'œuvre de Teilhard de Chardin.

Il y a eu cette année vingt ans que, au soir de Pâques, le Père Teilhard de Chardin était enlevé de ce monde pour être consommé dans cette Unité qui avait été la passion de sa vie. L'homme avait déjà sa légende et sa notoriété, mais sa pensée, victime de soupçons et d'interdits abusifs, n'avait pu être communiquée à un petit nombre de fidèles et de curieux que parcellairement et quasi clandestinement. Après sa mort, ce fut, d'un coup, l'explosion : l'œuvre, texte après texte, devenait publique et connu pendant une large décennie un prompt et prodigieux succès. Principalement dans les cercles scientifiques et les milieux religieux qui avaient été les deux patries du Père Teilhard, et qu'il entendait réconcilier en situant une science totalisée et une religion élargie dans un vaste propos unitaire. Succès qui n'était pas sans s'accorder comme

prophétiquement avec le renouveau de l'Eglise dans le sens de cette ouverture au monde et de cette attention à autrui pour lesquelles le Père Teilhard tenait prêtes de fortes raisons et d'ardentes maximes.

Mais il faut bien convenir qu'après cette saison chaleureuse est arrivé maintenant pour Teilhard le temps frideux de l'oubli, de la méconnaissance, de l'indifférence. Certes le Père garde des amis qui appartiennent à la race de ceux dont les fluctuations de la mode ne sauraient entamer la ferveur. La pensée teilhardienne continue ici et là à susciter des travaux et à inspirer des recherches. Mais la présence et l'influence de Teilhard paraissent décliner jusqu'à l'effacement, cependant que les traditionalistes qu'il avait tant inquiétés maintiennent leurs objections et avivent leurs réserves.

Jacques Maritain reconnaissait bien à l'origine de la pensée teilhardienne *une intuition poétique extraordinairement puissante de la valeur sacrée, et sans limite assignable, de la nature créée* (1) mais il refusait à cette pensée toute valeur métaphysique et théologique et la considérait comme un dernier exemple de ce gnosticisme chrétien, éternel générateur de fables séductrices. Comme si l'intuition poétique dont Jacques Maritain donnait une si heureuse formule pouvait être sans vérité.

À l'opposé, du côté de nos vraies ou fausses avant-gardes, on ne se réclame guère de Teilhard pour justifier contestation et novation. En dépit de l'importance qu'un Roger Garaudy persiste à accorder à Teilhard, on pourrait pourtant se souvenir que la critique par Teilhard d'un christianisme individualiste et pessimiste et son propos de faire converger l'En-haut et l'En-avant, l'un et l'autre compris de la manière la plus sommaire et la plus simpliste ont pu jouer un certain rôle dans la prolifération de ces théologies politisées et horizontales qui sont, au fond, des anti-théologies. Et si leurs inventeurs se dispensent de la référence à Teilhard, c'est qu'il y a dans la pensée teilhardienne plus d'exigence rationnelle et de véritable théologie que n'en peuvent supporter les imaginatifs et les impatientes.

Enfin, dans le monde scientifique, où le préjugé a été longtemps favorable, sont de plus en plus nombreuses les voix qui, comme celles de Jacques Monod, dénoncent dans la méta-science teilhardienne une extrapolation bien-pensante et lui reprochent de mettre dans la mécanique du monde un superflu de significations spirituelles. Comme si le fourmillement de hasards et la pesanteur des nécessités, si souvent décrits par Teilhard, ne posaient pas d'eux-mêmes cette question du sens ou du non-sens, rebelle à tous les interdits scientifiques.

Tout se passe donc comme si, de son vivant, le Père Teilhard avait subi une sorte d'enfer d'exclusion et de répression pour connaître ensuite une manière d'apothéose et de célébrité et pour enfin traverser, dans le temps qui est le nôtre, l'épreuve d'un purgatoire. Épreuve qui ne doit point surprendre puisqu'elle est le classique destin qui attend, à un certain moment de leur vie posthume, les vrais initiateurs et les grands créateurs. Purgatoire signifie aussi utile purification. Un temps de purgatoire permet de faire le départ, dans une doctrine qui a étonné et fasciné, entre des prestiges seconds ou empruntés et une authenticité substantielle. Aussi, le moment actuel n'est-il pas mal choisi pour essayer de rendre à Teilhard de Chardin la justice qui convient. Rien, au surplus, ne nous éclaire mieux sur l'essentiel de Teilhard qu'un rapide repérage des raisons pour lesquelles, aujourd'hui, on ne peut ou on ne veut ni entendre ce qu'il a dit, ni voir ce qu'il a vu.

UN MODERNE CONTRE LES MODERNISMES

Revenir à Teilhard, c'est aller à contre-courant parce

que l'ambition teilhardienne majeure est un propos de synthèse. Passionné d'unité, Teilhard développe une vision globale du monde allant jusqu'à un pari vertigineux sur l'avenir du monde et de l'homme. Aujourd'hui, l'idée de synthèse est en crise, et quels que soient les contenus qu'elle tente de rassembler et d'unifier, toute synthèse est renvoyée à l'idéologie. Même comme exigence idéale, la synthèse est disqualifiée. Victoire partout de la pluralité sur l'unité.

Des sciences dont chacune est indéfiniment démultipliée et non pas la science, ce rêve mort. Pas de vue globale, mais des théories dont chacune est un outil défini par sa fonction. Le marxisme dont on faisait la science de l'histoire n'est plus, selon ses interprètes les plus notoires, qu'un arsenal d'instruments en vue d'une pratique politique. La notion de philosophie chrétienne est systématiquement déconsidérée chez nombre de croyants par les plus engagés qui s'en remettent à l'absolu de la foi et ne voient, dans les discours philosophiques et théologiques, que des phénomènes culturels et remplissant toujours une fonction sociologique, clandestine et suspecte.

Tout récemment, des théologiens qui voulaient mieux savoir tous ensemble ce qu'était et où en était la théologie, en sont venus à envisager la perspective, comme ils disaient, d'une "Église sans théologiens". Signe d'une époque livrée au vertige de la dispersion et à l'exaltation des différences. On crie aujourd'hui à la mort de Dieu, à la mort de l'homme ; ce nihilisme de cénacle, vite traduit en clameurs de la rue, revient à congédier les vérités unificatrices capables d'assurer les piliers et les voûtes qui font les synthèses et les cathédrales. Et si est recusé un penseur qui a vécu dans la passion de la synthèse, c'est que Teilhard de Chardin est en fin de compte, pour les obsédés de l'émiettement, beaucoup trop humaniste et beaucoup trop théologien.

Une autre raison qui, celle-ci, touche plus au contenu qu'à la forme de sa pensée, rend Teilhard inactuel. Si l'évolution est un thème capital de sa pensée, Teilhard n'est pas un évolutionniste vulgaire. L'évolution, pour lui, n'est pas une hypothèse qui fonctionnerait mieux ou moins mal que d'autres, elle est la loi, ou plutôt la vérité de l'univers, l'idée illuminante grâce à laquelle la réalité universelle n'est pas un écoulement irrationnel, mais un devenir orienté et par conséquent intelligible. L'évolution n'est rien d'autre que la réponse donnée par Teilhard à la question du temps. Car s'il y a évolution, le temps n'est pas un contenant indifférent à ce qu'il contient et il ne se résout pas non plus en une multiplicité indéfinie d'instantes. Le temps de la matière, le temps de la vie, le temps de l'histoire humaine ne sont plus étrangers l'un à l'autre mais composent ensemble un mouvement ascendant de maturation tel que, de palier en palier, se noue une totalité seule capable de donner au temps son ultime signification. Par l'évolution, et par elle seule, l'unité et la continuité d'un grand dessein donnent au temps figure et

substance. Victoire de l'un sur le multiple.

Teilhard affronte donc le problème du temps, le résout par le recours à l'évolution, et il sait qu'il le résout. Ambition démesurée, peut-être, mais aussi défi insupportable aux idéologies aujourd'hui régnantes et qui ne peuvent se développer ni même se formuler qu'en décidant, par décret préliminaire, que le problème du temps ne sera pas posé, mieux, que le temps, qui est l'intérêt premier de l'homme, ne sera jamais considéré en lui-même. Partout, en effet, est proclamé le primat sur le contenu vivant d'une forme ou d'une structure toujours identique à elle-même. En psychanalyse, en sociologie, en linguistique, il n'est bruit que du retour de l'antérieur, de permanences, de synchronies. L'histoire n'est plus qu'une suite pétrifiée de structures, mentalités ou intuitions qui ont défense de bouger mais apparaissent puis disparaissent d'un coup. Plus généralement, n'existent plus dans une succession que des termes qui se remplacent les uns les autres sans que soit jamais posée la question du passage de ce qui fut à ce qui est et de ce qui est à ce qui sera. Etrange besoin de sécurité pour des pensées qui se veulent révolutionnaires et ne se complaisent que dans de rassurantes immobilités.

Aussi, un penseur qui ne traite que de sujets devenus tabous, comme le temps et l'évolution, viole trop d'interdictions pour n'être pas mis en interdit selon le rituel de la tribu. En repoussant avec vigueur les mythologies du retour éternel, en découvrant, au cœur d'un temps qui ne recommence jamais en vain, la flèche évolutive qui désigne la cible, Teilhard a soulevé, et de la manière la plus vivante et la plus vitale, les inéluctables questions d'origine et de fin récusées par les anti-philosophies d'aujourd'hui. Le vieux mot sacré de Genèse a repris grâce à lui et un style nouveau et une neuve crédibilité. Car méditer sur le temps c'est s'exposer à évoquer au moins l'ombre de Dieu. Si une idéologie se définit plus par son utilité que par son contenu de vérité, il se pourrait que bien des idéologies fugitivement à la mode aient pour fonction d'épargner à l'esprit un face-à-face éprouvant avec le temps. La peur du temps est une forme de la peur de Dieu. Teilhard avait des raisons de ne plus avoir peur du temps.

L'INTUITION ORIGINALE

Une synthèse qui intègre même le temps, telle est la pensée teilhardienne. Un propos résolu d'unité a donc engendré une œuvre puissante qui est au moins une de ces hautes constructions dont le goût n'est affadi que passagèrement et ne saurait manquer de revenir lorsqu'on aura passé la saison des démissions de l'esprit. Cependant, le mot de construction est tributaire d'un regard trop extérieur et le terme d'unité lui-même se révélerait trompeur s'il ne se rapportait qu'à une ordonnance abstraite ou une correspondance esthétique qui feraient tenir ensemble, réellement ou idéalement, les éléments d'une architecture. Aussi, pour approcher Teilhard de plus près, vaut-il mieux parler d'une passion de

l'Un et se référer ainsi plus directement à une expérience spirituelle (car ces deux mots "passion" et "Un" disent exactement tout, et il suffira de les expliciter).

On se demande couramment qui était Teilhard, dans l'intention de le situer dans quelque une des catégories culturellement reçues : Teilhard était-il un savant, posé par le démon de la connaissance et qui aurait forcé les limites de la science pour lui faire dire plus et autre chose que ce qu'elle sait ? un poète saisi d'une ivresse panthéiste devant les splendeurs visibles ou cachées du cosmos et tenté, à chaque illumination, de faire de beauté vérité ? un métaphysicien traitant dans le style et avec les ressources de la modernité, les grands problèmes éternels de l'origine et de la fin, de l'être et du néant, du sens ou du non-sens ? un apologiste pressé de traduire les vérités chrétiennes dans une langue accessible aux enfants du siècle et de les rendre ainsi capables d'interpeller et d'inquiéter l'incroyance contemporaine ? un mystère favorisé d'un contact secret avec le mystère et impatient, sans souci excessif d'orthodoxie, de communiquer et de changer en incendie le feu qui s'est allumé en lui ?

De telles questions ne peuvent pas ne pas se poser et cependant chercher à quelle classe d'avance répertoriée peut bien appartenir Teilhard, le soumettre à un questionnaire bureaucratique d'identité, c'est se condamner à ne point comprendre une pensée vouée à déplacer les frontières et à contester les limites. Aucune désignation déterminée n'est valable et toutes les démonstrations peuvent convenir. Car Teilhard a été l'homme d'une intuition fondamentale, à la fois mystique et métaphysique, qu'on peut dire poétique par surcroît et surabondance et qu'il a inlassablement exprimée en multiples formules. Retenons la plus simple d'entre elles : *Une seule chose est voulue, une seule chose se fait à travers l'agitation universelle* (2). Qu'on parle d'intuition ou d'intelligence, de foi, de savoir ou de vision, les précisions épistémologiques viendront ensuite. Il s'agit d'une conviction première indéradicable, sans doute plus éclairante que claire et qui relève de ce que Teilhard appellera aussi bien sens mystique que sens cosmique, et dont il dira, redoublement de la formule précédente, qu'il est *un pressentiment de l'unité totale du monde, par delà sa multiplicité présente et sentie* (3). Sens mystique ou sens cosmique, qui peut être chez beaucoup paralysé ou endormi, mais dont un nombre croissant d'hommes sera capable à mesure que l'univers poursuivra sa marche en avant. Unité totale, une seule chose, c'est-à-dire non une loi universelle ou un jeu esthétique, mais une réalité concrète et vivante ; comment alors ne pas la chercher avec passion avant même de découvrir, comme dira Teilhard, qu'elle est souriante comme un visage et fascinante comme un abîme ?

Une intuition, en se communiquant par la parole, se fait affirmation, et l'affirmation en l'homme ne se sépare pas d'une négation qui est, non pas sa limite et sa face d'ombre, mais le secret ressort de sa force. Et puisque tout consentement décisif emprunte son éclat à une

constellation de refus, une affirmation de l'absolument nécessaire impliquera une négation de l'absolument impossible. Négation logiquement intégrée à l'affirmation mais qui lui est psychologiquement antérieure, à la manière dont son démon prévenait Socrate des chemins interdits.

Le grand refus préliminaire sans lequel Teilhard n'aurait pas été Teilhard ou, si l'on préfère, son impossible propre, était déjà contenu dans les formules de son affirmation majeure : la vérité dernière et la réalité profonde du monde ne sauraient résider dans la pluralité des choses et des êtres, pluralité incontestable et agressive, superficiellement séduisante et profondément décourageante. Pluralité qui est donnée irrécusable des sens, de la science et de la conscience. Nous sommes, et toutes choses avec nous, atomes, molécules, monades. *L'atomicité profonde de l'univers*, écrit Teilhard, *s'exprime dans les gouttes de pluie et le sable des grèves. Elle se prolonge dans la multitude des vivants et des astres. Et même elle se lit sur la cendre des morts.* La cendre des morts, symbole et réalité d'une pluralité descendue à son dernier degré d'insignifiance, infiniment proche du néant et qui

serait le dernier mot du monde si on le lisait à contre-sens. Toute l'ambition de Teilhard sera de convaincre de mensonge la cendre des morts et de nous presser de choisir entre deux mondes : ou une totalité divinisable, ou bien terne ? scintillante ? peu importe la danse insensée des poussières, qui ne fait pas un monde.

UNE VICTOIRE SUR LE NON-SENS

Teilhard est allé jusqu'à parler du *mal de pluralité*, et c'est l'angoisse de ce mal qui nourrit en son esprit la passion de "L'Un". L'être au pluriel, la dispersion de l'être, ni le métaphysicien ni le mystique ne sauraient s'y résigner. Le sens ne peut venir au monde que par l'unité et tel qu'il nous est proposé le monde est bien fait pour nous faire douter de l'unité. Certes, à mesure que l'on monte de la matière à la vie, de la vie à la pensée, des unités se constituent, de plus en plus centrées, de mieux en mieux organisées, sous forme d'individus vivants et pensants ; mais cette rose parmi les roses, cette abeille parmi les abeilles, cet homme parmi les hommes, sont des êtres clos, fermés sur eux-mêmes, chacun séparé du semblable comme du dissemblable et promis, par le jeu et la nécessité de la reproduction, à une indéfinie pluralité.

Teilhard de Chardin, en 1926, dans le laboratoire de Paléontologie du Muséum avec le professeur Boule

Vague de front de l'univers, l'humanité porte à son comble cette pluralité en faisant la dure expérience de la séparation et de l'incommunicabilité des consciences, émiettement éprouvant que ne saurait compenser ou racheter le concept abstrait d'espèce humaine. La mort, retour d'une unité au multiple, condition d'une pluralité incessamment renouvelée, marque de son sceau cet aspect négatif du monde qui empêcherait, s'il était insurmontable, qu'il y ait vraiment un monde. Car un monde irréparablement au pluriel est un monde littéralement décomposé.

On comprend alors pourquoi, inlassablement, Teilhard dit et redit que la pluralité est en elle-même, *effrayante, affolante et désespérante*. Et même si on n'accordait pas à Teilhard la solution du problème et sa vision d'un monde en voie et en travail d'unification par l'appel immanent et transcendant de l'Un, il resterait l'interrogation elle-même qui harcèle tout homme ouvrant sur le monde les yeux de l'esprit. A moins qu'il ne se dérobe par peur de la peur et fuite devant l'angoisse. Evoquant *les milliards d'êtres humains toujours grossissants* et qui représentent une prodigieuse et intolérable dispersion de richesses et d'énergie, Teilhard ajoutera que si nous ne sommes pas profondément bouleversés *par cette énorme pluralité* (Teilhard est alors à Pékin, plongé dans l'immensité des masses chinoises), *c'est que nous cherchons à ne pas la voir, parce qu'elle nous effraierait et nous étoufferait comme une prolifération aveugle et déchaînée*. Le vertige que décrit ici Teilhard ne relève pas d'un pathétique équivoque, il appartient, non à la chair, mais à l'esprit qui entre en effroi en présence d'une pluralité en elle-même absurde. Angoisse désintéressée qui n'est rien d'autre que la lucide conscience de cette menace de non-sens que la pluralité fait peser sur le monde, et qui n'ouvre la voie à une mystique que parce que, dans sa pureté métaphysique, elle est libre de troubles et de sentimentalités. Libre dans l'esprit.

La pluralité n'est jamais plus insupportable que lorsqu'elle paraît culminer dans quelque dualité impossible à résoudre ou à dissoudre. L'homme Teilhard s'est d'abord éprouvé double, savant d'une exacte probité scientifique, chrétien et religieux de rigoureuse fidélité et il était de ceux qui ne se supportent pas divisés. Le cheminement est toujours le même; l'impossible rejeté ouvre la voie au nécessaire voulu et attendu. Il fallait, et l'impératif était absolu, que ceci, la passion de la terre, et d'une terre en croissance, notamment par l'avancée des lumières et le progrès de la conscience et du savoir, ne soit pas contraire à cela qui s'appelle passion du salut dans l'absolution du mal et le retour à Dieu, douloureux et laborieux d'abord, triomphal à la fin, de tout ce qui aura eu, en ce monde, réalité et valeur. Non pas deux passions, ce serait la mort de la passion. La passion est une ou elle n'est pas.

La question, pour Teilhard, ne pouvait être de choisir son camp, comme nous en pressent les antagonismes philosophiques et politiques inévitables si les dualités, et

par conséquent les duels, sont la fatalité du monde et de l'histoire. Par exemple, entre matérialistes et spiritualistes, les "Fils de la Terre" et les "Amis des idées", comme Platon les appelait et dont il annonçait que le combat de géants durerait autant que le monde. Et si le monde était jusqu'au bout double, il nous provoquerait ainsi à des lectures inconciliables et polémiquement affrontées. Teilhard se gardera de négocier entre ceci et cela des éclectismes, des compromis et même des complémentarités, complaisants arrangements que la passion de l'"Un" abhorre davantage encore que les partialités les plus abruptes. Ici aussi, du refus sans repentance surgira l'exigence libératrice: s'il est intégralement fils de la terre, sans tricherie aucune avec les puissances visibles ou invisibles qui habitent ce monde, le matérialiste sentira naître en lui "l'Ami des Idées", et s'il découvre dans l'Idée toute une vertu transformatrice et transfiguratrice du réel, le spiritualiste se saura pleinement "Fils de la Terre". En ce sens déjà cherchait Platon. Puisse Teilhard avoir trouvé!

Le mal de la dualité ne se manifeste pas seulement dans le conflit des vocations ou la concurrence des systèmes. Il n'est pas, et on atteint ici la pointe la plus aigüe de l'angoisse, sans crucifier le cœur de l'homme. Chacun de nous sait qu'il vient de très loin et pressent le poids que pèsent les hérédités et les héritages qui ont contribué à le faire ce qu'il est; il devine aussi que dans le présent toujours renouvelé de son existence, il est assailli par un flot d'informations et d'influences qui accentuent sa dépendance avec, de proche en proche, le reste du monde, au point que fleurissent les doctrines réductrices qui font de l'homme un paquet de rapports sociaux; mais l'homme ne serait pas l'homme s'il n'éprouvait aussi, au-dedans de lui, sa différence, sa singularité, sa subjectivité rebelle, dans le secret, à toute objectivation. Tels sont les deux visages de l'homme, solidaire, mais aussi solitaire, comme disait Camus. Or il y a une anxiété de la dépendance subie, qui semble dissoudre l'être dans les déterminismes antérieurs et extérieurs et il y a aussi une anxiété de la solitude: si je suis enfermé dans la forteresse imprenable de ma différence solitaire, si je ne connais d'autrui, fut-il le plus proche, qu'une ombre sur mon mur, mon être, incapable de saisir et d'être saisi ne se trouvera-t-il pas aussi réduit à l'état de fantôme? Mais du conflit de ces anxiétés contraintes surgira l'ultime angoisse, celle du partage de l'homme entre deux vérités inconciliables si toutes choses sont immobiles dans leur dispersion; je suis du monde, donc à tous et au tout, je suis irréductiblement moi-même dans mon intimité. Angoisse de la dualité. Ici encore, ici enfin, il n'y aura d'issue qu'en avant et en haut, à condition de ne raturer aucune réalité, de ne sacrifier aucune vérité et au prix d'un renversement radical grâce auquel l'individu, relié et isolé, verra la solidarité subie changée en libre communion avec le tout et sa solitude en différence personnelle, indispensable à l'accomplissement dernier de chacun et de tous. Ou le problème reste sans solution, ou il sera résolu par la découverte d'une *union qui différencie*, pour rappeler la formule maîtresse de Teilhard.

UNE MARCHÉ A L'ACCOMPLISSEMENT

La passion de l'Un, ce raccourci n'éclaire bien Teilhard que si le mot de passion s'entend en deux sens qui se correspondent l'un l'autre dans l'unité d'une même expérience spirituelle. La passion, c'est la souffrance que fait subir au désir le malheur de l'absence et de l'impossible. La passion, c'est aussi l'élan irrésistible et exaltant qui rassemble et tend toutes les puissances de l'âme vers l'absolu d'un accomplissement. La passion de l'Un n'est la vérité de Teilhard que parce qu'elle est, selon Teilhard, la vérité même du monde. Le monde d'abord réalise la passion de l'Un. Car sa figure est multiple et l'Un y est éprouvé comme absent et impossible. Mais que les hommes qui ont vocation de porter et de faire avancer le monde l'arrachent à la fixité et à la pluralité, qu'ils le ressaisissent et le vivent dans un mouvement qui, reliant le temps au temps, lui restitue sa continuité et sa mobilité dans l'unité d'un vaste dessein, le monde, irrésistiblement tendu vers cet accomplissement que Teilhard situe en ce qu'il appelle le point Oméga sera, mais cette fois dans le sens le plus positif du mot, la passion de l'Un.

Quelques uns s'étonnent polémiquement de l'optimisme démesuré qui serait le dernier mot de la pensée teilhardienne. On ne récusera pas ce terme d'optimisme, à condition de ne pas oublier que l'optimisme n'est pas le contraire rhétorique du pessimisme et qu'un optimisme est méprisable intellectuellement et spirituellement s'il n'est conquis, à chaque instant, par effort ou par grâce, sur la menace du pire ; s'il ne chemine pas, comme le chevalier de Dürer, dans l'inconfortable compagnie de la mort et du diable. La possibilité du tragique est constamment et virtuellement présente dans le monde de Teilhard où il n'y a, comme il se doit, d'espérance que par rapport à un désespoir surmonté. L'effroi de Pascal devant le silence des espaces infinis a sa correspondance teilhardienne dans cette absence de l'Un que fait redouter l'indéfini du multiple. Et ce n'est pas sans raison qu'aux deux infinis pascaliens de l'infime et de l'immense, Teilhard a ajouté l'infini de complexité qui comporte, lui aussi, une menace de silence. Et bien que leur métaphysique et leur mystique soient aussi opposées que possible, il y a en Teilhard comme en Pascal un dépassement et une transfiguration de l'angoisse que réalisera, non la joie d'une élection singulière, mais la passion de l'Un. Sans l'unité, ou plus exactement l'Un qui comprend, achève ou rachète la multitude des êtres, tous et chacun, rien ne vaut et rien n'est. Raisonnement par l'absurde qui est la clé de voûte de la pensée teilhardienne et d'où il suit que l'Un ne peut pas ne pas exister. Argument ontologique par lequel se joignent en Teilhard, comme en Saint-Anselme, la métaphysique et la mystique. Le mouvement de pensée qui, dialectiquement, va de la possibilité à l'impossibilité du non-sens désigne d'un même élan le nécessaire, tout en gardant la mémoire d'une traversée difficile et périlleuse. Aussi, les paroles les plus optimistes de Teilhard portent-elles, comme les cicatrices d'un combat, la marque de l'angoisse passée et dépassée. *Qu'importent*, dira par exemple Teilhard, *les millions*

d'années et les milliards d'êtres qui nous précèdent, si ces gouttes innombrables forment un courant qui nous porte en avant (4).

UN MONDE CONSACRÉ DANS LE CHRIST

Reste une ultime difficulté. Où nous porte le courant qu'on vient de dire ? Si l'Un est nécessaire, quelle figure lui donner ? S'agit-il, au terme d'une évolution qui n'est pas encore achevée, d'une humanité enfin constituée en un seul corps qui aurait dénoué ses conflits et effacé ses frontières et qui, donnant un terme à la croissance du monde, vivrait d'une ardente vie communautaire, chacun se reconnaissant en tous et tous en chacun ? S'agit-il d'une réintégration du monde et de l'humanité dans une unité transcendante à l'histoire, les apparences plurielles de l'espace et du temps étant dissipées pour la gloire de l'Un transcendant dont le véritable nom serait Dieu ? Teilhard ne serait pas Teilhard s'il n'avait tenté de donner à ce dernier embarras une solution décisive. Il convient ici plus que jamais de parler d'expérience spirituelle, car l'inspiration en est venue à Teilhard au cours d'une méditation de ce qu'il y a de plus central et de plus spécifique dans la foi catholique, la présence eucharistique.

Sous le couvert d'histoires imaginaires, écrites sur le front de Verdun, au plus épais de la première guerre mondiale, et mises fictivement sur le compte d'un camarade qui, dans la familiarité d'une mort prochaine, aurait apprivoisé le mystère du monde, Teilhard fait confidence d'une vision, ou plutôt d'une vue, qui détermina jusqu'au bout la manière dont il a pensé et vécu le christianisme. La petite hostie, sous ce regard illuminé se défaisait et se dissolvait, en s'élargissant infiniment, pour laisser apparaître à sa place le Christ lui-même, devenu visible sous la forme de l'univers remembré, unifié, centré par la présence et l'action humano-divines de son Seigneur. Le monde est cette matière qui prend tout son sens en devenant le corps du Christ, dans un mystère d'abord caché et qui deviendra visible au jour du dernier accomplissement, cette Parousie dont Teilhard a été le prophète et le voyant. Ainsi s'expliquent les accents de la fameuse "Messe sur le monde" célébrée au cours d'une croisière asiatique : *Puisque, dira Teilhard, je n'ai aujourd'hui Seigneur, moi, votre prêtre, ni pain, ni vin, ni autel, je vais étendre mes mains sur la totalité de l'univers et prendre son immensité comme matière de mon sacrifice.* On méconnaîtrait le plus profond de cette audacieuse liturgie si on confondait cette immensité avec les pays muets qui s'étendent longuement dans les plateaux et les déserts de l'Asie Centrale. Ce déploiement superbe et décevant n'est que l'extérieur et l'indice d'un repliement plus secret sur une autre, encore invisible et plus immense immensité. Immensité vertigineuse et apaisante au sein de laquelle est convoqué le monde en travail d'enfantement, comme disait Saint-Paul. Monde qui est appelé à s'inscrire pour le constituer et l'achever dans le corps du Christ.

Teilhard n'est donc pas un adorateur extasié de ces apparences du monde dont on a assez dit que, dans leur pluralité de séparation et d'exclusion, elles trahissent le monde. Affirmer que le corps du Christ n'est rien d'autre que l'univers totalisé, c'est dire que le monde n'est vraiment le monde que lorsque tel qu'en lui-même le change la consécration, il se fait offrande à Dieu dans et par le Christ. On comprend dès lors comment la passion de l'Un chez Teilhard l'a amené à découvrir ce qu'il a souvent appelé l'identité du christique et du cosmique. Le mystère chrétien comble alors le plus profond désir humain dès lors que la formule sacrée : "ceci est mon corps" annonce le salut du monde et opère ce qu'elle signifie.

Se trouve alors levée l'incertitude qui demeurait. Que le monde aille se totalisant, ce mouvement est celui d'une nature en instance d'achèvement, pour maintenir la classique distinction entre le naturel et le surnaturel. Mais cette totalité n'est pas encore effective ; si forte qu'en soit l'exigence, elle ne se dessine qu'idéalement et virtuellement comme une pressante possibilité, celle-là même qu'évoquerait une messe sur le monde non sacramentaire et relevant d'une religion naturelle qui est toute d'attente et d'espérance. Le Fils de Dieu incarné dans le monde est la réponse — surnaturelle, mais assumant et illuminant au dedans le tout de la nature — à cette attente et à cette espérance. La possibilité est devenue réalité. La ligne virtuelle d'achèvement et de sens a été réécrite en traits de feu.

Qu'en communiant au Christ on communique au monde et qu'en communiant au monde, on communique au Christ, cette conviction, qui est aussi une vision, a été la foi de Teilhard. Quelques semaines avant sa mort, en mars 1955, Teilhard confessait sa fidélité à cette foi et à cette vision d'un monde unifié dans le Christ qui n'avait cessé, disait-il avec simplicité et humilité, de le remplir d'admiration et d'étonnement.

AUDACES ET LIMITES D'UNE MYSTIQUE

En tentant d'expliquer ce que peut-être la passion de l'Un, on n'a dégagé qu'un axe, à vrai dire capital, de la pensée de Teilhard. Beaucoup resterait à dire. Par exemple comment cette mystique et cette métaphysique de l'Un, qui sont une reprise créatrice d'une grande tradition illustrée par les noms de Plotin et de Spinoza, pourrait permettre un renouvellement d'une théologie trop exclusivement tributaire des métaphysiques de l'être. Cette théologie, dont Teilhard a proposé quelques téméraires esquisses, pourrait n'être pas incapable de renouveler la doctrine de la création, plus digne de la générosité divine si la création cesse d'être un acte arbitraire qui ferait le monde inessentiel et accidentel et si elle est une action unifiante répondant à une imploration d'être. Retrouvant et justifiant par de neuves raisons les thèses trop oubliées des docteurs franciscains Bonaventure, Duns Scot, mais aussi bien les grands oratoriens Bérulle, Malebranche, cette même théologie articulerait mieux ensemble Création, Incarnation, Rédemption, en faisant

de l'Homme-Dieu — alpha et ômega — la raison d'être suprême d'un monde devenu, par la descente du Verbe, intelligible et sacré. Certes, la passion de l'Un définit une expérience religieuse parmi d'autres possibles, réelles, celle d'un Pascal où la présence de Jésus est éprouvée dans l'oubli du monde et de tout, hormis Dieu (5) alors que, pour Teilhard, c'est par la médiation du monde et du tout que se manifeste dans le Christ la présence de Dieu. Ou encore de Simone Weil pour laquelle Dieu, absolu du Bien, est au-delà du monde et à cette réalité, écrit-elle, répond... au cœur de l'homme cette exigence d'un bien absolu qui y habite toujours et ne trouve jamais aucun objet en ce monde (6). Autre mystique, autre métaphysique, qui sont hors de notre propos et en indiquent les limites. Car les passions les plus illuminantes ne percent jamais toutes les ombres et si on sépare chez Teilhard métaphysique et mystique, sa doctrine du mal, de la liberté, de la personne, pourront soulever des difficultés dont il ne convient pas de débattre aujourd'hui et en ce lieu. Lorsque Jacob, luttant avec l'invisible et prolongeant follement le combat au-delà de l'aurore, revient parmi les hommes, blessé et boiteux, qui oserait faire polémique et dérision de sa vulnérabilité ?

Aussi vaut-il mieux qu'à la fin une voix faible et médiocre s'efface devant une parole propre de Teilhard, l'une de celles où sa pensée se fait adoration, de façon à ce que, en réparation de tant d'injustices et de méconnaissances, sa prière devienne, ce soir, prière unanime, incontestable, dans la cathédrale :

Non, Seigneur, vous ne me demandez rien de faux ni d'irréalisable. Mais simplement, par votre Révélation et votre Grâce, vous forcez ce qu'il y a de plus humain en nous à prendre enfin conscience de soi-même. L'Humanité dormait — elle dort encore — assoupie dans les joies étroites et les amours fermées. Une immense puissance spirituelle sommeille au fond de notre multitude, qui n'apparaîtra que lorsque nous saurons forcer les cloisons... et nous élever à la vue habituelle et pratique des réalités universelles... Jésus sauveur de l'activité humaine, Jésus sauveur de la peine humaine, soyez le salut de l'unité humaine en nous forçant à abandonner nos petites et à nous aventurer, appuyés contre Vous, sur l'Océan inconnu de la Charité (7).

Ainsi pensait, ainsi priait le Père Teilhard de Chardin.

Etienne BORNE

(1) Jacques Maritain, *Le Paysan de la Garonne*, p. 175.

(2) *Ecrits de Guerre*, p. 102, n° 1.

(3) *Quelques Remarques*, Œuvres édition du Seuil, II, p. 227, 51.

(4) *Phénomène Humain*, p. 253, O.S. I

(5) *Mémorial*.

(6) *Ecrits de Londres*, p. 169-170.

(7) *Milieu Divin*, O.S. 4, p. 186-187.

LE POINT DE VUE DE JEAN BOISSONNAT

Europe n° 1

Nos lecteurs pourront lire dans chaque numéro de "France-Forum" le texte de quelques-unes des chroniques matinales de Jean Boissonnat à Europe n° 1. Nous remercions vivement notre ami Jean Boissonnat et Europe n° 1 de nous autoriser cette publication.

Socialisme et colbertisme

Aucun changement notable n'a été apporté au projet des nationalisations. On y trouve les 5 grands groupes industriels et les 36 banques avec leurs filiales qui figuraient dans les textes initiaux du gouvernement. Simplement l'indemnisation des actionnaires sera un peu plus généreuse, sans qu'on sache exactement combien il en coûtera. Certainement plus de 30 milliards de francs.

La détermination du Chef de l'Etat sur ce dossier devrait être réaffirmée dans sa conférence de presse. Sans doute François Mitterrand s'est-il convaincu — en observant les vicissitudes des expériences sociales démocrates dans les pays scandinaves et ailleurs — que les socialistes n'avaient pas vraiment le pouvoir tant qu'ils ne détenaient pas une fraction notable du pouvoir économique à travers la propriété des entreprises et des banques.

C'est un choix qui correspond à une certaine tradition du mouvement socialiste, mais pas à toutes ses traditions. Un choix qui se situe entre la collectivisation telle qu'on la pratique à l'Est et l'économie de marché telle qu'on l'a définie à l'Ouest, y compris dans les pays à gouvernement socialiste comme l'Allemagne.

Ce choix rencontre relativement peu de résistance dans l'opinion publique française parce qu'il côtoie une autre tradition nationale : celle du Colbertisme, c'est-à-dire de l'intervention de l'Etat même non socialiste dans l'économie. Certes, le dirigisme, c'est-à-dire l'intervention de l'Etat, n'est pas le collectivisme, c'est-à-dire la propriété de l'Etat. Mais les deux idéologies ne sont pas

contradictoires... dès lors que les libertés individuelles ne se retrouvent pas remises en cause. Disons pour simplifier qu'entre le Colbertisme d'un Michel Debré et le socialisme d'un François Mitterrand, il peut y avoir quelques points communs, comme un vague cousinage.

En outre, l'opinion est d'autant moins émue par ce surplus de nationalisations qu'elle sent la menace du chômage... et se réfugie sous les ailes de l'Etat pour s'en protéger. Ce qui comporte d'ailleurs une part d'illusion, car quand on observe l'évolution des effectifs de grandes entreprises nationales — comme la SNCF, les Charbonnages et même Renault — au cours des dernières années, on constate qu'il y a eu de nombreuses suppressions d'emplois dans le secteur nationalisé.

C'est que l'économie est une réalité vivante. Les marchés se déplacent. Les produits se transforment. Les techniques sont bouleversées. Aucune nationalisation ne peut nous garantir contre le fait que le marché polonais se ferme quand le marché mexicain s'ouvre ; qu'on fabrique les voitures davantage avec des robots et moins avec des hommes ; que l'électronique envahit tous les secteurs, y compris les bureaux.

Les deux risques que prend le gouvernement avec cette vague de nationalisations, c'est d'abord de croire qu'on a le pouvoir quand on a la propriété : ces entreprises nationalisées peuvent devenir autant de féodalités au cœur même de l'Etat, et des féodalités d'autant plus dangereuses qu'elles feront payer leurs erreurs par les contribuables. C'est ensuite d'imaginer qu'un planificateur voit plus clair qu'un vendeur sur le goût du client. Car en fin de compte, l'entreprise n'a qu'un maître : ce n'est pas son

patron, ce n'est pas sa banque, ce n'est pas son personnel, ce n'est pas l'Etat, c'est sa clientèle.

24.9.1981

L'Economie du Président

En consacrant la plus grande partie de sa conférence de presse à l'économie, François Mitterrand a certainement répondu aux préoccupations des Français. Même s'il a pris un risque. L'économie n'est pas le terrain qui lui est le plus familier. On l'a senti à quelques erreurs de chiffres ou à quelques remarques sans rapport avec la réalité. Mais de Gaulle non plus, après tout, n'était pas un économiste. Or, ce François I^{er} est plus par son style un Charles II, qu'un autre Georges ou qu'un autre Valéry. La France reste une monarchie républicaine avec la gauche comme avec la droite... C'est même l'un des enseignements de cette conférence de presse.

Malgré une vision que certains jugeront partielle ou partielle, des réalités économiques, le Chef de l'Etat a tout de même pris conscience qu'on ne pouvait pas à la fois taxer l'outil de production, et encourager les entreprises à créer des emplois. Aussi a-t-il annoncé un aménagement important du futur impôt sur la fortune. C'est le fait essentiel de cette conférence de presse.

L'entrepreneur pourra déduire du montant de l'impôt, le montant de ses nouveaux investissements. C'est un encouragement à investir, peut-être dans certains cas à faire des investissements discutables pour échapper à l'impôt. Cela ne résoud pas non plus le problème des entreprises en difficulté, qui peuvent avoir beaucoup de machines et beaucoup de bâtiments sur lesquels on calculera l'impôt sur le capital, sans disposer de ressources pour investir, c'est-à-dire des entreprises qui devront payer l'impôt sans en avoir les moyens. Mais pour l'essentiel, les aménagements annoncés par le Président de la République, en même temps qu'un futur allègement de l'impôt sur les plus-values, devraient quelque peu rassurer les chefs d'entreprise.

Est-ce pour mieux faire passer ces modifications auprès de ses amis socialistes que François Mitterrand a repris les vieux refrains sur le mur d'argent et sur les P.M.E. qui seraient "la chair à pâté" du grand capital? C'est possible. Il ne faut pas en exagérer la portée.

La priorité à l'emploi reste ainsi l'article premier de la politique gouvernementale. Les membres du gouvernement présents à la conférence de presse ont dû ressentir comme une mise en garde les propos du Président sur le fait que le chômage actuel ne serait pas de la responsabilité des socialistes, mais que dans quelques mois on ne pourrait plus le dire.

Plus discutabile paraîtra la philosophie sous-jacente aux analyses économiques du Président. Une philosophie à base de nationalisations, de dirigisme et de reconquête du marché intérieur contre les produits étrangers.

On nous promet de fabriquer des motos françaises et des appareils de haute fidélité tricolores. Attendons pour voir... Chacune de ces préoccupations prises isolément peut se comprendre. Mais toutes ensemble ne tournent-elles pas le dos simplement à la réalité?

Si on nationalise pour éviter la mainmise de l'étranger, comme l'a déclaré le Président, comment justifier que Renault que l'on nous cite toujours en exemple, ait racheté American Motors, Peugeot, repris Chrysler, et Paribas, récupéré Schneider chez les Belges. *L'économie moderne chevauchera les frontières ou elle régressera.* L'alternative au capitalisme sauvage n'est certainement pas un socialisme national — je ne dis pas, bien entendu, un national socialisme... Or, n'est-ce pas vers ce socialisme national que nous conduit, peut-être inconsciemment, l'économie du Président?

25.9.1981

Le mur d'argent

Le mur d'argent. Il existe. Mais ce n'est plus celui auquel faisait allusion Edouard Herriot dans les années 20, au temps du Cartel des gauches. C'est-à-dire, celui des régents de la Banque de France, alors encore institution privée, des représentants des fameuses 200 familles, des grandes fortunes de l'époque qui pouvaient refuser à l'Etat de financer son édifice budgétaire.

Le mur d'argent aujourd'hui, est d'une toute autre nature. Il n'en est pas moins redoutable; surtout pour ceux qui ne le voient pas! Le mur d'argent c'est celui qu'un gouvernement construit de ses propres mains en s'endettant à l'excès, chez lui et, plus grave encore, à l'extérieur. C'est le cas de la Pologne, par exemple dont les fins de mois dépendent désormais, du bon vouloir de Moscou, des banques et des états occidentaux. C'est la situation du Zaïre et de beaucoup d'autres pays Africains, qui ne peuvent pas payer leurs fonctionnaires, sans l'argent du Fonds monétaire ou des pays amis parmi lesquels la France, mais dont l'amitié n'est jamais sans contre-partie.

Le mur d'argent, c'est l'argent américain, sans lequel Israël ne pourrait survivre, et qui a permis à Washington de contraindre Begin au traité de paix avec l'Egypte.

Le mur d'argent, ce sont les pays pétroliers qui disposent de 100 milliards de dollars d'excédents, à la suite des dernières augmentations des prix du pétrole. C'est l'argent lybien qui nourrit au Tchad, au Maroc, et ailleurs, une stratégie bien précise.

La France est-elle à l'abri de ces nouveaux murs d'argent? Bien sûr que non. Elle le reconnaît d'ailleurs. Pourquoi croyez-vous donc que nous ne nationalisons pas les filiales des banques étrangères en France? Parce que ces mêmes banques, installées dans le monde entier, pourraient en quelques jours, ruiner le crédit de la France à l'extérieur.

Lorsque le Président de la République se rend en Arabie Saoudite pour parler politique, tandis que dans les couloirs ses experts négocient un prêt de Riyad à la France, ne prend-il pas le risque de construire lui aussi un mur d'argent qui pourrait limiter un jour, sa liberté de mouvement ? N'est-ce pas ce qu'avait fait, bien imprudemment, Valéry Giscard d'Estaing avec le Shah d'Iran lequel, avant l'Arabie, avait déposé une somme rondelette en dollars à la Banque de France ? Ce dépôt a certainement eu des conséquences sur notre politique vis-à-vis de l'Iran, quand le régime du Shah paraissait pourtant déjà condamné.

Méfions-nous donc de construire nous-mêmes, les murs d'argent que nous dénonçons, si un jour nous devions nous endetter sans mesure sous prétexte que notre position géographique nous rend nécessaire à nos alliés, et que notre prestige politique peut séduire le reste de l'univers. Il n'y a pas de mur plus redoutable que ceux qu'on ne voit pas, parce qu'on les a bâtis sans le savoir.

28.9.1981

Le virage budgétaire

Davantage de dépenses, davantage d'impôts, davantage de déficit. Les adversaires du gouvernement ne manqueront pas de dire que ce budget 82 est typiquement socialiste.

En effet, l'Etat augmente ses dépenses d'un seul coup, c'est-à-dire d'une année sur l'autre de 27,5 %. C'est considérable. De même, il augmente les prélèvements obligatoires sur les revenus des citoyens. Certes, en apparence, le prélèvement fiscal n'est pas modifié, c'est-à-dire que l'impôt devrait augmenter autant que les revenus, après une forte redistribution, en vertu de laquelle, pour certaines catégories, l'impôt augmenterait moins que les revenus, tandis que, pour d'autres, il augmenterait beaucoup plus.

Mais le citoyen français ne paye pas que des impôts à l'Etat, il paye aussi des cotisations à la Sécurité Sociale. Quand on parle de pression fiscale, il faut additionner les deux, car les cotisations ne sont pas moins obligatoires que les impôts. Or les documents officiels qui viennent d'être publiés avouent très clairement que ce total des impôts et des cotisations sociales passera de 42,4 % des revenus cette année à 43,3 % l'an prochain. Il y a donc bien alourdissement. Et il pourrait même être plus fort que cela, si les revenus n'augmentaient pas autant que c'est prévu. A ce sujet, rien n'est garanti.

Ainsi, sur ce point précis de la stabilisation de la pression fiscale et sociale, au niveau atteint à la fin du dernier septennat, François Mitterrand n'aura pas pu tenir son engagement pourtant maintes fois réaffirmé pendant sa campagne électorale.

Malgré cet alourdissement des charges fiscales et

sociales, le déficit du seul budget de l'Etat dépasse 95 milliards de francs en début d'exercice. Il s'alourdit toujours en cours d'année, et il faudra lui ajouter éventuellement des déficits sur la Sécurité Sociale, l'assurance chômage, les collectivités locales et les entreprises publiques. On risque d'être plus près de 150 milliards de francs de déficit global à la fin de l'an prochain que de 100 milliards.

Cela dit — qui peut paraître critique — comprenons bien la philosophie de ce budget. Elle est à la fois économique et sociale. Sur le plan économique, il s'agit de relancer la production. Au lieu de le faire en poussant à la hausse des salaires, ce qui risquait d'augmenter le nombre des entreprises en faillite, le gouvernement essaye d'y parvenir par le déficit budgétaire. C'est une technique que beaucoup d'autres pays, y compris l'Allemagne et le Japon ont déjà utilisé. Avec des succès mitigés, au point que l'Allemagne s'efforce aujourd'hui de revenir en arrière.

Sur le plan social, il s'agit d'abord de créer des emplois : 125 000 fonctionnaires de plus en 18 mois. Il s'agit aussi d'imposer un vaste effort de solidarité, parfaitement justifié dans une période difficile et dont le nouvel impôt sur la fortune est le meilleur symbole, sinon le plus rentable.

Il y a donc de la part du gouvernement une volonté de cohérence dans tout cela. Le résultat sera-t-il à la hauteur de l'objectif ? Nul ne peut le garantir aujourd'hui. La vraie difficulté est qu'en cas d'échec ce sera très difficile et très long de revenir en arrière. C'est-à-dire qu'il y aura encore plus de déficit et qu'il faudra encore plus d'impôts. Pourvu que ça réussisse !...

1.10.1981

La sauce d'une dévaluation

En France, comme partout, il y a des mots "tabou" : c'est ainsi qu'on n'a pas le droit d'être "social démocrate" si l'on veut réussir en politique. Il faut être socialiste, sinon on est de droite. De même, il ne faut pas parler de "politique des revenus" parce qu'immédiatement, on traduit par "police des salaires". Les syndicats voient rouge et l'on n'en sort pas.

Jacques Delors n'avait donc pas la tâche facile, au Conseil des ministres, lui qui est fondamentalement social démocrate et qui croit que la politique des revenus peut être au moins aussi efficace que le matraquage monétaire ou que le corsetage budgétaire pour freiner la vie chère.

Le débat sur ce terrain n'est pas entre la droite et la gauche. Même pas entre le P.C. et le P.S. (et pourtant...) ; c'est un débat typiquement socialo-socialiste, exactement comme sur l'énergie nucléaire.

Pour avancer, il faut cacher sa social démocratie et

maquiller sa politique des revenus.

Le programme de lutte contre l'inflation adopté par le gouvernement pour accompagner la dévaluation du franc n'était donc pas facile à mettre sur pied. Il s'agissait de faire un peu le contraire de ce qu'on fait depuis 5 mois, où on ne parle que de relance pour lutter contre le chômage. Un tel changement ne peut s'opérer que dans le flou et sans qu'on sache s'il ira à son terme.

En matière de prix, les décisions avaient déjà été arrêtées : blocage des services et des produits les plus courants ; surveillance des autres prix. Tout cela c'est facile à faire, car les Français s'imaginent, tous les sondages le prouvent, qu'on arrête l'inflation en bloquant les prix. Le gouvernement est plus avisé : il ne bloque pas vraiment, mais il encadre et il surveille.

Du côté des salaires, c'est évidemment beaucoup plus délicat. Les pouvoirs publics expriment des intentions, esquissent des procédures mais se gardent bien de fixer des normes, encore moins de bloquer quoi que ce soit. L'idée est d'obtenir l'accord des Syndicats et du Patronat sur une décélération parallèle des prix et des salaires pour les maintenir au-dessous de 10 % en 1982. On dirait par exemple : pas de hausse des salaires supérieure à 2,5 % par trimestre, mais si au bout de deux trimestres les prix avaient augmenté de plus de 5 %, on discuterait du rattrapage pour combler le pouvoir d'achat perdu. L'Etat donnerait l'exemple dans le secteur public. Le secteur privé serait encouragé à le suivre sans y être contraint. Mais tout cela doit encore faire l'objet de négociations.

Côté budget, ce n'est pas plus facile puisque le projet de loi de finances pour 1982 vient tout juste d'être présenté. On ne va pas se déjuger à 8 jours d'intervalle. On fait mine de bloquer 15 milliards de francs de dépenses, mais c'est plutôt pour éviter les dérapages que pour tailler dans ce qui a été décidé. Avec cela, Raymond Barre peut évidemment trouver des raisons de dire que Jacques Delors a "une âme tourmentée", tandis que Valéry Giscard d'Estaing tire le signal d'alarme d'une inflation alimentée par la dévaluation. Mais MM. Barre et Giscard d'Estaing sont bien placés pour savoir que l'inflation a tourmenté beaucoup d'autres âmes, et notamment les leurs.

8.10.1981

2 millions de chômeurs ?

La France aura-t-elle, oui ou non, 2 millions de chômeurs et si oui, quand ? Chaque mois, lors de la parution des statistiques officielles, on se pose la question. Que répondre après la publication des chiffres définitifs du mois de septembre ?

Ceux-ci font apparaître en données brutes, pour la première fois, plus de 1 900 000 demandeurs d'emploi.

1 912 000 exactement. Mais nous avons l'habitude de raisonner en corrigeant les chiffres des variations saisonnières, ce qui met mieux en évidence la tendance sur plusieurs mois.

Or, d'après ces chiffres corrigés, le chômage n'augmente plus et même il diminue. Il passe de 1 836 000 fin août à 1 813 000 fin septembre. Il avait déjà légèrement diminué entre juillet et août. Cela constituerait donc plutôt une bonne nouvelle. Seulement, il en va ainsi tous les ans. Chaque année, les chiffres corrigés diminuent à la rentrée. Sans doute sous l'effet des mesures en faveur de l'emploi des jeunes qui sont relancées en cette saison. Ce qui revient à dire qu'à cette époque de l'année, la fameuse correction des variations saisonnières est incomplète. On ne peut donc pas se réjouir trop vite de cette apparente amélioration.

Si l'on observe cette année la même évolution que les années précédentes, la courbe du chômage, après correction, devrait se redresser en novembre, pour franchir le seuil fatidique des 2 millions avant le printemps. En données brutes, c'est-à-dire avant correction, le seuil des deux millions pourrait même être franchi à la fin de cette année.

Sur ces bases, compte tenu de la réduction de la durée du travail d'une part, d'une reprise de la croissance économique à plus de 3 % en 1982 d'autre part, et, enfin, des 120 000 emplois créés dans la fonction publique en 18 mois, les experts se sont risqués à faire des prévisions. Selon eux, le nombre des chômeurs se stabiliserait l'année prochaine, et peut-être même sera-t-il légèrement inférieur d'environ 30 000 à la fin 82 par rapport au début de l'année.

Tous ces chiffres méritent trois observations :

1°. Ils sont extrêmement fragiles. Nous ignorons si nous ferons effectivement une croissance de 3 % en 1982. En outre, au début d'une période de reprise, il y a toujours des réserves de productivité dans les entreprises qui peuvent produire plus sans embaucher de nouveau personnel.

2°. Nous ignorons encore davantage quels seront les effets réels de la réduction de la durée du travail. Tout ce que l'on peut dire, c'est que ces effets auraient été meilleurs pour l'emploi si, au lieu de donner la 5^e semaine de congés payés, on avait davantage réduit la durée hebdomadaire du travail.

3°. Il ne faut pas voir exclusivement le nombre total des demandeurs d'emploi. Plus importante est sa composition. Or nous avons déjà signalé que le phénomène actuel le plus préoccupant est l'accroissement très rapide du chômage chez les ouvriers qualifiés et chez les pères de famille. Socialement, c'est le chômage le moins supportable. Economiquement, c'est le gaspillage de nos meilleures forces.

20.10.1981

LE SALAIRE DE LA PAIX

par Etienne BORNE

Avec l'aimable autorisation de "La Croix", nous présentons ci-après la chronique qu'Etienne Borne a publié dans ce journal après la mort d'Anouar-el-Sadate.

Sadate, martyr de la paix. Sentiment spontané. Evidence qui allait de soi. Comment parler d'autre chose et comment en parler sur un autre ton que celui de l'indignation, car il est trop clair que Sadate a été assassiné pour avoir eu, un jour de novembre 1977, la folle imprudence d'aller à Jérusalem mettre sa main dans la main de l'adversaire israélien, pour lui proposer le dialogue et la négociation ? Cet ennemi absolu qu'il était nécessaire de maudire pour pouvoir un jour le détruire en toute sécurité de conscience, Sadate, par un geste grandiose, qui aurait pu être un événement historique, en faisait un partenaire, le déclarant ainsi honorable et digne de vivre. Echange scandaleux de bénédictions réciproques. Inauguration provocatrice d'une paix exécrable. Et en conséquence, le salaire de cette paix : la mort.

Mon siège était fait, je veux dire mon commentaire écrit ; je n'avais, suivant une vieille et trop chère habitude, qu'à me laisser aller dans l'abondance du cœur, surveillant seulement un style qui a toujours besoin de vigilance. Ma naïveté était grande ; sur cet Orient compliqué, je nourrissais des idées trop simples. Une voix entre toutes autorisée, celle de M. le ministre des Relations extérieures, m'apprit que, triste diviseur du monde arabe, Sadate était en réalité un obstacle à l'établissement de la paix au Moyen-Orient.

Encore mal remis de ce premier coup, je recevais un choc d'un éditorial de "Témoignage Chrétien" qui me faisait honte "de ne pas discerner les troubles sentiments qui inspirent les pleurs que nous versons à l'Ouest". Alors que je m'apprêtais à saluer en Sadate un homme de paix et à pleurer sa mort, je me trouve assez rudement invité à une réévaluation ou plutôt à une déévaluation de mes idées politiques, et même à une révision de vie, je veux dire à l'examen sourcilieux d'une affectivité sans transparence et fâcheusement occidentale.

LES RAISONS DU REALISME

Tout se passe alors comme si ma copie, bénéficiant d'une double correction, m'était rendue avec deux mauvaises notes sanctionnant deux insuffisances, l'une au temporel, l'autre au spirituel.

M. Claude Cheysson ne manque pas de cœur. L'événement du Caire est "horrible". C'est donc, l'épithète et le substantif étant réversibles, que l'assassinat de Sadate lui fait horreur. Mais le cœur ne doit pas aveugler l'esprit. La paix israëlo-égyptienne, paix séparée n'était pas une vraie paix, laquelle ne saurait résulter un jour que d'une

négociation globale, celle-là même pour laquelle la politique et la personne de Sadate était un obstacle. Si bien que "l'horreur" peut avoir un aspect positif, auquel j'avais le tort de ne point penser. M. le ministre des Relations extérieures ne porte pas pour rien le même intitulé de fonction que Talleyrand dont il a du faire son maître en réalisme politique.

Encore que le langage que vient de parler Claude Cheysson rappelle un plus proche souvenir. Dans sa campagne présidentielle, François Mitterrand reprochait à la diplomatie giscardienne sa tiédeur à l'égard du cheminement pacifique, commencé par le coup d'éclat de Jérusalem et poursuivi par les laborieuses négociations de Camp David. Et la réponse giscardienne à l'objection mitterrandiste était littéralement celle que vient de prendre à son compte le ministre des Relations Extérieures de François Mitterrand : tout ou rien, seule une "négociation globale" pourrait ouvrir le chemin à une véritable

paix. Décidément, au terme des obsèques du Raïs, c'est Valéry Giscard d'Estaing qui aurait dû offrir à François Mitterrand de le ramener à bon port à bord de son avion personnel.

“Obstacle à la paix”, l'argument prouve trop pour être valable. Faire la paix, autrement que par de vagues et pieuses dissertations, mais par des actes qui renversent ou inversent des situations, dérangent des intérêts, bousculent des mentalités, c'est toujours se conduire en perturbateur d'un ordre qui perpétuait des confrontations et des affrontements. Un pape polonais, sans lequel il n'y aurait pas eu de révolution en Pologne, changeant les rapports de force à l'intérieur du bloc soviétique peut être considéré comme un déstabilisateur de l'équilibre européen, et pourquoi pas, un obstacle à la paix. Mais il s'agirait alors de cette “pax sovietica”, armée, hégémonique que, pour son malheur, Sadate s'était obstiné à contredire. Et pour qui, de toute sa stature, fait obstacle à cette paix, on trouve toujours des assassins.

FOI ET POLITIQUE

Sadate était un témoin de l'autre paix, la vraie, celle qui suppose le problème résolu et commence par désarmer les fanatismes, nourris de la haine et de la peur de l'autre. L'acte par lequel Sadate est devenu Sadate devant Dieu et dans l'histoire, je veux dire son pèlerinage à Jérusalem, que les irréconciliables du monde arabe disaient souillé par la présence juive, était un acte fondamentalement religieux et certainement inspiré par l'Esprit de paix. Le Dieu de Sadate était certes le Dieu du Coran, mais qui pour un croyant, n'est pas un autre Dieu que le Dieu de la Bible et le Dieu des Evangiles, ce Dieu dont Bergson a écrit qu'il était “le Dieu commun à tous les hommes, dont la seule vision par tous serait l'abolition immédiate de la guerre”.

Aussi récuse-t-on les directeurs de conscience bien-pensants qui tiennent pour moralement suspecte toute

piété et gratitude à la mémoire de Sadate. Reste à savoir seulement pourquoi l'homme de foi qui a sauvé l'honneur de l'Islam, compromis par les Kadhafi et les Khomeiny, n'a pu faire la paix qu'il désirait de toute sa passion et a rencontré la tragédie. La réponse est simple : parce que, à l'exception du chrétien Carter, les hommes d'Etat, qui avaient la vocation et le pouvoir de correspondre à son intention profonde, l'ont laissé dramatiquement seul, toujours plus vulnérable, toujours plus exposé.

Bégin-Sadate, couple historique mais qui n'a pu faire qu'une paix boiteuse parce qu'il boitait de son pied israélien. Sadate partait de la foi pour faire une politique neuve. En allant à Jérusalem dans une démarche inouïe d'ouverture et de confiance, Sadate se livrait à l'adversaire changé en partenaire, sollicitant de lui une même foi et une égale confiance. Un Bégin répondant à l'appel adressé à Israël aurait dû tout faire pour persuader le monde arabe que Sadate était un meilleur défenseur des Palestiniens que les terroristes qui s'arrogent le droit de parler en leur nom. Répétition de l'histoire biblique ? Israël n'aurait-il pas reconnu le prophète qui le visitait sous la forme de l'adversaire, de l'étranger, de l'Egyptien ?

Sadate, ce paysan sorti du limon le plus anciennement civilisé, était prédestiné pour jeter un pont entre l'Orient et l'Occident, et l'Europe, soucieuse de ne point déplaire aux puissances pétrolières, garantes de son niveau de vie, s'est gardé de lui manifester compréhension et chaleur. Un dernier défi au fanatisme religieux et à l'impérialisme soviétique, scandaleusement complices, a précipité le pire. Il ne restait qu'à exécuter la sentence déjà écrite. Qu'à l'instar des foules qu'on faisait danser de joie à Tripoli ou à Damas, on ne se réjouisse pas trop vite de la mort d'un homme et de “la mort d'une politique”, car, si l'on continue à laisser courir les fatalités, Anouar-el-Sadate pourrait bien être le premier mort de la 3^e guerre mondiale.

L'Homme de tous les courages

Anouar El Sadate aurait pu, lui qu'on présentait comme un leader de transition, se contenter de demeurer le gestionnaire de cette guerre qui s'éternisait. Il a choisi l'autre chemin, l'autre destin, celui des plus dures révolutions qui soient : les conversions de l'esprit.

C'est à cela que se reconnaissent les hommes d'Etat : ceux qui choisissent, par une démarche de la volonté, de modeler un autre visage au monde dont ils ont hérité, pour en écarter la fatalité de l'abaissement et du déclin. Il leur faut, en mobilisant ce qu'un peuple a de meilleur, exiger que l'on sacrifie la facilité des habitudes pour lui substituer l'effort créateur. Et quelle habitude plus facile que la haine qui excuse tous les échecs, en offrant toujours un coupable désigné !

Anouar El Sadate avait eu tous les courages. Courage de tourner le dos à la guerre héréditaire, d'affirmer que l'avenir de son pays passait forcément par la paix. Courage de se libérer de l'aide écrasante de l'allié de mauvais conseil. Courage de dire à ses compatriotes, contre l'avis de tous ses voisins, qu'Israël avait droit à l'existence. Courage de dire à Israël aussi, où était la justice à l'égard des Palestiniens.

Jean LECANUET

INDÉPENDANCE SYNDICALE ET ACTION POLITIQUE

par Gérard ADAM

Est-ce une provocation ou une évidence d'observer que c'est dans le domaine des relations sociales que le gouvernement socialiste a le moins innové jusqu'à présent?

Au lendemain de sa victoire, le nouveau pouvoir ne pouvait faire moins, en don de joyeux avènement, qu'augmenter le SMIC et les prestations sociales. Mais, eu égard aux convictions manifestées dans le passé sur les bienfaits d'une relance par la consommation, la distribution de pouvoir d'achat a été mesurée au plus juste. Les négociations salariales dans la fonction publique ont d'ailleurs bien marqué l'étroussure de la marge de manœuvre d'un gouvernement obligé, sous une apparence de langage de rupture avec le passé, de limiter ses ambitions au maintien du pouvoir d'achat "pour la plupart des fonctionnaires", suivant les déclarations d'Anicet Le Pors.

L'embauche de nouveaux fonctionnaires, de son côté, doit être interprétée davantage comme une décision circonstancielle pour arrêter la progression du chômage que comme une volonté délibérée d'étatisme. Assurément ce choix engage durablement l'avenir et rompt avec le discours anti-étatique du libéralisme giscardien. Mais, en fait, n'avait-on pas déjà assisté à un renforcement de la capacité d'intervention des pouvoirs publics? Quelles sont les décisions économiques importantes au niveau des grands groupes industriels qui ont, dans le passé, échappé au contrôle du Président de la République et de ses conseillers? Toute crise économique, quelle que soit l'orientation politique du gouvernement, provoque un surcroît d'intervention de l'Etat. En outre, peut-on faire grief à un gouvernement de transformer des chômeurs en actifs, même s'il faut pour cela créer des emplois publics. Peut-être y a-t-il un côté "ateliers nationaux" dans les mesures prises, mais l'ironie ne suffit pas pour critiquer l'action dans un domaine qui n'a pas suffisamment mobilisé le précédent gouvernement.

*
* *

Reste l'essentiel: les projets sur les droits nouveaux des salariés (rapport Auroux) et les perspectives sur la place des syndicats dans les entreprises nationalisables. Il est trop tôt pour porter un jugement sur des décisions qui ne sont pas encore arrêtées d'ailleurs. Mais l'important est d'observer que le rapport du Ministre du Travail, dont toutes les suggestions ne seront vraisemblablement pas retenues, est plus proche du rapport Sudreau et des différents rapports remis aux précédents gouvernements que des thèses socialistes. Il n'y a pas d'alternative au modèle actuel des relations sociales. Et, les syndicats eux-mêmes, sont hésitants et divisés sur l'opportunité de réformes substantielles sur les procédures de négociations et les institutions de représentation. Sans le dire officiellement, CFDT, FO, CFTC et CGC savent le risque de toutes les mesures qui viseraient à renforcer le syndicalisme, mais joueraient, en définitive, en faveur de la CGT. Autrement dit, tant que la CGT demeurera l'organisation majoritaire, capable de bloquer ou de confisquer à son profit le système des relations sociales, les autres organisations ne pousseront pas jusqu'à son terme la logique des changements qu'elles réclament officiellement.

*
* *

Il y aurait quelque erreur, dans l'avenir, à s'interroger seulement sur le contenu des réformes que réalisera le gouvernement socialiste et à mesurer les écarts éventuels avec les engagements électoraux ou les demandes syndicales. Edmond Maire a raison de mettre l'accent sur "l'action autonome des forces sociales" et sur la "mobilisation sociale", c'est-à-dire sur la *méthode* de conduite

du changement social. Contrairement aux commentaires des observateurs qui se sont étonnés du "coup de colère" du secrétaire général de la CFDT, ses propos n'ont rien de surprenant et traduisent, au contraire, une grande continuité de pensée.

On a en effet trop considéré, depuis le 10 mai, la CFDT comme un syndicat gouvernemental, parce que les socialistes, pauvres en dossiers étoffés, lui ont emprunté beaucoup d'idées et accueilli quelques uns de ses militants dans les cabinets ministériels. C'est oublier que la Confédération s'était peu mobilisée pour François Mitterrand jusqu'aux résultats du premier tour. Cette prudence n'avait pas résulté d'une habileté tactique devant une compétition serrée ni d'une réticence à l'égard du candidat socialiste, mais, plus fondamentalement, du recentrage — ou plutôt de la "resyndicalisation", selon l'expression des dirigeants cédétistes — décidée à l'automne 1977 au moment de la rupture de l'unité de la gauche.

*
* *

Naguère, Edmond Maire analysant "le mouvement ouvrier face aux idéologies de crise" (Le Monde, 21-22 avril 1980), dénonçait "toute une pratique politique qui a remis le mouvement ouvrier au magasin des accessoires". Après avoir souligné le pessimisme fondamental du communisme sur la capacité collective des exploités à s'émanciper eux-mêmes, il évoquait, du côté socialiste, "une longue tradition politique (qui) privilégie la loi, les institutions, comme moyen de changement et ne pense la transformation sociale qu'au rythme électoral". Un an plus tard, la condamnation n'est plus péremptoire. Il n'est plus question d'affirmer que "la stratégie des socialistes n'est pas aujourd'hui de nature à offrir au mouvement ouvrier une perspective qui puisse combler le vide laissé par la conception communiste". Mais, sous une forme interrogative, le même doute demeure: "le nouveau pouvoir politique sera-t-il la seule force d'impulsion — et cette action d'en haut, dans l'Etat et sur l'Etat rencontrera vite ses limites — ou bien pourra-t-il articuler ses décisions avec l'action autonome de forces sociales mobilisées pour des transformations profondes de la société tout autant que de l'Etat?" (Le Monde, 25-26 Août 1981).

Pour un syndicaliste en effet, comment croire à la possibilité d'une rupture avec la société capitaliste dans un contexte de "force tranquille" que n'accompagne aucune mobilisation populaire (hormis l'éphémère communion populaire au soir du 10 mai), aucune grève, bref aucune pression venue d'en bas? Quel paradoxe pour le mouvement syndical, toujours prêt à dénoncer le mythe du suffrage universel, que de constater que c'est l'instrument le plus traditionnel de la démocratie politique qui lui a rendu l'espoir!

*
* *

La voie est étroite pour les syndicalistes. Leur intérêt n'est pas que les intentions de réformes sociales du gouvernement tournent court rapidement devant les contraintes économiques. Ainsi, il est difficile au gouvernement, pour ne prendre qu'un exemple, de simultanément donner confiance aux chefs de petites et moyennes entreprises — dont les socialistes découvrent qu'ils peuvent être des créateurs d'emploi — et de répondre en même temps aux demandes syndicales qui dénoncent le refus de négociations et l'absence d'institutions de représentation dans le secteur des PME. Leur intérêt n'est pas non plus de laisser à un Etat Providence le monopole de l'initiative et de la maîtrise du changement. Or, pour la première fois en France, tout se conjugue — l'ampleur du succès des socialistes, le présidentialisme des institutions, l'absence de grèves avant et après les élections — pour créer un déséquilibre dans le rapport des forces entre syndicats et partis politiques. Les syndicats ouvriers n'ont apparemment pas d'autre voie que de suivre et d'approuver l'essentiel des actuelles décisions gouvernementales d'ordre économique et social, sous réserve de la contestation sur tels ou tels points précis. Parce qu'il est persuadé que, sans mobilisation populaire, la politique gouvernementale va échouer, Edmond Maire a pris date pour le moment où le gouvernement socialiste devra choisir entre le renoncement et l'accélération de sa marche vers une société différente, profondément transformée.

*
* *

Mais le problème ne se posera-t-il pas alors de savoir si, les impératifs de la crise conduisant à limiter l'importance du changement pour tenir compte des réalités économiques et des dimensions internationales des problèmes, une modération dans les réformes mériterait d'être qualifiée de renoncement ou plutôt de meilleure prise de conscience du possible?...

D'autre part, la question du niveau de pression syndicale sur la politique générale amène à s'interroger sur les limites des rapports entre l'action politique et l'action syndicale.

Jusqu'où le pouvoir syndical peut-il se manifester sans exercer sur le pouvoir politique, issu du suffrage universel, une pression dépassant le rôle normal des corps intermédiaires? Vieux débat que les événements actualisent toujours.

Il est en apparence quelque peu étrange et paradoxal que ce soit au moment où la gauche accède au pouvoir que les syndicats manifestent le plus d'inquiétude à propos du poids jugé excessif des forces politiques dans la société...

Gérard ADAM

LA VIE LITTÉRAIRE

par Philippe SENART

Sur Tocqueville – Le Journal d’Aimée de Coigny – Les grandes correspondances : Gustave Flaubert, George Sand, Marcel Proust – Une biographie de Paul Morand –

Notre ami, Jacques Nantet a publié dans cette revue de nombreux et complets articles sur Tocqueville. Je voudrais seulement dégager ici du livre de M. Xavier de la Fournière; *Alexis de Tocqueville, un monarchiste indépendant* (1), dont la publication a coïncidé avec les élections, une amorce de réflexion pour notre temps et celui qui suivra.

M. de la Fournière rappelle que les clubs *Perspectives et réalités* fondés voici quinze ans à l’initiative de M. Giscard d’Estaing ont été placés sous l’égide de Tocqueville et que l’auteur de *Démocratie Française* a dédié son livre à celui de la *Démocratie en Amérique*. “Je dédie mon projet, écrit M. Valéry Giscard d’Estaing, dans la préface de l’édition américaine de *Démocratie française*, à Alexis de Tocqueville, mon frère par la pensée... lui qui n’a jamais cessé de s’interroger sur le point de savoir pourquoi les hommes s’obstinaient à attendre d’une révolution ce qu’ils pouvaient obtenir sans violence, sans haine ni tragédie par le simple exercice de la raison et de la bonne volonté”. Du principe tocquevillien d’une *liberté régulière et modérée* à celui de la *démocratie paisible et réfléchie* de M. Giscard d’Estaing, la filiation est évidente. Alexis de Tocqueville cherchant en vain sous la monarchie d’Orléans une place entre la droite et la gauche pour le groupe qu’il inspirait et que Rémusat appelait une *coterie difficile et distinguée*, écrivait à son ami l’anglais Reeves : “On veut faire absolument de moi un homme de parti et je ne le suis point. On me donne des passions et je n’ai que des opinions ou plutôt je n’ai qu’une passion, l’amour de la liberté et de la dignité

humaine”. Mais comment concilier la liberté avec l’exigence égalitaire de la démocratie? Comment en organiser le fonctionnement *régulier et modéré* dans une institution qui a pu apparaître à Royer-Collard *violente, guerrière et banqueroutière* et qui inspirait à Tocqueville qui en prévoyait l’avènement fatal, une *terreur religieuse*?

Jean-Jacques Ampère, un des membres éminents de la *coterie difficile et distinguée*, écrivait : “L’égalité est le plus grand obstacle à la liberté et la liberté est le seul remède aux périls de l’égalité”. Tel est, entre le nécessaire et l’inéluctable, le dilemme d’Alexis de Tocqueville. Il était convaincu de la supériorité intellectuelle et morale de sa classe et il pensait que l’idée de la liberté était liée dans l’Histoire de France à l’existence d’une aristocratie dirigeante et protectrice. Adepte des théories de Montesquieu et de Boulainvilliers, il répétait, après Madame de Staël, que la liberté née des champs de mai mérovingiens est “ancienne” et que c’est le despotisme qui est “nouveau”. La monarchie capétienne fondée par le fils d’un boucher parisien, cette monarchie autoritaire, centralisatrice, égalitaire, Albert Thibaudet dira radicale-socialiste, n’a-t-elle pas fait le lit de Robespierre et de Bonaparte? L’égalité suppose le nivellement social et l’uniformité administrative; elle produit le centralisme bureaucratique. Au contraire, la liberté exige les privilèges, les franchises, les corps intermédiaires, la décentralisation, bref, tous les particularismes. Le déclin de l’aristocratie explique la décadence de la liberté.

Décadence de la liberté, c'est le titre d'un pamphlet publié par Daniel Halévy entre les deux guerres. Dans le même temps que la liberté était un peu partout refoulée par les régimes totalitaires issus les uns et les autres du mythe rousseauiste de la Volonté générale, l'égalité s'était développée. Pour Michelet, le vœu des hommes de notre temps, c'était "l'égalité sous un César". Tocqueville avait constaté de son vivant les symptômes annonciateurs de la décadence de la liberté et du développement corollaire de l'égalité : nivellement des conditions, disparition des élites, abaissement des mœurs, écrasement de l'intelligence à la faveur de l'élargissement de l'instruction. Il avait prévu dans un texte fort heureusement cité par M. de la Fournière que l'Etat omniprésent pourvoyant à tout, non seulement régènerait les affaires de chaque individu, mais encore leur *ôterait entièrement le trouble de penser*. Avant lui Bonald, après lui Paul Valéry ont écrit que des machines penseraient un jour à la place des hommes et que ceux-ci ayant laissé par paresse dépérir leurs facultés intellectuelles, redescendraient très vite, dans un état où le Robot serait devenu le maître absolu, au niveau de la bête. Nous n'en sommes pas encore là, mais la prévision émanant d'esprits aussi éminents n'est pas insensée.

M. Xavier de la Fournière s'interroge sur "le devenir des sociétés démocratiques actuelles" dont il constate la *morosité*. La France s'ennuyait sous M. Giscard d'Estaing comme elle s'ennuyait, ô Lamartine ! sous Louis-Philippe. Tocqueville pensait que le *changement* apporterait un remède à ce mal français. Mais, quel changement ? Contrairement à Royer-Collard, bourgeois janséniste et constitutionnel que les malheurs du temps avaient ramené à la monarchie légitime d'avant 89, *je ne conçois pas la liberté sans la légitimité*, proclamera celui-ci en 1830, Tocqueville ne croyait pas que la société fût atteinte d'un mal incurable. Royer écrivait à Tocqueville : "Il n'y a rien à attendre de ce temps. Ce n'est pas seulement sur l'avenir le plus prochain de notre France que ne m'afflige, c'est sur la longue destinée de la société. N'êtes-vous pas frappé par le progrès journalier de la dissolution universelle?". Tocqueville lui répondait : "Je vous abandonne le présent, mais ne me privez pas de l'avenir". Chez lui, le providentialisme catastrophique et le fatalisme romantique était corrigé par l'optimisme progressiste hérité du XVIII^e siècle. Entré dans la vie politique en pénitent, le petit-fils du tolérant et vertueux Malesherbes mort sur l'échafaud aurait considéré comme un péché de vouloir *arrêter* la démocratie dont l'avènement lui paraissait voulu par Dieu, mais il espérait la *régulariser*.

Tocqueville, embarqué à vingt-cinq ans dans un long et inéluctable voyage à la découverte des *terrae incognitae* de la démocratie, a été comparé par Sainte-Beuve à Enée lorsqu'il voguait vers Rome, le cœur soulevé d'espoir, mais pleurant Didon. La navigation de Tocqueville, alors qu'il voit sans cesse s'éloigner les rivages de la cité future est empreinte de la même mélancolie. Il écrira

à la fin de sa vie : "J'ignore quand finira le voyage. Arriverons-nous jamais. Cette terre ferme que nous cherchons depuis toujours existe-t-elle?".

*
* *

Guizot a dit que la Restauration s'était faite par *la force des choses*. En 1870, Bismarck voudra "f... la France en République". En 1814, l'Europe écartait cette solution prématurée avec horreur en se souvenant de 93, mais Alexandre I^{er} pensait à un succédané de la République qui pouvait être (déjà) les Orléans, François II préparait la voie à son petit-fils, le roi de Rome, le Prussien ne songeait qu'à dépecer la France, l'Anglais qui avait un peu fomenté la Révolution pour se venger de la défaite que Louis XVI lui avait infligée en Amérique, ne s'était pas battu pendant vingt ans pour rétablir sur son trône le Bourbon exécré. *La force des choses* n'apparut clairement à Guizot qu'au moment où il écrivit ses Mémoires, mais elle avait été quelque peu aidée par l'intrigue des hommes, et l'on connaît celle de Vitrolles, petit gentilhomme provençal arrivant en pleine campagne de France à Chatillon pour persuader le Tsar que la légitimité pouvait être en Europe une *idée neuve*, mais connaît-on celle d'Aimée de Coigny ?

Etienne Lamy a publié ses *Mémoires* en 1902. Grande dame aventurière élevée par la maîtresse de son père, la princesse de Rohan-Guéméné, dont Joseph II comparait le salon à un tripot, elle est passée très tôt de ce tripot au salon de sa tante, la marquise de Coigny, qui n'avait pas meilleure réputation et où avait accès tout ce qui réclamait le *changement* sans trop savoir en quoi il consisterait. "Son visage était enchanteur, son regard brûlant, sa taille celle que l'on donne à Vénus, et son esprit supérieur", ainsi la peint Mme Vigée-Lebrun qu'elle séduisit. Elle séduisit aussi le duc de Fleury et le comte de Montrond qui furent successivement, pendant quelques mois et pendant quelques années, ses maris, Lauzun et lord Malmesbury qui furent ses amants, Chénier dont elle traversa la captivité dans un rayon de soleil. Elle fut précipitée dans l'ombre et dans la boue sous le Directoire par Mailla Garat, un polisson qui était le neveu d'un ministre de la justice et le frère d'un chanteur à la mode. Sous l'Empire, le marquis de Boisgelin la *releva* et la *remit à sa place*. Elle acheva sa carrière en séduisant Charles Maurras qui lui donna dans un livre le nom de *Mademoiselle Monck* et le jeune André Malraux qui préfaça après la Grande Guerre la réédition de ce petit ouvrage. Les *Mémoires* publiés par Etienne Lamy avaient révélé le rôle qu'Aimée de Coigny joua auprès de Talleyrand à l'instigation de Bruno de Boisgelin, lorsqu'apparut aux Français, soucieux de l'avenir de leur pays, la fragilité du trône impérial. Qui pensait alors à Louis XVIII ? "Je demande que le gouvernement de France se compose de deux chambres et d'un trône sur lequel, au lieu d'un soldat turbulent ou d'un homme de mérite aux pieds duquel notre nation idolâtre des qualités personnelles se prosternerait, on place le gros Mon-

sieur, puis le comte d'Artois, ensuite ses enfants et tous ceux de sa race par rang de primogéniture". Ainsi, par un froid calcul, le marquis Boisgelin rétablissait-il la France dans sa tradition historique. Talleyrand chapitré par Aimée de Coigny argumenta d'un : "Je veux bien le Roi, mais...". Cette réserve fut vite levée quand il comprit qu'il devait, pour profiter de l'événement, se donner le mérite de l'avoir prévu. Pour franchir le pas du *Roi mais* de 1812 à *l'enthousiasme universel pour les Bourbons* constaté en 1814 par le régicide Carnot, Aimée de Coigny avait donné la chiquenaude indispensable. Elle s'était faite au moment opportun complice de *la force des choses*.

En rééditant les *Mémoires* publiés par Etienne Lamy et en y ajoutant des *Réflexions*, des *Notes* et des *Portraits* inédits qu'il fait précéder d'une introduction remarquable par la pensée autant que par le ton, M. André-Marc Grange devrait attirer l'attention du public lettré et peut-être, de notre classe politique, non seulement sur une femme qui, par une action individuelle et imprévisible, a infléchi le cours de l'Histoire en nous rappelant qu'il ne coule pas toujours nécessairement dans le même sens, mais aussi sur un très grand écrivain (2).

Mme Vigée-Lebrun dit que "la nature l'avait comblée de tous les dons". "Bonne latiniste, fait observer, à la suite de Mme Vigée-Lebrun, M. André-Marc Grangé, elle prit le goût des grands auteurs, parla l'anglais et l'italien... Capable de toucher du clavecin, danser, chasser, tenir sa partie au jeu et dans la conversation, elle fut un exemple raffiné de l'aristocratie périssante de la Cour, riche en grâces infinies, mais non en vertus, voltairienne incrédule". Le don d'écrire ne fut pas le moins éclatant de tous ceux que les dieux avaient déposés dans son berceau. Le XIX^e siècle verra s'avancer sous la bannière du romantisme moralisateur un cortège de bacchantes philosophiques. De Madame de Staal-Delaunay à Madame du Deffand, le XVIII^e siècle a vu s'épanouir des talents féminins libres de conventions et de préjugés, forts seulement d'une aptitude innée à l'expression. Aimée de Coigny, le dernier en date, prime tous les autres. Il suffit de lire son portrait de Danton qui commence par cette phrase: "Danton fut, hélas, un grand coquin...". Cet *hélas* vaut un chapitre. Aimée de Coigny, lorsqu'elle peint les hommes de la Révolution, n'est pas inférieure à Rivarol et, pour réduire à l'unique mot juste toute une dissertation, cette bonne latiniste s'égale à Tacite ou à Sénèque. Elle a naturellement le sens du raccourci; sa plume ne s'égare pas sur des sentiers sinueux bordés de fleurs, elle court droit au but, j'allais dire à la cible, par le chemin le plus court, même s'il est le plus abrupt, fut-ce à travers des ronces. A le suivre, on peut saigner, jamais on ne s'essouffle. Quelques exemples: Aimée de Coigny dit de Saint-Just: "Nul en toutes choses de l'esprit, puisqu'il n'admirait que les Lacédémoniens dont on sait peu, qui n'ont rien écrit et rien laissé"... De Barnave: "Il attendit la mort plus d'un an en prison; il y écrivit une bonne introduction à la Révolution française"... D'une grande dame touchée par la philosophie des *lumières*: "Elle ne demande aux révolutions que de passer par sa chambre

sans s'informer où elles vont ensuite"... De Talleyrand: "Il est une preuve suffisante de l'existence du diable"... Du peuple français: "Révolutionnaire, il a horreur des conséquences des révolutions", ou encore: "Ce peuple ingrat est le seul de l'univers que ses inconséquences mettent dans le cas de devoir être *sauvé*, comme il dit, à tout le moins une fois le siècle, par un roi, un héros, une sainte, le Sacré-Cœur ou un énergumène"... Des rapports des Français avec la France: "Tous les Français aiment la France, mais jamais la même".

Ecrivain de la première classe, mais aussi historienne et moraliste, c'est aux vertus de son style qu'Aimée de Coigny doit d'aller sans détours, en visant juste, au principe de l'événement. Elle met en évidence à l'origine de la Révolution le jeu anglo-orléaniste: "le roi Louis XVI était le seul de notre histoire qui ait vaincu l'Angleterre comme Charles VII, mais sans Jeanne d'Arc", ou l'action maçonnique, gallicane et anti-catholique en citant Mirabeau: "Pour démonarchiser la France, il faut la décatolicher", et c'est pourquoi elle compare l'assemblée constituante à un anti-concile. La cause essentielle de la Révolution est pour elle "l'infirmité morale de la nation française" qui s'exprime dans ce que Bossuet a appelé une *démangeaison d'innover sans fin* et qui conduit chaque génération à "la célébration du changement". Mais en relevant que le déficit du budget était en 1789 de 56.146 livres, elle observe qu'il s'élevait au même chiffre dix ans après, ajoutant que la seule différence était qu'il n'y avait plus de monnaie ni de crédit et elle conclut: "C'était bien la peine assurément de changer de gouvernement". Réformiste pourtant, elle avait accueilli avec faveur, comme une grande partie de la haute aristocratie, le mouvement de 1789. Mais on ne peut réformer que ce que l'on conserve. Aussi, écrira-t-elle à la fin de sa vie: "On peut perfectionner, mais vouloir faire une bonne chose toute seule et sans précédent, c'est rêver le bien et faire le mal. Vingt huit ans de convulsions politiques ont produit ce mal moral de faire dire aux plus honnêtes gens sans répugnance en parlant de l'Etat: ceci ne durera pas".

En cette saison trompeuse où la publicité commerciale braque ses projecteurs sur des romans promis à l'oubli, le *Journal* d'Aimée de Coigny qui en sort est le véritable événement littéraire de l'année. Qu'on se le dise!

*
* *

Flaubert écrivait à Ernest Feydeau: "Ne fais pas mettre ton portrait en tête de tes œuvres. L'artiste ne doit pas exister. Sa personnalité est nulle. Les œuvres! Les œuvres et pas autre chose...". De toutes les œuvres de Flaubert, il n'y en a pas une qui prime la *Correspondance* où l'artiste apparaît dans toute sa personnalité et où l'œuvre s'explique par l'homme. Elle est la preuve que *l'artiste existe*. M. Jean Bruneau estime que pour pénétrer dans l'œuvre de Flaubert, elle est la *voie royale*. Il vient d'en publier le second volume à la Pléiade. Le premier date déjà d'il y a six ou sept ans. Il y en aura

encore deux ou trois. Ne soyons pas trop pressés. La *Pléiade* préfère publier Jarry ou des romans chinois. Quand reprendra-t-elle la publication de son *Sainte-Beuve* interrompue par la mort de Gustave Allem? En attendant rendons grâce à M. Jean Bruneau de servir la grande littérature (3).

Flaubert est allé en Orient avec Maxime du Camp pour se donner "une ventrée de couleurs", mais il a constaté que l'Orient déjà n'existait plus et qu'Yvetot valait Constantinople. C'est en franchissant la deuxième cataracte du Nil qu'il a trouvé le nom d'Emma Bovary. A Mehemet-el-Fayoun, il a vu dans la maison d'un notable une gravure de Quilleboeuf. Le voyageur qui était parti de Croisset pour chasser "l'ennui de vivre tranquille" ne sera plus désormais poursuivi que par l'obsession de rentrer. Valery Larbaud a dit que tout le plaisir du voyage était dans le retour. Flaubert revient à Croisset pour y "vivre calfeutré". Il précise: "sans femmes, sans vin, sans aucun des grelots d'ici bas".

La femme — Louise Colet — occupe encore pourtant une grande place dans le second tome de la *Correspondance*. Flaubert continue de tenir à distance l'entrepreneuse poétesse qu'il avait éconduite le 27 Juin 1851 à la grille du parc de Croisset, ne voulant pas qu'elle vint troubler non pas tant peut-être son intimité avec sa mère que son intimité avec son œuvre. Il ne va la voir à Paris que de loin en loin, moyennant quoi les lettres, nombreuses, suppléent aux étreintes, mais elles sont plus riches de confidences et de conseils littéraires que d'effusions. Louise Colet se lassera un peu et aura une liaison avec Musset qui suscite la jalousie de Flaubert, avec en plus, quelques jugements critiques définitifs sur le poète des *Nuits* qui "n'a pas cru à son art, mais à ses passions". C'est dans ces lettres que Flaubert définit son style: "Je conçois un style... rythmé comme le vers, précis comme le langage des sciences et avec des ondulations, des ronflements de violoncelle, des aigrettes de feu, un style qui vous entrerait dans l'idée comme un stylet... Toutes les combinaisons de la prosodie ont été faites, mais celles de la prose, tant s'en faut". Il veut étudier l'anatomie du style, savoir "comment une phrase se membre ou par où elle s'attache". Il demande qu'une œuvre se tienne debout toute seule, par la force interne de l'écriture. Il voudrait écrire un livre qui n'aurait pas de sujet, "sans matière". Toutes ces théories seront commentées avec faveur par les adeptes du soi-disant *Nouveau roman*.

Mais la littérature embête Flaubert et en écrivant *Madame Bovary* il se met au supplice. "Bon ou mauvais, écrit-il à Louise Colet, ce livre aura été pour moi un tour de force prodigieux, tant le style, la composition, les personnages, l'effet sensible sont loin de ma manière naturelle". *Madame Bovary* l'ayant dégouté des mœurs bourgeoises, Flaubert repartira encore une fois pour l'Orient, du moins en imagination et il écrira *Salambô*. "Je sors d'Yonville, j'en ai assez". Sera-t-il moins déçu par Carthage que par Constantinople? Le futur auteur de *Bouvard et Pecuchêt* lira cent livres sur Carthage et il

fera même un voyage d'études en Tunisie. *Harassé* par *Madame Bovary*, il le sera vite aussi par *Salambô*. On sent trop que ce délassement oriental a été écrit sous l'effet des aphrodisiaques.

Pendant ce temps, le Second Empire s'est installé en France et Flaubert qui écrit que "89 a démolie la royauté et la noblesse, 48 la bourgeoisie, 51 le peuple" constate qu'il n'y a plus rien qu'une tourbe canaille et imbécile". "L'idée d'un peuple, dit-il, est aussi usée que l'idée de roi". Il ajoute: "L'inaffabilité du suffrage universel est prête à devenir un dogme qui va succéder à celui de l'inaffabilité du Pape". Ce nomade, ce viking, aristocrate sinon peut-être de sang, du moins d'esprit, pense comme Tocqueville que la liberté est incompatible avec l'égalité. "L'égalité, c'est l'esclavage" affirme-t-il. Il prévoit un état socialiste "vaste monstre absorbant en lui toute action individuelle, toute personnalité, toute pensée", où tout sera obligatoire, l'instruction comme les loisirs. La foule primera l'individu. Flaubert préfère se retirer au désert.

Le désert de Flaubert, c'est Croisset. Il y vit au coin du feu en faisant de l'art "comme on joue aux quilles", loin d'un monde qu'il exécère, considérant toutes choses comme Dieu le Père "du point de vue de la blague supérieure". Ainsi, dans sa *Correspondance*, fait-il le vide autour de lui. Mais c'est un vide retentissant des mille cris de son "gueuloir". La *Correspondance* est dans l'œuvre et la vie de Flaubert, l'écho tonitruant du désert.

*
* * *

George Sand, cette "latrine" a dit Baudelaire, n'a eu qu'une passion, la République, mais la République était alors "idéale et prématurée", et au lendemain de 1830, George Sand, amoureuse déçue, après avoir un peu voyagé et essayé d'aimer quelques hommes pour se distraire de sa passion inassouvie, s'est retirée à Nohant où à trente-six ans, elle ne se sentait plus qu'"une vieille mère respectable". Le retour de l'âge ne lui apporta en 1848 qu'un faux-semblant d'espoir. George Sand, en fille de saltimbanque, a pu avoir quelque faiblesse pour Napoléon III que Tocqueville a nommé un *prince du hasard*; elle a compris, cependant, qu'avec son avènement, "la réaction ne s'arrêterait plus". Lasse de chevaucher des illusions, la cavalière romanesque a fait définitivement retraite à Nohant qu'elle ne quitte désormais, une fois l'an, que pour une brève saison parisienne.

La *Correspondance* dont M. George Lubin poursuit la publication n'est plus traversée, aussi bien, par les grands courants d'air de l'époque. On lira dans le tome XV qui vient de paraître (4) une lettre de George Sand à Victor Hugo. La dame de Nohant écrit à l'exilé de Guernesey qu'elle vit dans l'idéal, mais, ajoute-t-elle, c'est "une lanterne sourde". Elle a cinquante-cinq ans, elle grisonne tout doucement, elle dit qu'elle est laide, que son fidèle secrétaire et ami Manceau est devenu chauve, que le fils

chéri Maurice engraisse. "Qu'est-ce que ça fait, si nous nous trouvons gentils les uns et les autres". Il ne se passe plus rien dans la *Correspondance* qui a retenti naguère de tous les coups de cymbale du romantisme. Les années s'y ressemblent toutes désormais. La seule différence d'un volume à l'autre, c'est qu'en 1858, il y a eu des inondations catastrophiques et qu'en mai 1859, le soleil resplendit. George Sand ne sort un peu de sa retraite que pour applaudir aux équipées de Garibaldi. L'obstinée romantique approuve tout ce qui contribue à "effacer les odieux traités de 1815", la pacifiste, tout ce qui contribue à ruiner les assises de la paix. Mais elle traite Napoléon III, l'agité, de "hanneton". C'est le temps où elle se passionne (le dernier peut-être de ses grands élans) pour l'entomologie. Elle collectionne l'orthoptère, le smeyrinthe et la phlogophora meticulosa. Napoléon III prend place parmi ces insectes distingués. George Sand s'intéresse encore un peu aussi à la littérature de son temps : elle patronne des poètes ouvriers et salue "le grand talent" d'Octave Feuillet. Attendant sa canonisation de *l'Eglise de l'Avenir*, elle s'installe paisiblement dans une attitude de pré-sanctifiée.

"C'est un beau côté de la vieillesse, écrit-elle, que tout vieillit ensemble". Nous en sommes au quinzième volume de la *Correspondance*. Une bonne quinzaine suivra encore. Si je compte bien, et si Dieu nous prête vie, nous en avons jusqu'en 1995 à *vieillir ensemble*, George Sand et nous. Il faut remercier M. George Lubin de nous ménager une douce vieillesse.

*
* *

M. Philippe Kolb a entrepris la publication de la *Correspondance* de Proust. Il avance dans cette tâche de longue haleine à petits pas. Chaque année paraît un nouveau tome. Les trois premiers ont enjambé rapidement les premières années de la vie de Marcel Proust. Mais le quatrième était uniquement consacré à l'année 1904, le cinquième, à l'année 1905, le sixième, à l'année 1906. Le septième est consacré à l'année 1907 (5).

Cette année est importante dans la vie de Proust. C'est l'année où il rapporte d'un bal chez la princesse de Polignac la vision d'où sortira le *Temps retrouvé*. "Que tous ces gens que j'ai connus, ont vieilli", écrit-il. Il passe l'été au grand hôtel de Cabourg et il parcourt de nuit la campagne normande à la recherche des églises dans le taximètre conduit par Agostinelli et celui-ci éclaire les monuments des phares de sa voiture. Marcel Proust note : "C'est malheureux que Viollet le Duc ait abîmé la France en restaurant avec science mais sans flamme tant d'églises dont les ruines seraient plus touchantes que leur rafistolage archéologique avec des pierres neuves qui ne nous parlent pas". Il lit des guides Joanne, des annuaires de château, des géographies.

"Sur Proust, écrit à cette époque Albert Flament, je n'entends guère que blâmes de sa paresse, de son goût

effréné du monde, de son manque total de personnalité". Il est toujours le *flagorneur hystérique* dont se moquait Robert de Montesquiou, et sa mère lui reproche "son inactivité intellectuelle". Mais qui connaît Proust ? "Ce que je fais, écrit-il, ce n'est pas un vrai travail, c'est de la documentation". Il construit patiemment, en observant, en notant, en rêvant, les soubassements de son œuvre. Quelques articles qu'il donne au *Figaro* et dont il remercie Calmette par des dîners somptueux, la préfigurent. Il esquisse, à propos de Balzac, une théorie de l'œuvre romanesque. L'organisation d'un dîner au Ritz le plonge encore dans des affres mondaines, il écrit chaque matin à toutes les grandes dames de ses relations pour savoir comment placer les invités, mais ce sont les personnages mêmes de son œuvre qu'il met en place.

Cette *Correspondance* catalogue, rassemble, agence les matériaux menus d'où surgira un jour la *Cité esthétique* rêvée par Proust, c'est le chantier même de la *Recherche du Temps perdu*.

*
* *

Jacques Chardonne a dit de Paul Morand : "*Avant 1944, c'est l'époque qui a triomphé chez Morand ; après 1944, il triomphe de l'époque*". Mme Ginette Guitard-Auviste a divisé son *Paul Morand* (6) en deux parties, *Un homme heureux*, celui de l'avant-guerre, *le Salut en art* où elle montre comment le Morand de l'après-guerre a pu surmonter les épreuves au moyen de son art. Mais a-t-il changé de manière et ne pouvait-on prévoir dès 1925 comment il évoluerait ? De l'impressionnisme poudroyant des années folles au classicisme de la maturité et de la vieillesse, il n'y a aucune rupture de continuité. Mme Ginette Guitard-Auviste remarque très justement que d'une époque à l'autre, il n'a fait que s'approfondir, s'affiner, se décanter.

Un homme heureux, Paul Morand ? Il nous a dit dans *Venises* qu'il avait eu "une jeunesse sauvage, solitaire, janséniste". Son père, le brillant Eugène Morand, ne lisait que des auteurs tristes : Schopenhauer, Renan, Maupassant, Zola, tous les résidus du morose XIX^e siècle. Mais, en 1917, le jeune Morand découvre le XX^e siècle. C'est, à la lueur d'un extraordinaire feu d'artifice, l'apparition de Proust, de Larbaud, de Valéry, des ballets russes, les Six se groupent autour d'Erik Satie, Cocteau, Stravinsky, Picasso, composent *Parade*. Morand est ébloui et il est de toutes les fêtes. Elles ne dureront pas. En 1925, il n'y a plus à Paris que le provincial François Mauriac qui s'attarde encore au *Bœuf sur le toit*. Les vedettes se sont éclipsées. Morand quitte l'Europe qui se livre à l'introspection avant de s'abandonner aux subversions. Il s'élançait autour de la Terre pour s'étourdir, car il goûte plus dans le voyage le mouvement que le dépaysement. Mais en survolant les cinq continents, il a pu "surveiller la désorganisation du monde". Quand il reviendra de ce long périple, il dira qu'il s'est seulement *absenté*. Il rentre en France comme en lui-même, dans le

seul territoire qu'il n'avait pas exploré. Il a découvert que l'homme ne changeait pas, mais que c'était le monde qui tournait autour de lui et qu'il était, dans un univers gyrovague, le seul point d'attache un peu sûr. Morand ne se quittera plus désormais. Le voyageur en lui fera place au moraliste. Ne parlons pas de la politique, encore que celle-ci ait joué un rôle dans la faveur rencontrée par l'auteur du *Flagellant de Seville*, en 1950, auprès des jeunes gens de ce qu'Emile Henriot a appelé *l'école de la désinvolture*. Les Déon, les Nimier, les Laurent, les Blondin, ont-ils demandé à Morand des itinéraires de fuite, ou un code de vie. La principale règle de ce code était le détachement.

Détaché, Morand ? Il ne le sera jamais tout à fait. Son obstination à entrer à l'Académie française malgré le veto de De Gaulle en est la preuve. Un autre plus fier n'aurait peut-être pas insisté. Mais, dix ans après, de Gaulle s'étant laissé fléchir et lui ayant délivré un certificat de bonne conduite, Paul Morand fut élu triomphalement sous la Coupole. Réparation ? Certes ! Mais tout de même consécration. C'est le temps où Morand rassemble dans *Venise* la gerbe de ses nostalgies, c'est aussi le temps où il écrit, ô paradoxe ! *Tais-toi*. "Je n'aime pas les prolixes et hais les bavards qui laissent aller leur plume. Ecrire, c'est dire non" confie-t-il à M. Maurice Rheims. *Tais-toi* est peut-être la confession d'un homme qui a fait un usage immodéré des mots. Repentant ou non, il a alors une formule admirable pour définir son style : "C'est la contraction de l'huitre sous le citron". Morand n'a voyagé que pour rentrer en lui-même, il n'a écrit que pour dégager du papillotement étincelant de ses phrases un noyau dur et opaque, le mot précis, juste, irremplaçable.

Mme Ginette Guitard-Auviste a suivi pas à pas Paul Morand à travers son siècle. Mais elle a été plus attentive aux avatars de sa vie qu'aux leçons de son œuvre. Elle ne manque certes pas de les relever et de les souligner. Cependant, séduite par celui qui, comme le prince de Ligne en son temps, a été "le vétéran de l'élégance euro-

péenne", elle est plus biographe que critique. Dans cette fonction, elle a évité l'hagiographie. Morand embusqué pendant la Grande Guerre dans un poste d'attaché d'ambassade, abandonnant en 1940 la mission économique dont il était chargé à Londres, peut-être par peur des bombes, ce que Paul Baudoin lui reprocha, alors que le gouvernement comptait sur lui pour maintenir un contact officiel avec l'Angleterre après Mers-el-Kebir, quittant encore en Juin 1944 Bucarest où les Russes allaient entrer pour se faire nommer à Berne, ce sont des moments peu glorieux d'une vie que Mme Ginette Guitard-Auviste ne passe pas sous silence.

Admiratrice de Paul Morand, biographe passionnée et à qui son héros doit de vivre une seconde fois, elle avait sans doute mieux à faire que de vouloir absolument le rendre sympathique.

Philippe SÉNART

P.S.

Je veux signaler, en appendice à ma chronique sur la correspondance de Flaubert et sur celle de George Sand, la *Correspondance Flaubert-Sand*, publiée aux éditions Flammarion par M. Alphonse Jakobs. "C'est la plus belle correspondance du siècle" écrit avec raison M. Jakobs. Elle s'étend de 1866 à 1876. Comment Flaubert et Sand ont réagi à la chute de l'Empire — *les années de l'Empereur sont battues*, exultait Jules Grévy — à la commune, à l'installation de la République, comment ils confrontaient leurs points de vue en art, le sujet est passionnant. Je ne saurais trop recommander à mes lecteurs, cet ouvrage essentiel.

(1) (2) Librairie Académique Perrin

(3) Gallimard - La Pléiade

(4) Garnier

(5) Plon

(6) Huchette

A LA DÉCOUVERTE DE GUIMARD

par Yvan CHRIST

Le vingtième siècle finissant se penche sur ses enfances. Il se cherche des ancêtres ou des garants. Son adolescence même commence à vivement l'intéresser. Un album, dû à M. Jean-Claude Delorme, ne vient-il pas de paraître, qui est consacré aux principaux architectes de l'*Ecole de Paris*, entre 1905 et 1937? (1). Voilà qui, sur cette période intermédiaire que symbolisent nos années trente, n'est encore qu'un début en forme d'esquisse. Et ce sont toujours les années dix-neuf cent qui piquent la curiosité des amateurs d'art, qui suscitent les recherches des historiens et des érudits. Je n'en veux pour preuve que l'activité de M. Claude Frontisi, assistant à l'Université de Paris-X-Nanterre, qui se fait le spécialiste de l'architecture du début du vingtième siècle. En 1978, il a établi le catalogue raisonné de l'œuvre d'Hector Guimard (2). Il publie, cette année, en collaboration avec MM. A. Blondel et Yves Plantin, un ouvrage général sur ce même architecte (3). Préludant à cette étude, il nous offre un article très révélateur, intitulé "Hector Guimard retrouvé", qu'a récemment inséré la *Revue de l'art* (4).

Modern'style, Art nouveau? Les deux termes ont été, sont encore concurremment employés. M. Claude Frontisi préfère le second. En France, le maître de ce mouvement fut Hector Guimard — lequel s'éteignit, en 1942, à New York, à l'âge de soixante-quinze ans. C'est qu'il s'était, en 1938, réfugié aux Etats-Unis, en compagnie de

son épouse, née Adeline Oppenheim. Il était alors, et depuis longtemps, oublié de ses compatriotes et de ses contemporains, passées ses premières heures de succès et de prospérité.

Heures, à la vérité, fugaces — comme le fut l'Art nouveau, qui ne fut qu'un éclatant feu de paille: s'y consumèrent pourtant maintes choses vieilles, qui avaient été belles, grandes et nobles. *Multa renascentur quae jam cecidere...* Toujours est-il que ces heures-là n'ont pas peu marqué Paris et le marqueraient, quatre-vingts ans après, plus encore, si le vandalisme ne s'était pas violemment abattu sur l'œuvre du protagoniste de ce mouvement subit. Il y a plus de vingt ans, je suis de ceux qui n'ont pas attendu la juste "réhabilitation" de Guimard pour réclamer des pouvoirs publics la sauvegarde de ses productions les plus exemplaires — à commencer par le célèbre décor végétal et floral qui entoure les bouches d'accès du Métropolitain. Ce fut souvent peine perdue. Ainsi a disparu, entre autres, l'extraordinaire verrière de la station "Bastille". Dès 1918, la Commission municipale du Vieux Paris, qui n'a pas seulement pour coutume, comme le prétend la légende, de voler au secours des vieux cailloux, réclamait la protection de ce décor tout neuf. Elle n'a été entendue qu'une soixantaine d'années plus tard, alors que le saccage officiel était, en grande partie, consommé.

Mal reçu, dans l'ensemble, par l'opinion, l'Art nouveau, qui bouleversait les habitudes acquises, fut prématurément la victime de notre vandalisme congénital. M. Claude Frontisi rappelle que la salle Humbert de Romans, construite de 1897 à 1901, au 60 de la rue Saint-Didier, par Guimard et qui, dit-il, était une de ses "œuvres maîtresses", fut détruite dès 1905 : c'était, par le nombre de ses places, la plus grande salle de concerts de Paris. Mêmes autres de ses édifices ont connu, de nos jours, le même sort, notamment les hôtels particuliers Roy et Nozal, en 1954 et 1957, le Castel Henriette, à Sèvres, et le Castel Canivet, à Garches, qui, conservé, a été complètement défiguré. Reste, au 14 de la rue La Fontaine, le fameux Castel Béranger, primé au premier concours de façades de la Ville de Paris — ce qui prouvait, de la part de celle-ci, une ouverture d'esprit tout à fait remarquable, qu'elle avait perdu, un demi siècle plus tard, ce qui n'est pas moins notable...

M. Claude Frontisi insiste sur un "épisode qui évoque fâcheusement d'autres occasions manquées". En 1948, la veuve de l'architecte proposa de transformer en musée Guimard l'hôtel particulier qu'avait construit celui-ci, pour lui-même, avenue Mozart. "Nul endroit ne pouvait convenir mieux, symbolique de l'homme et représentatif de l'œuvre. L'indifférence stupéfiante des organismes

concernés fit échouer le projet. L'immeuble fut divisé et vendu par appartements avec les remaniements désastreux que l'on devine". Quelques éléments du mobilier furent répartis entre les musées de Lyon, de l'École de Nancy et le Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris. D'autres pièces franchirent l'Atlantique et, à jamais perdues pour la France, sont exilées à New-York, tant au Musée d'Art Moderne qu'au Musée Métropolitain et à la Bibliothèque publique. Seuls quelques dessins ou aquarelles purent aboutir au Musée des Arts décoratifs de Paris...

Vingt ans plus tard, on découvrit, dans un hangar situé près de l'orangerie du parc de Saint-Cloud, un lot important de plans, de dessins et d'esquisses de Guimard, que celui-ci y avait entreposés en 1918. C'est à partir de ces documents, aujourd'hui au Musée des Arts décoratifs, que M. Claude Frontisi a pu, en 1978, soutenir une thèse sur Guimard et dresser le catalogue de son œuvre.

*
* *

L'Art nouveau fut, "dès son apparition, accueilli avec des réserves suscitées par ses origines étrangères que, dans le contexte du nationalisme exacerbé, on alla jusqu'à qualifier de germaniques". De fait, parmi d'autres

influences, celle du Belge Horta fut déterminante dans l'évolution stylistique de Guimard. Certains contemporains l'avaient bien discerné, pour s'en féliciter sans réserves. Ce fut, par exemple, le cas d'Octave Uzanne, critique d'art "évolutionnaire" — c'était son mot — mais surtout bibliophile et, dès les années quatre-vingts, rénovateur du livre d'art, de sa mise en page, de sa typographie, adversaire décidé, dans ce domaine précis, des vieilles recettes académiques et, en quelque sorte, un des annonciateurs immédiats de l'Art nouveau (5).

Au moment où je rédige cet article, je n'ai pas encore consulté l'ouvrage qui sera consacré à Guimard par M. Claude Frontisi et qui est sous presse. Je suppose néanmoins que les pages très lucides et très flamboyantes d'Octave Uzanne sur l'auteur du Castel Beranger n'ont pas échappé à l'historien de l'Art Nouveau. Elles ont paru dans l'*Echo de Paris*, le 29 novembre 1898 et ont été, l'année suivante, recueillies dans un volume qui rassemble toutes les chroniques publiées, sous pseudonyme, dans ce quotidien, durant quinze mois, par mon grand oncle (6).

Après avoir déploré "*l'inquiétante torpeur imaginative de nos architectes, la niaise ordonnance de nos bâtisses surchargées de frontons disgracieux, de cariatides outrageantes, de chapiteaux où se groupent d'immarcescibles acanthes, de culots Renaissance et de toutes les misères des styles composites*", Octave Uzanne, qui était un grand voyageur, — on dirait aujourd'hui, un "grand reporter" — opposait la "routine" parisienne à l'esprit novateur de Londres et de New York. Le Castel Béranger, qui venait de naître, l'enthousiasma: "*Ses détails nous captivent : partout des fontes ou des fers forgés qui fleurissent en simples et harmonieuses arabesques, une porte d'entrée dont la grille se singularise par des arborescences de fer qui la font ressembler à une harpe imaginée par quelque Chippendale ; les poutrelles revêtues d'une peinture vert turquoise qui se marie aux roseurs des briques et aux blancheurs bises de la pierre ; des grès pâles aux tonalités glauques qu'on dirait de Bigot fleuronent les dessus de fenêtres, et des chimères de fer en guise d'agrafes font mine de fourrager la muraille de leur long museau d'hippocampe*". Une telle maison, disait-il encore, affirme, de la part de son constructeur, "*des principes nettement arrêtés, tendant à la rénovation de l'art architectural et de la décoration immobilière des édifices de ce temps*". Et il concluait : "*A Bruxelles, nous avons déjà l'admirable, le surprenant Horta. Puisse M. Hector Guimard devenir bientôt notre Horta de France !*".

Au mois d'octobre précédent, Octave Uzanne, conséquent avec lui-même, avait fulminé contre le nouvel Opéra-comique. "*lourdement fastueux, niaisement somptueux dans le genre municipal et d'une indigence artistique à faire pleurer. Sommes-nous donc condamnés à demeurer la nation la plus irrémédiablement stagnante et la plus routinière du monde entier dans toutes les expressions architecturales de notre temps ? (...) A*

quoi convient-il d'attribuer cette ataxie locomotrice de notre architecture ?".

*
* * *

Quatre vingts ans plus tard, l'Art nouveau est entré dans l'histoire. Eu égard à la majestueuse bienveillance de notre fin de siècle, il n'y est pas venu seul. L'académisme de la fin de l'autre siècle n'y est-il pas entré sur un pied d'égalité, au coude à coude avec son contraire ? Ne fait-il pas désormais l'objet, au même titre que l'Art nouveau, des mêmes études analytiques, de la même attention quasi archéologique, de la même admiration sans nuances ? Encore un coup, au risque de me répéter, je constate que la vision de nos contemporains — je parle surtout des plus jeunes d'entre eux — devient essentiellement sociologique, les considérations esthétiques n'intervenant que pour mémoire... Je constate également que, tenant compte, dans son esprit comme dans sa lettre, de cette envahissante et inquiétante tendance, le nouveau régime a pris la décision de modifier l'appellation du futur Musée du XIX^e siècle, qui prendra le nom commode et passe-partout de Musée d'Orsay. Ainsi est-ce à travers la lumière et les ombres de la "société" du XIX^e siècle que nous sera présenté et explicité l'art de ce temps-là. Puisse un tel musée, qui s'impose, et dont j'ai toujours été le défenseur, ne pas devenir un insupportable pensum ! L'intervention de la politique dans l'art, c'est, disait Stendhal, un "*coup de pistolet dans un concert*". On peut en dire de même de la sociologie, qui s'en veut souvent indissociable...

*
* * *

Faute du musée Guimard dont la France, il y a une trentaine d'années, n'a pas voulu, l'Art nouveau devra, au musée d'Orsay, occuper la large place qui lui revient de droit. Comme le dit parfaitement M. Claude Frontisi, "*au-delà des questions de mode ou d'opportunité, l'œuvre de Guimard est d'une actualité manifeste. Elle incarne, dans une société malade de l'hypertrophie technologique, la nostalgie de la mesure artisanale. Et dans un monde artistique où règne le savoir-dire, elle rappelle aux nécessités impérieuses du savoir-faire et du pouvoir-rêver*". Guimard, ou l'imagination au pouvoir...

Yvan CHRIST

(1) *L'Ecole de Paris, 10 architectes et leurs immeubles, photographies de Philippe Chair, éditions du Moniteur, Paris, 1981.*

(2) *Université de Paris-Sorbonne.*

(3) *Éditions Berger-Levrault, Paris.*

(4) *N° 51, éditions du C.N.R.S.*

(5) Cf. Yvan Christ, *Octave Uzanne, bibliophile "évolutionnaire" de 1900, in Médecine de France, n° 247, décembre 1973.*

(6) *Visions de notre heure, Floury, Paris, 1899.*

notes de Lecture

● La France a-t-elle vraiment basculé ?

Au fur et à mesure que croît le recul par rapport à l'événement, la réflexion s'approfondit sur les raisons socio-politiques et culturelles du séisme qui a amené au printemps dernier la gauche au pouvoir. Dans ce fin travail d'analyse, certaines contributions récentes méritent d'être signalées.

La thèse dominante est que la France est passée politiquement à gauche, alors qu'elle l'était déjà socialement et culturellement depuis longtemps. Les événements de mai-juin 1981 ne constituent à ce point de vue qu'un simple rattrapage historique.

C'est l'idée que défend Paul Thibaud dans *Esprit*. Pour lui "les votes du printemps 1981 marquent le brusque aboutissement d'un mouvement de grande amplitude — mouvement de démocratisation et de modernisation — de la communauté politique (1)".

Pour le directeur d'*Esprit* en effet, les valeurs collectives qui dominaient les années 50 et 60 ont disparu. La chute de la fécondité et de la pratique religieuse à partir de 1965 en a marqué le tournant. Les dernières années du gaullisme, le pompidolisme, l'expérience Giscard n'ont été que des parenthèses historiques. La peur du gauchisme et la suprématie du PC à gauche ont retardé le changement politique, mais le pays était mûr pour une expérience social-démocrate, ce que, par de brèves échappées, avaient pressenti des hommes comme Georges Pompidou, Jacques Chaban-Delmas et Valéry Giscard d'Estaing.

Cette analyse du retard mis par la gauche politique à rejoindre cette gauche sociologique est reprise par Alain Lancelot dans la dernière livraison de la revue *Projet* (2). Pour lui, "la gauche aurait dû l'emporter dès 1974 si la précipitation de la campagne et la relève au sein de la majorité n'avaient pu faire croire alors au changement par le centre".

Mais sur le fond, il retient la même explication de la défaite de Giscard. La gauche était majoritaire dans le

pays sans l'être dans ses institutions. Et à l'appui de sa thèse, A. Lancelot cite des phénomènes comme l'urbanisation, la ruée vers le secteur tertiaire, l'entrée massive des femmes, l'explosion scolaire (secondaire et supérieur), la déchristianisation, enfin "la diffusion de l'idéologie anti-autorité"...

On pourrait ajouter à cette liste l'irrigation de tous les champs de la vie associative, sociale et culturelle par les formations de gauche. Autant de raisons qu'avaient déjà mises en valeur les travaux du Cevipof (Centre d'études de la vie politique française) rassemblés sous le titre *France de gauche, vote à droite* (Presses de la Fondation nationale de sciences politiques, 1981).

La contribution d'Alain Griotteray dans *la Revue des deux mondes* d'octobre est intéressante en ce qu'elle prend en compte cette analyse de la suprématie d'une idéologie de gauche, mais venant d'un giscardien bon teint, en ce qu'elle dénonce aussi l'indulgence du pouvoir précédent à l'égard de cette domination intellectuelle du socialisme. Pour cet ancien député, sympathisant de la "nouvelle droite", l'échec de V. Giscard d'Estaing s'explique par l'incapacité de la droite intellectuelle et politique à réagir : "au cours des vingt dernières années, écrit-il, on a laissé le socialisme s'identifier à la liberté et à la justice. Le socialisme a joui en France d'une surprenante immunité intellectuelle".

Cette indulgence est d'autant plus inexplicable, pour Alain Griotteray, que les travaux sociologiques du Centre de communication avancée soulignaient un état d'esprit nouveau chez les Français et révélaient a posteriori l'inadaptation de fait de la campagne de Valéry Giscard d'Estaing. Pour Bernard Cathelat, le directeur du CCA, le discours politique de l'ancien président ne s'adressait plus qu'aux 30 % de Français "utilitaristes" (ceux pour qui les valeurs de travail, d'effort, de patrimoine ont un sens profond) et "aventuriers" (ceux qui sont sensibles aux notions de compétitivité, de progrès technologique) : "Il s'agit, dit B. Cathelat, de deux familles, deux attitudes

psychologiques, deux systèmes de valeurs également en déclin : le modèle rural, utilitariste, le modèle industriel, aventurier”.

Ce déclin a profité à deux catégories de Français, à deux autres “micro-cultures” : celle des “recentrés”, de plus en plus nombreuse, à base essentiellement de retour sur la vie privée, de valeurs de sécurité, de paix, de tranquillité, d'équilibre entre la ville et la campagne, le travail et les loisirs... Enfin, la catégorie des “décalés”, ceux qui font preuve de “marginalité mentale”, pour qui l'évasion (musique, bandes dessinées, voyages, drogue) devient la motivation fondamentale (3).

D'où la conclusion selon laquelle des slogans comme celui de la “force tranquille” de François Mitterrand

avaient plus de chances de toucher les électeurs que les nouveaux appels à l'effort de Valéry Giscard d'Estaing. Un jugement sans doute fragmentaire, mais dans un pays où les élections se jouent sur le vote de 5 à 10 % de personnes politiquement indéterminées, une telle explication sociologique ne peut laisser quiconque indifférent.

Henri TINCQ

(1) *Esprit*, n° 55-56, août 1981.

(2) *Projet*, n° 158, septembre-octobre 1981.

(3) On pourra se reporter au script de l'émission “Questionnaire” (B.P. 104, 75825 Paris cedex 17), qui a mis face à face le 30 Juin dernier Bernard Cathelat et Jean-Louis Servan-Schreiber.

● La social-démocratie quand même de François Fejtö

Les sujets sur lesquels les Français ont les idées les plus arrêtées sont ceux qu'ils connaissent le moins. Ainsi, qu'ils la méprisent ou qu'ils s'en réclament, la social-démocratie leur est en général inconnue. Au parti socialiste, le qualificatif de social-démocrate a valeur d'injure. Il ne qualifie pas : il disqualifie. Sous-entendu : “nous autres socialistes français sommes beaucoup plus intelligents que les étrangers et nous ferons beaucoup mieux, vous verrez”. Du coup, au centre et à droite, par réaction, on se découvre volontiers travailliste ou social-démocrate quitte, en période électorale, à tenter d'effrayer l'électorat en lui promettant, en cas de succès de la gauche, un effondrement économique de type britannique. L'incohérence de la démarche a eu sa récompense au printemps dernier.

Le mérite premier de l'ouvrage de François Fejtö consiste à dire de quoi il retourne. C'est-à-dire que le lecteur y trouve tout d'abord un historique : on lui explique clairement le débat théorique qui opposa Bernstein à Lénine ; on lui rappelle les conditions dans lesquelles a survécu et s'est développé un socialisme démocratique auquel les échecs n'ont pas été épargnés ; on lui remémore les expériences social-démocrates de l'après-guerre. Bref, on se donne la peine d'informer au lieu que trop souvent en ces matières les allusions et les polémiques ne font que masquer l'ignorance.

Le même souci didactique conduit ensuite François Fejtö à passer en revue les différents pays où se sont déroulées des expériences social-démocrates : Suède, Norvège, Danemark, Allemagne, Autriche, Grande-Bretagne. Des statistiques, des portraits, des entretiens dégagent dans chaque cas la physionomie propre de la social-démocratie dans chacun de ces pays. A cette partie analytique succède une partie synthétique intitulée “problèmes et tendances” dans laquelle l'auteur rassemble les traits communs aux différents modèles sociaux-démocrates. Dans la conclusion François Fejtö apporte

la justification de son titre “La social-démocratie quand même”.

Par quoi se caractérise la social-démocratie ? Tout d'abord par un pragmatisme qui lui fait voir dans l'Histoire non une utopie idéale à réaliser mais un mouvement à orienter, dans un sens aussi favorable que possible aux intérêts de la classe ouvrière. Ensuite, par un attachement indéfectible à la démocratie parlementaire. Ce respect des mécanismes démocratiques se double d'une confiance dans l'Etat, dont on attend qu'il assure la croissance économique, le plein-emploi et la sécurité sociale. François Fejtö fait observer le caractère paradoxal de cette confiance de la part d'un mouvement que ses références marxistes devraient en théorie conduire à prévoir et à préconiser le dépérissement de l'Etat et son absorption par la société civile. Reconnaissons que ce décalage éclatant entre la théorie et la pratique n'est pas propre aux sociaux-démocrates et que de leur côté les libéraux, lorsqu'ils sont au pouvoir, se révèlent volontiers vigoureusement dirigistes.

En vérité, pour les sociaux-démocrates, l'ouvrage fondamental est moins “le capital” que la “théorie générale” de Keynes. Aussi bien se sont-ils trouvés désemparés lorsque dans les années soixante et soixante-dix, il est apparu que la seule pratique keynésienne ne suffisait plus à résorber l'inflation et le chômage.

L'Etat dont se réclame la social-démocratie c'est le Welfare state, l'Etat providence, l'Etat-protecteur, celui qui prend en charge la satisfaction des besoins et des désirs des individus. C'est l'Etat qui assure l'égalité entre les citoyens par des politiques éducative, sociale, fiscale, etc... appropriées. Cogestion, codétermination : la social-démocratie s'efforce d'assurer une place aux salariés dans l'entreprise. Partie de la lutte des classes, la social-démocratie et c'est son mérite, instaure en fait une coopération entre les différents partenaires : syndicats,

employeurs, Etat. On a même pu voir en elle "la forme politique la mieux préparée pour opérer la greffe d'institutions corporatistes sur l'édifice de la démocratie parlementaire".

De la social-démocratie, François Fejtö dit ce que Churchill disait de la démocratie : "elle est pleine de contradictions, d'imperfections, d'incertitudes, elle est fragile, vulnérable. Mais on n'a rien trouvé de mieux".

Le propos ne pêche pas par excès d'enthousiasme. Le mérite de l'ouvrage de François Fejtö est qu'il est suffisamment objectif pour fournir à qui le lit tous les éléments d'une conclusion différente de celle de l'auteur.

Le tableau qu'on nous présente des démocraties nordiques n'est pas particulièrement flatté. On voit bien que certaines prétendues "conquêtes" en matière de mœurs ne sont que mols et mornes abandons au courant qui passe. L'envie nous dit-on est en Suède la passion dominante. Les faits et gestes des voisins sont épiés pour dépister la moindre différence de train de vie. L'envie se demande François Fejtö serait-elle le cancer secret de l'égalité? Le travaillisme britannique lui non plus n'est pas épargné.

Au-delà, ce que montre François Fejtö, c'est le caractère fondamentalement malsain de la relation qui s'établit entre l'Etat et le citoyen. D'un côté on nourrit à l'égard de l'Etat tout-puissant une forte aversion. De l'autre, on attend de lui qu'il assure la satisfaction de demandes sans cesse renouvelées. D'où une "infantilisation de la société qui est le revers de la médaille et le

complément direct du Welfare state".

Paul Thibaud dans le numéro de juillet-août 1981 de la revue "Esprit" évoque lui aussi les limites que rencontre actuellement l'Etat-providence et renvoie à l'ouvrage de François Fejtö.

L'Etat a-t-il le devoir de rendre les citoyens heureux? Le risque est celui d'une soumission complète en échange d'une promesse de sécurité totale : il y a un siècle et demi, Tocqueville écrivait déjà superbement : "Il (l'Etat) travaille volontiers à leur bonheur (celui des citoyens) ; mais il veut en être l'unique agent et le seul arbitre ; il pourvoit à leur sécurité, prévoit et assure leurs besoins, facilite leurs plaisirs, conduit leurs principales affaires, dirige leur industrie, règle leurs successions, divise leurs héritages ; que ne peut-il leur ôter entièrement le trouble de penser et la peine de vivre?".

Y a-t-il quelque chose à ajouter?

Oui, on peut ajouter que le livre de François Fejtö témoigne d'un sens remarquable de la pédagogie : l'exposé est clair, les différents visages de la social-démocratie apparaissent successivement, le lecteur acquiert le sentiment réconfortant d'en savoir beaucoup plus à la fin qu'au début. Subrepticement, il se dit que désormais un certain nombre de sottises ne pourront plus avoir impunément cours dans le débat sur la social-démocratie.

Dominique-André KERGAL

Ed. Robert Laffont - Collection Libertés 2000.

● Rapport secret au Comité central sur l'état de l'Eglise en URSS

Destiné aux deux cent cinquante membres de cette haute instance, ce texte est, à plus d'un titre, passionnant. Signé par le vice-président du Conseil aux Affaires religieuses, il est le premier document parvenu jusqu'à nous, par des voies détournées, depuis le fameux discours de Khrouchchev au XX^e congrès du Parti sur les crimes de Staline. Et l'intérêt est renforcé par le fait qu'il concerne, au sein de ce monde mystérieux, le seul organisme non communiste qui y soit toléré.

Comme l'explique Nikita Struve dans une courte préface, la diffusion du Rapport en Occident a mis les dirigeants soviétiques dans un grand embarras, sans qu'ils puissent ou osent en nier l'authenticité. Une authenticité qu'il faut cependant décrire. Car la redoutable "langue de bois", dont on use avec le bon peuple, est également utilisée entre initiés, d'organisme officiel à organisme officiel. La désinformation va parfois plus loin qu'on ne croit. Il s'agit pour le rapporteur de démontrer que le conseil qu'il préside a fait un bon travail. Alors, on se vante. La moindre déclaration du patriarche

ou d'un évêque du genre "Soyez patriotes, avec votre peuple", est exploitée comme le "résultat du travail permanent et inlassable que le conseil effectue auprès des prélats", et amène à prédire la "ruine prochaine des idéaux mystico-religieux". Cependant, point trop n'en faut. Et si on exploite l'éloquente critique des mœurs que font du haut de la chaire, bien naturellement, les ministres du culte dans leurs homélies, on se garde de conclure à une victoire totale dès maintenant de l'athéisme, dont la première conséquence serait la suppression d'un conseil devenu inutile. Il faut donc lire entre les lignes, et saisir, ici ou là, d'étonnantes révélations. Par exemple, la véritable stupéfaction qu'éprouve le rapporteur devant la vivacité de l'attachement au "passéisme", aux traditions. Il s'offusque que "même des anciens combattants soient prêtres". Et il remarque benoîtement que pourtant les publications religieuses "ne peuvent avoir d'effet, étant donné leur faible tirage". Bien sûr, on conclut à la nécessité "d'intensifier l'action auprès du clergé, dans l'intérêt national".

Un discours balancé, mais instructif. Que savions-

nous jusqu'ici ? En gros que les deux constitutions successives en URSS ont prévu la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la liberté de conscience et de culte ; et que dans un mouvement contradictoire, concomitant, elles dénoncent l'esprit religieux comme opium du peuple, qui doit être combattu jusqu'à sa disparition complète. Dès 1922, Lénine dans une circulaire ultra-secrète au politburo recommandait à Molotov de "mettre à profit la famine pour fusiller le plus de prêtres possible, afin qu'on s'en souvienne pendant des décennies". En 1939, se déploient les grandes purges. Et on peut dire qu'après elles il ne reste pratiquement plus rien de structuré au point de vue religieux en Union soviétique. C'est alors que se produit un premier tournant. Le combat contre les nazis incite Staline à faire appel à toutes les couches de la nation, et l'Eglise orthodoxe s'engage à fond dans la lutte patriotique. Aussitôt, la pression se relâche, et des églises, des monastères, des séminaires sont autorisés à rouvrir leurs portes. De surcroît, l'extension territoriale en 1944 de l'Union soviétique à l'Ukraine occidentale, à la Biélorussie, aux Pays baltes, amène l'inclusion d'un grand nombre de paroisses et de quatre-vingt monastères. Mais, la période de relative libéralisation ne s'étendra pas au-delà de 1960. Khrouchtchev reprend le flambeau de l'athéisme, et sous divers prétextes ramène le nombre des églises de vingt mille à sept mille, des monastères de quatre-vingt-sept à dix-sept, et des séminaires de huit à trois.

Une nouvelle persécution, un peu différente, a commencé. Il s'agit moins de détruire à nouveau l'édifice de la chrétienté en URSS que d'en prendre le contrôle. Voilà quel va être le principal objet du "Conseil aux Affaires religieuses", créé en 1965, dont nous analysons maintenant le récent rapport. Il décrit minutieusement les structures de l'Eglise orthodoxe russe. Le patriarche Pimède, élu en 1971 ; un synode de six membres, qui comprend les évêques de Léningrad, Kiev, Kourtitsy, Tallin, Toula ; les services généraux de ce Saint Synode, avec la publication de la "Revue du patriarcat de Moscou et aussi des Travaux théologiques ; la liste des diocèses ; quarante-huit à l'intérieur de l'URSS", auxquels s'ajoutent dix-huit, spécialement rattachés à un exarchat d'Ukraine. Puis vient la liste des exarchats et paroisses à l'étranger, notamment en France, sans parler de la "Mission russe à Jérusalem" et de la "Métochie" à Beyrouth. Plus intéressantes pour nous sont les notes, les appréciations portées sur les maillons de cette chaîne. Ces notes sont données sans fard, et classent les prélats en trois catégories. Il y a les "bons" évêques, au nombre de dix-sept. Ils sont obéissants, et "ayant conscience que notre Etat ne souhaite pas voir se développer le rôle de la religion et de l'Eglise dans la société, ils ne déploient pas de zèle particulier pour étendre l'influence de l'orthodoxie parmi les populations". Parmi eux, hélas, est cité au premier rang le patriarche Pimède, de Moscou. Et puis, il y a les "moins bons" : vingt-trois en tout, dont le métropolite Nicodème de Léningrad (remarquons, ici, la compétition entre l'ancienne et la nouvelle capitale), qui sont, eux aussi, obéissants, mais qui "luttent pour le renforcement du rôle de

l'Eglise... (et)... recrutent de jeunes prêtres". Enfin, il y a les dix-huit prélat franchement "mauvais", les résistants, avec à leur tête l'évêque Nicolas, de Lwov en Ukraine occidentale. Ceux-là, dont Chrisostome de Koursk, entraînent de nombreux jeunes évêques résidentiels, qui "déploient un grand zèle religieux".

A tout prendre, un tableau plutôt encourageant, puisque les seuls dix-sept "bons" évêques (Palladius, qui se contente de "célébrer de temps à autre dans la cathédrale... et ne sort pas de la ville") sont contre-balançés par au moins quarante et un prélats (car huit ne sont pas classés), qui font preuve de zèle religieux. En principe, le Conseil aux Affaires religieuses doit simplement "limiter l'activité de l'Eglise dans le cadre de la loi... et bien la tenir en main". Mais on connaît les contradictions de cette loi, et on va apprendre les méthodes employées pour tenter de soumettre cette Eglise et de la dégrader. D'abord, réduire le nombre des vocations à la prêtrise et les orienter. Le Conseil s'arroge le droit de "contrôler l'entrée au séminaire" (sont écartés les candidats qui auraient "émis des opinions anti-soviétiques",... eu des "relations avec l'étranger", ou bien seraient des "fanatiques", des "extrémistes", sans parler des "malades mentaux"). Les professeurs de chaque séminaire sont eux-mêmes astreints à des "entretiens confidentiels" réguliers avec les représentants du Conseil aux Affaires religieuses ; et pour couronner le tout, les séminaristes — par exemple Zagorsk — doivent visiter un "musée d'archéologie ecclésiastique" (traduisez : musée anti-religieux). Après ce véritable laminage, arrivent cependant à terme quelques prêtres prêts au martyr. Ils sont vite repérés, et les brimades commencent. Dès qu'ils acquièrent une certaine influence dans leur milieu paroissial, ils sont mutés, re-mutés autant de fois qu'il le faut. A ce propos, le cas du Père Dimitri Doudko — que cite le rapport — est parfaitement exemplaire. On retire leur "enregistrement" (droit d'exercer le culte) aux prêtres par trop récalcitrants, et ils sont mis d'office à la retraite. De surcroît, ceux parmi les prêtres qui ne se font pas remarquer ne sont pas quitte pour autant. D'abord, mesure générale, ils sont surimposés par rapport aux autres "travailleurs", comme d'ailleurs tous les lecteurs, choristes et clercs de la paroisse. Ils sont, au moindre prétexte, accusés de corruption. Enfin, ils sont mis dans l'obligation absolue d'envoyer leurs enfants chez les pionniers, une association communiste militante et athée. Pour que personne n'échappe à cette gigantesque brimade, le Conseil prend soin de constituer dans chaque paroisse des "commissions d'assistance", qui prennent en main la gestion et surveillent les simples fidèles. Toutes les cérémonies religieuses : mariages, baptêmes, funérailles sont en principe enregistrées, et certaines professions (par exemple l'enseignement public) sont alors interdites aux chrétiens pratiquants.

Et pourtant, ces chrétiens parviennent à subsister et à vivre leur foi. Comment font-ils ? Le rapport le commente aussi, avec dépit. A la vérité, les membres du Conseil, s'ils sont convaincus et féroces, semblent restés

parfois assez naïfs. Nous savons déjà qu'une large majorité du corps épiscopal — surtout chez les jeunes évêques — est loin d'être contaminée. Le fait que les grandes carrières comportent souvent des stages à l'étranger, et donc de nombreux contacts extérieurs, y est pour quelque chose. Et même chez les plus compromis, tout n'est pas gâté. Le rapporteur signale que le patriarche Pimède, si obéissant en URSS, saisit l'occasion d'une échappée en Finlande (ce n'est pas loin !) pour se mettre à évoquer, en plus de la paix entre les peuples et du désarmement nucléaire, l'idée de "salut", l'usage des "sacrements", et la "libération du péché". A qui se fier ! Voilà l'évêque Michel, d'Astrakan, qui "assume l'Etat de sa loyauté", mais "en profite dans son diocèse pour encourager les croyants fanatiques". De plus, le bataillon des jeunes évêques s'avise — afin de suppléer au prétendu manque de vocations religieuses, dûment provoqué dans les séminaires — d'ordonner sur place des prêtres dans leurs diocèses. Et des prêtres musclés, qui sous l'impulsion de leurs évêques entreprennent de "retourner" (dans le sens où Vladimir Volkof emploie le mot) la commission laïque chargée par le Conseil aux Affaires religieuses de surveiller la paroisse. Parfois même, ils arrivent à prendre complètement le contrôle de ces commissions laïques, et à mettre à leur tête des "chrétiens fanatiques". Ceux-ci en viennent à exiger, pour autoriser le baptême de l'enfant, le mariage religieux de ses parents. Dans le même sens, il est signalé qu'au sein de telle région le nombre des confessions enregistrées en un an est passé de 21.590 à 23.350. Où allons-nous ! s'effare le rapporteur, qui constate que les menaces d'excommunication sont encore fort redoutées.

Une partie de cette action est menée — avec l'autorisation tacite de l'évêque — par des prêtres officiellement mis à la retraite. L'exemple est donné de la paroisse de Krivo-Ozero, où, tout au contraire de ce que le rapport déplore dans d'autres régions, ne se faisait plus depuis longtemps, au moins au grand jour, de baptême ni aucune autre cérémonie religieuse. En fait, Markov, un prêtre retraité, administrait secrètement les sacrements dans trois villages contigus, et avait notamment baptisé plus de cent soixante enfants ! La tradition orthodoxe, qui a toujours admis la pratique de certains rites reli-

gieux à domicile, se prête à ces dissimulations. Et ainsi aborde-t-on de façon allusive dans le rapport la question d'une Eglise clandestine. L'exemple de la situation en Ukraine occidentale est à ce propos éclairant. Les habitants y sont l'objet d'une suspicion particulière. Parce qu'ils ont été occupés par les Allemands, et donc contaminés. Parce que l'Eglise uniate (catholique romaine, de rite ukrainien), autrefois bien implantée, a été ralliée de force à l'orthodoxie en 1944. Enfin, parce que l'Eglise ukrainienne orthodoxe a toujours réclamé son autonomie. Le métropolite Nicolas est très combatif. Comment le contrer à partir de Moscou, sans risquer de rejeter ses fidèles vers l'Eglise catholique uniate qui, elle, est entièrement passée à la clandestinité ?

Telles sont les perspectives qu'ouvre la diffusion en Occident du rapport secret du Conseil aux affaires religieuses. Par extrapolation des chiffres donnés, on arrive à la conclusion que dans l'aire chrétienne du pays (Russie, Biélorussie, Pays baltes, Ukraine, Géorgie), 60 % des morts sont enterrés religieusement. Ce qui reflète l'existence d'une masse de quatre vingt millions de chrétiens. Cela, en dépit de pressions abominables, exercées en contradiction avec la législation la plus récente. La constitution de 1977 précise bien, en effet, que "toute incitation à l'hostilité et à la haine pour des motifs liés à des croyances religieuses est interdite". Le rapport démontre l'illégalité de l'action du Conseil, et en même temps son relatif insuccès. Le nombre des chrétiens pratiquants augmente assez rapidement. Les plus déterminés d'entre eux réclament déjà la reconnaissance, aux organisations religieuses, des mêmes droits électoraux qu'aux autres organisations sociales du pays, c'est-à-dire la possibilité de présenter des candidats aux soviets de tous les niveaux. Cette question se posera un jour en URSS.

Finalement, le "rapport secret" constitue un hommage — bien involontaire — à la vaillance de l'orthodoxie russe et en général à la chrétienté en URSS. Un document en tout cas, à lire absolument.

Jacques NANTET

Editions du Seuil

● Les Chasseurs d'Absolu d'Alain-Gérard Slama

Curieux livre que celui d'Alain-Gérard Slama. Curieux livre, qui mélange à une matière riche, féconde et novatrice des allégations à l'emporte-pièce et des façons par trop parisiennes... Combien d'auteurs français, et souvent des meilleurs, écrivent, écrivirent ainsi dans la hantise de *faire ennuyeux* ! Penser juste et parler frivole, sonner clinquant, raisonner profond, c'est, faut-il croire, l'une des facettes de la pudeur ou de l'urbanité des intellectuels. Aussi bien, son aspect un peu « couleur locale » ne saurait faire oublier l'extrême intérêt du livre d'Alain-Gérard Slama.

Le point de départ de l'ouvrage, ai-je tort de le trouver dans une sorte d'inquiétude civique ? Devant le désaisissement des citoyens, l'accaparement du politique par de prétendus spécialistes, face au déclin de l'esprit de liberté, il est impensable de ne pas dépister le mal à la racine de ce qui structure et anime la réalité démocratique — à savoir, l'idée même que l'on se fait du politique. Idée qu'une perversion radicale a proprement dénaturée : nos sociétés ont oublié qu'avant d'être une fonction, un *faire*, la politique est un *être*, une nature, participant de la nature de l'homme, ou, plus exactement, constituant

l'une de ses multiples natures. Car tout homme est légion.

Ce concept de nature politique est un « furet de la pensée », escamoté aussitôt qu'avancé. Aristote lui-même, après avoir défini l'homme comme animal politique, aurait empoisonné nos représentations ultérieures en plaçant la raison au principe de toute société. Pourtant, la « révolution du sujet » survenue au XVIII^e siècle a bien dévoilé la dynamique de notre nature politique : « Tétragone à géométrie variable », elle couvre quatre réseaux de rapports — rapports à l'autre, à la nature, à la morale et à l'histoire. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen a concrétisé ces réseaux de rapports autour des problèmes de la liberté, de la propriété, de la sûreté et de la résistance à l'oppression.

Telle est la thèse fondamentale de l'ouvrage. S'y ajoute une seconde proposition, qui justifie le sous-titre « Genèse de la gauche et de la droite » : la nature politique est structurellement contradictoire. Elles s'articule autour de l'alternance gauche-droite qui départage les sujets politiques : « le critère déterminant du tempérament de droite est l'attitude déréistrique qui fonde la certitude d'une harmonie préétablie, d'un souffle animant uniformément l'univers. C'est l'exigence de l'unisson entre l'homme et son environnement qui plonge l'individu dans le déterminisme de l'ordre naturel : chacun sa place, chacun son métier, chacun son rang. Le règne de l'identité fonde le règne de l'enracinement, de la fonctionnalité, de la hiérarchie. Chez l'homme de gauche, une structure du Moi radicalement différente présente en des termes quasiment inversés la dialectique du même et de l'autre ». Dialectique atrophiée, alternative indépassable, surtout pas par cet « extrême-centre », avec sa phraséologie libéralo-consensuelle qui distille les blocages et l'immobilisme.

Qu'on le veuille ou non, gauche et droite constituent donc des tempéraments, inscrits au plus profond de la nature de l'homme. La concrétude de ces tempéraments, l'auteur la cherche à travers les textes « où la culture de l'homme dévoile le mieux sa nature », en l'occurrence à travers l'œuvre de onze écrivains français. A la gauche d'Alain-Gérard Slama : Voltaire, Rousseau, Hugo, Gide et Sartre. A sa droite : De Maistre, Chateaubriand, Balzac, Barrès, Montherlant et Camus. C'est l'aspect du livre qui semble avoir le plus retenu l'attention des critiques. De fait, la démarche est originale et porte loin, prouvant qu'on peut et doit trouver le vrai du politique au cœur de ce qui n'est pas lui. De quoi alimenter d'amusants débats dans les rangs des politistes... On goûtera ces onze analyses : elles montrent excellemment comment un homme se révèle et se cache à lui-même, dans l'écriture et la pensée, la vérité de son tempérament.

Les préférences pour tel ou tel portrait sont évidemment d'ordre subjectif. Pour ma part, si les analyses de

Voltaire, Rousseau et Balzac ne m'ont pas tout à fait convaincu, j'ai particulièrement apprécié celles de Barrès, de De Maistre et surtout de Sartre.

La conclusion aurait mérité d'être développée davantage. Affirmer en quatre pages que la politique est d'essence schizophrène, qu'elle est totalité non totalisable, que « les idéologies naissent de l'incapacité d'assumer le pluralisme de l'être », que « la seule norme que tolère la liberté est le devoir de résister avec acharnement aux discours normatifs »... Voilà qui fait beaucoup. D'autant que c'est ici que les présupposés anthropologiques et les implications morales de l'ouvrage sont exposés de la manière la plus propre à susciter le débat.

Les présupposés anthropologiques sont les plus manifestes : pluralité des natures chez l'homme, présence d'une nature politique, tenant proprement de l'instinct, qui aime et maintient toute société. On regrette que des précisions sur ce que recouvre pour l'auteur la notion de nature ne soutiennent pas l'ouvrage. On a grand peur, avec Pascal, que cette belle nature ne soit qu'une première coutume, qu'il n'y ait rien qu'on ne rende naturel, ni naturel qu'on ne fasse perdre. L'homme est-il naturellement politique ? Peut-être, mais le naturel en tant que tel est indiscernable. Si la société est appelée par la nature même de l'homme, ce n'est pas par la grâce d'une faculté positive mais bien plutôt par l'inadaptabilité somatique de l'espèce humaine. Liée à une faille, à un manque, la société n'est-elle pas à analyser en termes de rupture, et non comme une production naturelle ? Cela d'autant plus que le naturel, le comportement instinctif supposent eux-mêmes un déclencheur, un éducateur.

Malgré tout, on peut parler d'un naturel politique si l'on accorde qu'il s'agit toujours du naturel d'un moment dans l'histoire, pour parler comme Eric Weil, si la nature politique est conçue à son tour comme résultat d'un processus, d'une élaboration. A cet égard, l'opposition entre nature et raison politiques, qui court à travers tout le livre, me paraît absolument artificielle.

La raison politique n'est-elle pas le fait d'un homme « livré à son propre conseil » ? Ne permet-elle pas justement la reconnaissance et la réalisation de ce vouloir-vivre commun qui « se forge au creuset de chaque conscience » pour reprendre les propres termes d'Alain-Gérard Slama ? Au fond, l'opposition instituée entre nature et raison politiques constitue un discours idéologique dans l'exacte mesure où l'idéologie est ce qui donne à croire que le sens est là, immédiat, à même les choses — dans la pensée d'Alain-Gérard Slama — que le sens du politique affleure à même la vibration d'une nature. C'est qu'il se conforme ici à un préjugé trop courant : l'identité du normal et du naturel. La conséquence est nette : qu'on se conforme sans tricher à sa propre tendance, à sa propre nature, qu'on se montre fidèle à sa pente, c'est tout le vrai du politique et la vie de la liberté. On comprend que l'essai raisonné de dépassement de son naturel, l'effort pour ne plus être à soi-même sa propre référé-

rence (et n'est-ce pas là le travail de la morale et de la raison, inextricablement mêlées?), la volonté de penser le relatif sur fond d'absolu soient pour lui illusion mystificatrice. L'origine est un destin, a écrit Etienne Borne. Pour Alain-Gérard Slama, elle est davantage : une fatalité.

Un dernier point mériterait bien des développements : la vision historique proposée par Alain-Gérard Slama. Son analyse est pénétrante, retraçant le passage du Moi au Sujet, le transfert kantien de la référence éthique du plan vertical au plan horizontal, le passage du *jus divinum* au *jus civile*. Trois réserves cependant : la structure « verticale » de la pensée politique avant le XVIII^e siècle me semble très relative, et, en tout cas, ne pas instaurer entre l'homme et la nature, entre le Moi et l'autre un rapport d'identité ; j'aurais aimé que l'auteur s'interroge sur le mécanisme qui transforma ses chères Lumières en productrices d'Absolu politique (pourquoi n'y a-t-il pas trace dans la bibliographie du livre de François Furet sur « La Révolution Française », si éclairant pour notre sujet ?) ; en dernier lieu, est-il logique de trouver dans le XVIII^e siècle la révélation de la nature politique, quand

ses penseurs, bons continuateurs de la tradition artificialiste, systématisèrent une vision fonctionnaliste de la politique, science soumise comme toutes les sciences à la douce loi du progrès ?

Outre l'analyse théorique, il aurait fallu commenter les onze portraits, tous remplis de chaleur et d'amicale curiosité. Cette implication au milieu de son propre sujet, qui provoque en retour la discussion, la réflexion, la participation du lecteur, c'est l'un des grands mérites du livre d'Alain-Gérard Slama. Il y court une passion qui tranche sur les maussaderies du débat politique et intellectuel. Au diable donc les fausses prudences ! et qu'Alain-Gérard Slama nous apporte bientôt d'autres révélations sur cette fameuse nature politique que, pour ma part, je cherche toujours entre le cœur et le cerveau. Vraiment... il faudrait voir plus bas peut-être... le poumon, dites-vous ?

Benoît VERMANDER

Les chasseurs d'absolu ; genèse de la gauche et de la droite - Ed. Grasset, 1980 - 366 p.

● L'Afrique étranglée de René Dumont

Si on peut estimer qu'une journée de liberté de Philippe Sollers (de R. Debray ou de Tarteupion) coûte à l'humanité la vie d'enfants (cité dans le Scribe — Grasset 1980 par R. Debray), on peut considérer avec René Dumont et Marie-France Mottin et en admettant que tout se passe bien... "qu'au début du XXI^e siècle, nous seront 10 % de repus face aux 90 % des miséreux enfermés dans un immense goulag de la faim et de la pauvreté"...

"Dans quelle sorte de monde voulons-nous vivre ? il serait peut-être temps d'inventer des rapports nouveaux et de regarder avec d'autres yeux". Parce que nous n'avons guère d'autres choix. Changer d'attitude avant qu'il ne soit trop tard. Et Marie-France Mottin de dénoncer au-delà des mythes habituels (Afrique des intellectuels, Afrique des dépêches d'agence, Afrique des ethnologues, des centurions et des marchands) celle des experts qui nient la réalité et nient la vie dans un langage codifié, une langue d'ordinateur qui servira indistinctement pour l'Amérique latine et l'Asie du Sud... Ainsi, les femmes aux pagnes sales et bébé dans le dos, venues pieds nus dans les avenues des Lusaka couper du bois pour leurs bidonvilles, deviennent-elles "— aseptisées et globulisées — le secteur infernal qui augmente la production énergétique pour les besoins des zones péri-urbaines"...

Et de Zambie en Tanzanie, du Sénégal en Côte d'Ivoire, de Guinée-Bissau au Cap Vert, surgit le catalogue impressionnant des échecs et des erreurs d'une évolution mal partie : accentuation des privilèges d'une mino-

rité et croissance de l'improductivité en Zambie "qui s'enfonce dans l'imprévu"; difficultés rencontrées par l'instauration du socialisme en Tanzanie (villagisation bâclée — déforestation — crise économique — montée de la bureaucratie — difficultés du sous-développement); désertification du Sénégal et du Sahel — gaspillage du patrimoine (fer - phosphate - poissons) au Sénégal et échec de la lutte anti-désert au Sahel ("Un institut du Sahel a été établi à Bamako où le souci d'un standing international des chercheurs, la revendication de 200 bureaux climatisés au lieu de Land Rover pour aller sur le terrain et le souci de jouer au mini-Orstom ou à la para-Fao risquent de prendre le pas sur les recherches de terrain, menées avec les paysans..."); limites — inquiétantes — du miracle agricole ivoirien; tentative des "recolonisations silencieuses" en Guinée-Bissau. Pourtant, selon les auteurs, tout n'est pas perdu puisque des expériences de lutte contre la désertification comme celle en cours au Cap Vert, démontrent que l'aide peut-être assez bien utilisée malgré tout ce qui reste encore à faire.

Si le socialisme africain peut être défini comme le Gouvernement du peuple pour et par les instruits, il semblerait malheureusement que l'avenir de l'Afrique se dessine comme "une destruction accélérée des environnements naturels des différentes régions... forêt dense complètement liquidée... boisements de la zone sahélo-soudanienne totalement sacrifiés... Conditions des bidonvilles aussi précaires.. pas d'alimentation suffisante pour les défavorisés urbains et ruraux, niveau de santé inacceptable... "Seule une remise en cause du modèle du

développement occidental, de la société de consommation et de la suprématie urbaine et industrielle (comme l'a tenté la Chine) devrait pouvoir remédier à cette situation en se dégageant d'ailleurs d'un socialisme européen-centriste totalement inadapté au tiers monde"...

En attendant le constat d'échec apparaît dramatique : "Afrique déboussolée par des développements importés ou contemplés, sols ruinés, désertés, fixés, paysages arrachés, sociétés démolies ou déstructurées, que l'on n'a pas su remplacer ; paysans exploités, méprisés ; élites qui continuent à s'agiter dans des capitales qui ne gouvernent vraiment qu'elles-mêmes et leurs beaux quartiers, et

au-delà, beaucoup de vide ; experts importants et omniscients qui persistent à brasser des millions et beaucoup de vent ; le chant est funèbre et le bilan accablant. Ni les socialismes pensés du froid ni les capitalismes introduits de l'Ouest n'ont réussi à sortir l'Afrique de son sous-développement, de son enlèvement. Et bientôt voilà que les miracles du Kenya ou de la Côte d'Ivoire tombent les masques... L'Afrique est en voie de faillite plus que de développement, la famine à sa porte ou dans ses murs, nous avons échoué"... Une analyse qui fait réfléchir. Pendant qu'il est encore temps ?

Anne-Marie LAVAUDEN

● Le Petit Savant illustré de Pierre Thuillier

« Que seule vaille une interprétation du monde qui vous donne raison à vous, une interprétation qui autorise à chercher et à poursuivre des travaux dans le sens que vous dites scientifique (c'est mécanique que vous pensez, n'est-ce pas ?). Que seule vaille une interprétation du monde qui ne permet que de compter, de calculer, de peser, de voir et de toucher, c'est balourdise et naïveté, si ce n'est démente ou idiotie... Une interprétation scientifique du monde telle que vous l'entendez, messieurs, pourrait donc être une des plus sottes, des plus stupides de toutes celles qui sont possibles : ceci soit dit à votre oreille, à votre conscience, mécaniciens de notre époque qui vous mêlez si volontiers aux philosophes et qui vous figurez que votre mécanique est la science des lois premières et dernières et que toute existence doit reposer sur elles comme sur un fondement nécessaire. Un monde essentiellement mécanique ! mais ce serait un monde essentiellement stupide »... Nietzsche — *Le Gai Savoir*.

Illustrant sa thèse de l'insertion sociale de la science par toute une série d'articles déjà parus dans « la Recherche », Pierre Thuillier part en guerre contre les postulats d'objectivité et de neutralité d'une science en réalité fondée sur une idéologie scientiste qui peut être considérée comme une véritable intoxication : « il se pourrait que la science en tant que savoir effectif, en tant qu'appareil cognitif fondé sur des normes strictes soit incapable de tenir les promesses du scientisme. Un jour ou l'autre, ce dernier finirait par apparaître (rétrospectivement) comme une trompeuse utopie. Et plus précisément comme une vulgaire doctrine métaphysico-religieuse, doctrine dont le rôle aurait été de justifier un certain régime commercialo-industrialo-technocratique ».

Si la science est considérée « comme un ensemble d'institutions et de normes qui ont une signification historique tout à fait particulière », elle apparaît comme technologique dans son essence et même comme une certaine entreprise « scientifico-technocratique » : d'abord adaptée aux ambitions pratiques et culturelles d'entrepreneurs commerciaux et industriels, elle a

étendu ses méthodes progressivement à tous les domaines. Conformément à ce qu'on pourrait appeler sa vocation historique, elle est en passe d'instaurer la manipulation biologique, psychologique et sociale de l'homme ».

Avec un humour n'excluant pas le recours aux formulations polémistes du journalisme de combat, Pierre Thuillier, en dénonçant « le rêve de rationalisation absolue, fait apparaître les aspects assez inquiétants d'une science conçue comme « une police socio-culturelle » et visant à généraliser la pratique de la manipulation : derrière « les savants » grouillent les experts ; et la vision du monde instaurée par les premiers, a pour effet direct de préparer l'avènement des seconds »...

L'entreprise scientifique est habitée d'une volonté de puissance qui incarne un projet social bien déterminé : « elle ne peut se réorienter que si ce projet lui-même est soumis à des révisions plus ou moins radicales ». Ainsi dans le laboratoire, « l'entrepreneur et le technocrate sont chez eux ; et toujours virtuellement présents » ; la science est un instrument d'action, une entreprise opératoire si bien que l'on peut se poser la question suivante parmi d'autres : « l'obsession mécaniste qui se manifeste dans « la science » et dans la société scientifique n'exprime-t-elle pas un projet latent de manipulations sociales généralisées ? ».

La montée des savants et des experts qui ouvre l'avenir « au spécialiste » risque de remplacer progressivement « tous les anciens détenteurs d'un quelconque pouvoir moral ou social ». Ce nouveau totalitarisme et le conditionnement socio-culturel qu'il engendre sont absolument récusés par l'auteur qui refuse « toute démission philosophique, éthique et politique ».

Anne-Marie LAVAUDEN

Edition du Seuil

● Les arts de l'image

Livres d'art, souvent monographiques, centrés sur un thème limité : un château, un auteur, une œuvre, éditions d'art richement illustrées par un peintre ou un graveur célèbre, séries numérotées, tirages pleine feuille non rognée, tous ces exemplaires superbes demeurent par leur prix réservés à une élite de collectionneurs riches, prêts à d'importants sacrifices financiers pour satisfaire leur passion. Mais beaucoup d'amateurs de livre d'art ne disposent ni des moyens ni de la patience des bibliophiles et veulent disposer de beaux livres, bien illustrés à des prix abordables. Certains éditeurs ont choisi ce difficile créneau et s'efforcent de relever le défi, créer du beau qui ne soit pas inabordable.

Le Chêne continue ses parutions, sur un rythme réduit semble-t-il — ce qui laisserait supposer que la tentative a dû coûter cher — et nous donne quelques bons recueils.

D'abord *Images* de David Hockney (Le Chêne, broché, 120 p., 63 illustrations en couleurs, 83 en noir et blanc).

“Ce qui m'intéresse, c'est de créer des images” a toujours affirmé David Hockney. Cet album est bien un livre d'images puisées dans l'ensemble de son travail jusqu'en 1979, depuis ses croquis de jeunesse jusqu'aux récentes et spectaculaires piscines réalisées en pâte à papier colorée et compressée. Cette sélection illustre à merveille sa maîtrise d'un large répertoire de techniques. Natures mortes, rideaux, douches, piscines, portraits, voyages, inventions, décors de théâtre : autant de sujets favoris auxquels David Hockney revient sans cesse, comme à l'Égypte et à la Californie. Le classement thématique adopté souligne l'invention toujours renouvelée avec laquelle il traite ces thèmes qui le hantent. Ce deuxième album sur David Hockney se présente comme un complément indispensable du premier “David Hockney par David Hockney” publié en 1976 au Chêne.

Le Chêne publie de Pablo Picasso *Les dessins pour le Tricorne* (48 p., 31 illustrations en couleurs, 6 en noir et blanc). Le tricorne est un ballet écrit par Manuel de Falla, qui a été présenté pour la première fois le 22 Juillet 1919 à Londres. En 1917, Serge de Diaghilev et les ballets russes se trouvaient en Espagne. De leur rencontre avec Manuel de Falla devait naître *Le Tricorne*. Picasso fut chargé de réaliser les décors et les costumes. Il s'inspira des costumes typiques du XVIII^e siècle tels qu'on les trouve dans les œuvres du début de Goya et en accentuant leur côté théâtral. Cet album de 31 planches en couleurs d'études et de dessins montre un aspect peu connu et particulièrement séduisant de l'art de Picasso.

Notons dans un registre voisin la réédition du *Francis Bacon* de John Russell (Le Chêne, 192 p., 112 illustrations dont 26 en couleurs) qui rend accessible à un large public l'œuvre de cet artiste britannique qui est l'un des

plus grands peintres contemporains.

Pierre Gascar présente *Toffoli ou la force du destin* (Chêne, 128 p., 110 illustrations en couleurs et 40 en noir et blanc). Bien que jouissant d'une réputation mondiale, Toffoli est encore mal connu chez nous et il faut savoir gré à Pierre Gascar de nous introduire dans la vie et l'œuvre de ce grand peintre, si semblable à un héros de roman. Né à Trieste au temps de l'Empire austro-hongrois, Toffoli, à six ans, expose ses premiers dessins à Vienne. Reçu brillamment à l'École Navale et destiné par ses parents à la navigation, il s'intéresse davantage à la peinture et, ballotté par les guerres, les changements de régime ou de frontières, il débarque à Paris en 1931, connaît la misère dans le quartier de la Goutte d'Or. Tour à tour forgeron, électricien, tailleur, musicien dans les bars, il s'inscrit à la Grande-Chaumière et travaille avec Othon Friesz et André Lhote. Il fréquente assidûment le Louvre, fait ses premières expositions, découvre l'Espagne, puis la Yougoslavie et rencontre un mécène brésilien qui l'installe à Rio et organise ses expositions à Copacabana.

Aujourd'hui Toffoli expose et vend ses tableaux, ses tapisseries et ses lithographies dans le monde entier. Pourtant, la gloire venue, Toffoli est resté le même homme, simple et fraternel comme ces humbles dont il a partagé le labeur et les peines. “Cette fraternité n'a chez lui, écrit Pierre Gascar, rien de déclamatoire et ne tourne jamais au sentimentalisme. D'où la sobriété et, par là même, la force des images symboliques qu'il a été amené à concevoir, soit spontanément, soit à la demande de grands organismes internationaux...”. “Plus je vieilliss, constate de son côté Toffoli, plus ma peinture s'éclaire. Vérification, sur la toile, d'un fait moral : l'art n'est jamais qu'un cheminement patient, laborieux, souvent hasardeux, vers plus de lumière”. Une découverte pour beaucoup de lecteurs.

Je voudrais signaler la présentation de l'œuvre de *Léonor Fini* par Xavier Gauthier (Musée de Poche, Philippe Felsenhardt successeur, 122 bd Raspail, 75006 Paris, 50 reproductions dont 26 en couleurs). Présenter au grand public, les dernières toiles de Léonor Fini que seuls quelques Parisiens privilégiés avaient pu admirer lors de sa dernière exposition, rue de Seine, c'est peut-on dire “l'actualité” de ce livre où le lecteur découvrira trente années de peinture et de vie de la plus mystérieuse et aussi la plus célèbre des femmes peintre. Toutes ses peintures sont reproduites le plus fidèlement possible, ainsi que les dessins choisis spécialement par Léonor Fini elle-même pour cette nouvelle édition.

Un industriel, d'une grande famille de fondeurs de cloches, savoyard, André Paccard, devenu un décorateur inventif dont le succès est de dimension internationale, publie une magnifique étude, *Le Maroc et l'artisanat traditionnel islamique dans l'architecture* (2 volumes richement illustrés, Promo 2000, 33 Avenue MacMahon, 75017 Paris). Ayant collaboré à la décoration de grands hôtels un peu partout dans le monde, André

Paccard est associé à certains projets au Maroc par l'architecte des palais impériaux.

Au cours de son séjour, André Paccard découvre la splendeur de l'art musulman. Avec une équipe nombreuse, il recueille et inventorie des milliers de clichés. Il s'initie auprès des "Maâllems", les maîtres artisans, aux techniques du bois et du métal dont la tradition islami-

que contraint à une stricte discipline l'élan créateur. De cette immense documentation et de ces dix ans d'effort, sortent ces deux volumes magnifiques, véritable répertoire systématique de l'art chérifien. Une bibliographie, un glossaire, complètent cette somme, qui fera date dans l'histoire de l'art musulman.

Jean CHELINI

● La rentrée pédagogique

Manuels et ouvrages destinés aux enseignants sont nombreux en cette nouvelle année scolaire. Beaucoup de titres, beaucoup de directions ; il est bien difficile de s'y retrouver. Essayons tout de même de retenir quelques pistes plus significatives.

Joseph Mazure, inspecteur de psycho-pédagogie à l'École Normale de Nice, publie *Enfant à l'école, écoles pour l'enfant... Ikor, Illitch, Neill, Snyders... et la rénovation pédagogique*, (Casterman, 224 p.). Au moment où s'instaure une nouvelle formation professionnelle des enseignants, cet essai devrait aider ceux qui souhaitent voir plus clair dans la complexité et la diversité de la "problématique" pédagogique actuelle. Dans un premier temps, Joseph Mazure examine de façon critique et parfois même polémique, les idées, mouvements et expériences éducatives qui vont d'Ikor (l'autorité classique), Neill (Summerhill ou l'amour de l'enfance), Illitch (l'inversion de l'institution), Snyders (la thèse de la vérité) à Bourdieu et Passeron, Baudelot et Establet, Schwarz, etc... Dans un second temps, il propose des éléments pour une pédagogie nouvelle. Un effort intéressant de classement et de réflexion.

Henri Peyronie, agrégé de philosophie, nous donne un témoignage rare pour un enseignement français et qui peut profiter à beaucoup dans *Un professeur de philo à l'usine. Dix mois de stage en sidérurgie* (Casterman, 164 p.). "L'école doit s'ouvrir à la réalité socio-économique". Désormais, tous les professeurs et instituteurs en formation iront — d'un à trois mois — dans une entreprise. Pourquoi l'Éducation Nationale Française envoie-t-elle ses enseignants à l'école des entreprises ? Que peut faire dans une usine un intellectuel non technicien ? En montrant ce que fut son année de stage à l'usine sidérurgique de Caen-Mondeville, l'auteur n'a pas voulu écrire un guide des stages en entreprise. Il raconte ses activités d'employé au bureau du port, d'ouvrier aux hauts fourneaux et aux laminoirs, puis de préposé aux relations humaines. Mais, dans ce vécu quotidien d'un professeur de philo transplanté en industrie, s'enracinent des réflexions sur l'école, l'éducation, la formation et l'emploi, sur l'autonomie dans les entreprises et les établissements scolaires, sur la culture ouvrière et la culture scolaire. Une expérience à partager.

Notons dans la collection N. de linguistique française un *Précis de morphologie historique du Français* de J.

Picoche (Nathan, 94 p.). En moins de cent pages, cet ouvrage dense et clair fait un tableau des structures morphologiques, verbales et nominales, du français moderne et de l'ancien français, et donne toutes les indications permettant de reconstituer leur évolution historique. L'accent est mis sur l'aspect systématique de la morphologie, et la progression se fait toujours du connu à l'inconnu : du français moderne à l'ancien français, et de l'ancien français au latin. Il pourra être utilisé à divers niveaux : d'abord par ceux qui s'interrogent sur les apparentes bizarreries de la conjugaison française moderne et souhaitent pouvoir les replacer dans un ensemble cohérent. Ensuite, il servira aux débutants en ancien français, qui trouveront là des cadres solides et clairs, facilitant la mémorisation des formes médiévales. Enfin, il sera précieux pour les étudiants plus avancés, ayant des notions de latin et de phonétique historique, pour qui il sera un guide permettant de discerner l'essentiel de l'accessoire.

En revanche, je veux dire ma déception et ma surprise en parcourant le *Manuel d'histoire et de géographie de 3^e* publié par J. et D. François, J.M. Gaillard, F. Beautier, J. et J. Bethemont (nouvelle collection Nathan, 254 p., très illustré). Il s'agit d'un livre répondant aux exigences de la réforme Haby et des suivantes et qui doit être prêté aux élèves par les établissements. Mais il ne répond pas au minimum d'objectivité pédagogique souhaitable...

Le nouveau programme de la classe de 3^e aborde aussi bien en histoire qu'en géographie, des faits, des notions, des idées qui constituent le fondement du monde d'aujourd'hui. Une place très importante est faite aux problèmes du communisme, à l'impérialisme américain ; en revanche, même s'il est signalé, l'impérialisme russe ne l'est pas dans des termes portant un jugement péjoratif. Dans le dictionnaire des personnages à la fin du livre, qui comprend 45 notices, Raymond Barre a droit à 2 lignes, Salvador Allende à 10, Fidel Castro à 12, les marxistes comptent une bonne douzaine de mentions. Dans tout le livre qui doit expliquer les forces et les idées du monde contemporain, pas une ligne sur les religions en général, pas un mot sur le christianisme et l'Église. "Le pape ? Connais pas !". Bien curieuse et dangereuse manière de présenter l'histoire à nos enfants. Ce manuel, rédigé bien avant le 10 mai 1981, n'était-il pas déjà dans le style du printemps 81 !

Jean CHELINI



L'Etat, la vie et la mort

par Etienne BORNE

Pour ou contre la peine de mort, question de conscience. Thème peu contestable, mais un peu court, car d'une part il peut incliner vers le scepticisme d'un "chacun sa vérité et d'autre part une morale qui ne toucherait ni à la métaphysique ni à la politique aurait quelque chose de vague et d'abstrait. Or, dans ce débat entre abolitionnistes et antiabolitionnistes les enjeux autant et plus qu'à la morale, touchent à la philosophie de l'homme et à la philosophie de l'Etat.

Non pas que, comme on ne l'a que trop fait dans le récent débat parlementaire, il faille politiser le problème, rattacher les raisons des uns à une idéologie de gauche et les motivations des autres à une idéologie de droite. Jouons ce jeu trop aisé pour n'être pas suspect : l'abolition n'est-elle pas dans la logique de cet humanisme dont se réclame jusqu'à vouloir le monopoliser la gauche aujourd'hui au pouvoir ? Si l'idéologie d'une droite individualiste incline à voir dans le crime le choix sinistre d'un libre-arbitre, une idéologie socialiste aura tendance à faire de la criminalité un phénomène social, explicable par des causes sociales, et principalement par la marginalité à laquelle sont réduits les victimes d'une misère secrétée par une société d'injustice ; laquelle, par le plus pervers des illogismes, punirait de mort des crimes dont elle est la première responsable. Enfin, on ne manquera pas d'avancer que les antiabolitionnistes pensent que l'homme est mauvais et qu'il est nécessaire de l'intimider par les grands moyens, cependant que les abolitionnistes croient à la bonté de la nature humaine, toujours éduicable en vue du meilleur. Et comme il est convenu que le pessimisme est à droite et l'optimisme à gauche, il ne sera pas difficile de classer les uns et les autres.

Ce jeu des idéologies, joué par des avocats doués pour le verbe peut être rhétoriquement persuasif, mais il est trop approximatif et manque par trop de rigueur pour être véritablement convaincant. Un tel débat doit être maintenu au niveau qui convient et le recours à une idéologie (dont c'est du reste la fonction) pour démontrer que l'adversaire est barbare ou mal-pensant s'expose à des accidents fâcheux. Ainsi, les sondages montrent, non seulement, ce que chacun sait, que les abolitionnistes sont minoritaires dans l'ensemble de la population française, mais que les deux thèses n'arrivent à égalité que dans les catégories socio-professionnelles les plus favorisées, industriels, cadres, professions libérales ; alors que ouvriers et paysans sont massivement partisans du maintien de la peine de mort. Le degré d'humanisme serait-il fonction de l'ascension sociale ? Un homme de gauche, s'il est bon socialiste, souffrirait trop de se trouver conduit à une telle conclusion. Aussi vaut-il mieux s'abstenir d'un certain type d'argumentation. Ou idéologique comme on vient de dire. Ou sentimental, pitié pour les assassinés ou horreur de la guillotine. Ou empiriques, sondages et statistiques sur le degré de la dissuasion ou sur l'état de

l'opinion publique.

Un illustre condamné à mort, attendant et même provoquant la sentence disait à ses juges : "de la mort, il n'est pas de savoir". Parole énigmatique mais qui, d'un coup, introduit à l'essentiel et à cet absolu qui ne devraient pas manquer de paraître chaque fois qu'il s'agit de la mort. Dans ce mot de Socrate, rapporté par Platon, je vois la raison la plus forte qui se puisse invoquer en faveur de l'abolition. Condamner à mort, c'est face au mystère, ne pas savoir ce qu'on fait. Juger quelqu'un indigne de vivre, est-ce le jeter au néant ou le livrer à la justice de Dieu ? Un Etat en tant qu'Etat et surtout un Etat laïque, et donc métaphysiquement neutre, ne sait pas ce qu'il fait lorsqu'il condamne à mort. Par son pouvoir, il passe son savoir. L'abus, si on le comprend bien, est insupportable.

L'argument, parti de haut, va loin et il n'est pas facile d'en assumer toutes les conséquences, en un sujet, où les uns et les autres rusent si souvent avec leurs propres argumentations. Des hommes publics, cédant à un mouvement d'éloquence se surprenaient à dire "Moi qui suis contre la peine de mort, je la réclame contre les trafiquants de drogue — ou contre les assassins d'enfants". Et les abolitionnistes, soucieux d'être conséquents non avec des idéologies ployables en tous sens, mais avec la rigueur de leurs principes, devraient s'interroger sur ce qu'il leur faudrait désormais penser sur l'avortement, maintenant légalisé ou sur les problèmes de la paix et de la guerre. Un Etat renonce à dissuader les crimes du dedans par la menace de la mort, mais non à dissuader par la menace de la mort atomique l'ennemi virtuel du dehors. Si bien qu'en raturant de ses codes la peine de mort, un Etat accomplit un acte symbolique, faisant signe à l'Etat qu'il n'est pas encore, qu'il ne peut pas être dans le monde comme il va, et qui, pleinement humain, renoncerait à la mort, à ses pompes et à ses œuvres et dont il est bon, si utopique et idéal soit-il, que ne soit pas abdiqué l'anxieux souci.

Un éditorialiste, installé par le nouveau pouvoir à la radio et dont sont patents le talent et la conviction communiste, applaudissait à l'abolition que venait de voter son parti, et au moment même où l'échafaud était aboli en France, il rendait un hommage ému à la sainte guillotine de la Révolution Française qui, ouvrant des temps nouveaux en coupant la tête à un roi, avait droit à la reconnaissance de tous les peuples. D'où il est prouvé qu'on n'est jamais abolitionniste que dialectiquement et jusqu'à un certain point seulement. Socrate, puis Jésus auraient-ils proclamé en vain qu'en donnant la mort, les hommes ne savent pas ce qu'ils font ? Insuffisamment laïcisés, les Etats, qui usurpent sur Dieu en se faisant maîtres de la vie et de la mort, continuent d'occuper solidement la scène, et la pensée du sang impur versé sur les échafauds des justes révolutions n'a pas fini de réjouir des cœurs pourtant progressistes.